

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES

LUTTES

le Numéro : 2 F - MENSUEL

N° 100 DECEMBRE 1970

SOMMAIRE

Notes sur le Capitalisme	1
Italie	5
Grande-Bretagne	13
La grève de Général Motors	16
Luttes Internationales	22
La vie dans les boites	26
Le Québec	34
Analyse et débats théoriques	36
Notes de lecture	37
Publications	40

Directeur de la Publication : P. BLACHIER
Imprimerie Coop. l'Abeille -- Montpellier

Notes sur le capitalisme, la lutte de classe, les syndicats et les organisations en France

Les grèves sauvages et les structures capitalistes

Si l'on compare la situation actuelle en France avec celle de septembre 1969, on pourrait en conclure que tout est calme : les dirigeants d'entreprises et les dirigeants syndicaux ont pu confirmer leur domination et faire fonctionner à peu près régulièrement les mécanismes sociaux nécessaires à la production capitaliste moderne.

En septembre 1969, les syndicats, et notamment la C.G.T., avaient cru devoir lancer une sorte de contre-feu à la S.N.C.F. Cela n'avait pas empêché notamment la grève sauvage RENAULT du Mans, fin octobre 69. Et d'octobre à janvier on avait assisté au déploiement des grandes manœuvres C.G.T. qui culminèrent avec le référendum à l'E.D.F. Cette offensive allait dans deux directions : vers les travailleurs et vers le pouvoir politique. Aujourd'hui la C.G.T. est reçue par le gouvernement et Séguy lance une campagne pour la réduction des impôts... Et elle peut contrôler des mouvements assez vastes (grands magasins, mines de Lorraine, etc...).

En 1969, ce qui se passait dans les pays voisins inquiétait fort patrons et syndicats : la France allait-elle connaître une large vague de grèves comme en Italie, ou bien une explosion brutale comme en Allemagne en septembre, ou bien la situation confuse et insaisissable de grèves sauvages comme en Grande-Bretagne ? Différents articles de journaux pour la première fois, utilisaient largement le terme « grèves sauvages », jusqu'ici

plus ou moins proscrit en France dans la grande presse. Un article de « L'Usine Nouvelle » du 11-9-69 résumait bien la situation :

« Cette situation des grèves sauvages pose de graves problèmes. Le rythme de l'industrie moderne rend nécessaires de fréquents ajustements économiques, financiers et même parfois monétaires ; les uns veulent calmer la surchauffe, les autres veulent sortir de l'essoufflement. Mais quelles que soient l'intelligence et la technicité des mesures prises, il est nécessaire qu'un bon climat psychologique préside à leur réalisation. Il est indispensable qu'une concertation s'établisse entre les différents partenaires sociaux. Chaque pays réagit selon ses données propres (1).

En France, l'absence de liens politiques entre les syndicats et le gouvernement actuel incite ce dernier à la consultation. Le gouvernement a besoin d'un bon climat pour réussir le redressement économique et financier et il lui faut pour cela s'assurer au moins une neutralité de fait, sinon de paroles, des différents partenaires sociaux.

(1) Souligné par nous.

Pour que cette sorte de contrat social puisse être, il faut nécessairement que les partenaires soient représentatifs. Or, l'existence de grèves sauvages sape l'emprise syndicale sur le monde ouvrier. En un sens, les centrales ouvrières garantissent l'ordre économique et social. Que leur autorité s'amenuise et l'équilibre risque d'être compromis.

En France, depuis le printemps 1968, la C.G.T. s'est ressaisie et a progressé dans la reprise en main de ses troupes. Mais, paradoxalement, notre C.G.T., à qui la grève Fiat fait craindre que la C.G.T. italienne ne soit débordée par les éléments gauchistes, voudra éviter cette mésaventure et prendra immédiatement la tête des mouvements revendicatifs. La C.G.T., pour être un partenaire social, est condamnée à pratiquer un syndicalisme agressif. »

Une déclaration de Frachon, du 2-2-70 (après le référendum à l'E.D.F. et le retour à la normalisation des rapports entre le gouvernement et la C.G.T.) reprenait également la même question dans les termes suivants :

« Ce que la presse bourgeoise appelle des grèves sauvages ». Il s'agit en fait a-t-il dit, « de grèves dont le caractère s'adapte aux conditions nouvelles de l'exploitation renforcée du système des monopoles.

« La concentration industrielle, le renforcement des monopoles et leur domination n'entraînent pas seulement des changements dans le système de l'exploitation capitaliste ; ils produisent également des changements dans l'opposition des classes en présence, et, par voie de conséquence, amènent la classe ouvrière à modifier sa tactique et sa stratégie dans la lutte qu'elle doit mener.

« Les traditionalistes qui s'en tiennent aux vieilles méthodes et refusent de s'adapter aux conditions nouvelles de la lutte des classes peuvent freiner momentanément le processus ; ils sont impuissants à l'arrêter.

L'évolution du capitalisme et ses conséquences

Cette évolution du capitalisme se poursuit en France à deux niveaux :

— d'une part celui des techniques de production, c'est-à-dire des moyens matériels utilisés dans les entreprises (matériaux nouveaux, automation), des modifications que cela entraîne dans les conditions de travail, dans la dimension des entreprises ;

— d'autre part, celui de la pénétration du capital et de la recherche du profit dans tous les secteurs de l'activité humaine, dans tous les domaines de la vie quotidienne. Tout, même la part la plus secrète et la plus personnelle des hommes est évalué en termes de rentabilité. Tout devient un problème économique, depuis la promenade du dimanche, jusqu'aux études de l'université.

Ce double aspect traduit la féroce compétition internationale du capital : en France, comme ailleurs, cela oblige les entreprises à se concentrer. C'est nécessaire pour avoir les énormes capitaux destinés à la modernisation technique, au lancement de nouvelles fabrications, à l'exploitation de nouvelles sources de matières premières, à la recherche de nouveaux secteurs à exploiter ou de nouveaux marchés.

Mais les conséquences de cette évolution ne sont pas identiques partout : le capitalisme — en France plus qu'ailleurs — n'est pas homogène et sa diversité entraîne des situations très différentes.

« L'on peut dire, a ajouté le président de la C.G.T., que ces fameuses grèves sauvages constituent une espèce d'avant-garde qui nous ouvre des horizons nouveaux, ainsi que de nouvelles espérances. »

Il ne faut pas se méprendre sur les termes de la dernière phrase, c'est le « nous » qui est capital. Clairement, il est dit que le renouveau du mouvement ouvrier assure au mouvement syndical de nouvelles espérances. Cela veut dire que si les syndicats savent habilement manœuvrer, ils peuvent utiliser ces luttes pour renforcer leur pouvoir et peser ainsi de tout leur poids dans leur rôle d'auxiliaire de la gestion du capitalisme (1).

Les grèves sauvages et la tendance à l'autonomie des luttes sont précisément nées de l'impossibilité des syndicats de répondre aux aspirations des travailleurs dans leurs luttes ; le paradoxe est qu'elles introduisent encore plus pour les dirigeants capitalistes la nécessité d'un pouvoir syndical fort, capable d'encadrer et de dominer les ouvriers. La longue grève de chez Berliet, qui se déroulera pratiquement pendant tout le printemps de 1970, déclenchée après la signature d'un accord d'entreprise, illustre bien au niveau de la base, la cassure qu'un accord d'entreprise essayait de combler mais ne fait qu'accroître.

On assiste ainsi à une double évolution : celle de la lutte autonome et celle des syndicats, évolutions étroitement liées entre elles, et dépendant toutes deux de l'évolution capitaliste due à la transformation des techniques et à la concentration des entreprises.

(1) Cette thèse est reprise exactement dans un article du nouvel hebdomadaire, animé par des dirigeants du P.C. : *Politique Hebdo*, intitulé : « grèves sauvages sur la vieille Europe » (n° 1, octobre 70).

Beaucoup se passionnent pour l'agitation spectaculaire des petits commerçants et des petits paysans : ce n'est pourtant que la phase finale d'une concentration qui dure depuis plus de 100 ans. Plus révélatrice et plus importante est la concentration au niveau des moyennes entreprises. Ces moyennes entreprises peuvent être anciennes avec des moyens de production d'un autre âge, mais elles peuvent aussi être récentes avec des techniques modernes mais des moyens de domination empruntés au passé, chose fréquente en province. Pour survivre, ces entreprises doivent pressurer un peu plus les travailleurs de province déjà défavorisés dans leurs salaires, comme dans leurs conditions de travail. Cela explique la fréquence des grèves dans des moyennes entreprises de province en général, et leurs caractères particuliers. On attribue à mai 68 le fait que ces grèves s'accompagnent souvent d'occupation, de séquestrations, voire de violences contre les dirigeants, et qu'elles durent souvent une semaine ou plus. Sans doute ces traits peuvent se relier au rapport de force global, mais ils sont plus le résultat d'une exploitation accrue qui rend insupportables de longues périodes de brimades diverses et de pressions morales.

Les exemples récents de telles brimades abondent : le suicide d'un jeune menuisier aux cheveux longs des environs de Rennes, licencié avec deux autres parce qu'ils refusaient de se faire tondre, ou l'aventure du comptable délégué de St-Etienne condamné à des additions idiotes par son patron, sont là pour en témoigner. Lorsqu'une issue paraît possible dans la grève,

rien d'étonnant qu'elle prenne immédiatement une violence d'autant plus grande, plus spontanée, plus inorganisée pourrait-on dire.

On peut relier cette violence ouverte et spontanée à des structures passées du capitalisme et à certaines méthodes de domination que le capitalisme moderne tend à rejeter (voir ce qu'écrit l'Usine Nouvelle). On peut relier aussi l'ensemble au rôle que les syndicats et les délégués peuvent jouer dans de telles luttes. Dans ces entreprises, fréquemment le syndicat est pourchassé ; la première réaction normale des travailleurs en lutte est de créer une section syndicale, en général C. G. T. Mais à l'échelon national, la conception du syndicat moderne n'est pas du tout identique à la conception qu'en peuvent avoir ces travailleurs, surtout en période de lutte. Un conflit surgit alors au sujet des méthodes de lutte : condamnation des violences, manœuvres pour faire évacuer les usines occupées, pour faire reprendre le travail parce que la « situation est sans issue ». De tels heurts entre la base (et souvent les délégués de base) d'une part, et les appareils d'autre part, sont fréquents.

Les syndicats pourtant se servent de ces luttes et des méthodes patronales qui les sous-tendent : cela leur permet de donner l'image d'un « patronat de combat » pourchassant le syndicat et les délégués. D'où l'image du syndicat instrument de lutte de la classe ouvrière, image qui dissimule mal sa fonction dans les grandes entreprises et au niveau de l'Etat. Les groupuscules, avec leur conception de l'action violente, de la conquête de l'Etat, en sont amenés pareillement à exalter ces luttes. Ce faisant, ils vantent un mode d'action du prolétariat qui n'est qu'une des formes de la violence, dans les rapports de production, la plus primitive, qui se rattache à la dépossession brutale des moyens de production. Par là même, ils relèguent une autre forme de violence — qui pour être beaucoup moins spectaculaire — n'en est pas moins brutale : c'est celle qui consiste à refuser les ordres, même les plus petits, c'est-à-dire l'ordre capitaliste lui-même et à imposer ses propres décisions dans tout ce qui concerne la production ou l'organisation des luttes. Ce mythe d'un mouvement ouvrier dépassé, on le retrouve excellemment résumé dans ces quelques lignes d'un tract diffusé aux usines

Renault, sous la signature « cellule M.L. Ligne Rouge Renault » :

« ...mais un succès ce n'est pas seulement l'amélioration souvent temporaire du beefsteack, c'est surtout la conscience toujours plus large qu'on accumule des forces pour la révolution, la lutte contre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est une guerre continuelle entre les classes.

« ...mais les révisos ne nous font aboutir, eux, qu'à des échecs ou à des « succès » nuisibles pour nous démoraliser et surtout pour nous faire oublier LE BUT FINAL, LA BATAILLE FINALE, L'INSURRECTION ARMÉE POUR LA PRISE DU POUVOIR (1).

« ...mais nous les traiterons comme on traite les agents doubles, les espions, un pied dans le bureau des patrons, un autre dans l'atelier. Tout ce qu'ils cherchent c'est nous faire avaler la « démocratie avancée », c'est-à-dire un autre gouvernement des patrons, un autre plan d'austérité au nom de la classe ouvrière.

« ... il faut nous organiser de façon autonome par rapport aux syndicats réformistes et révisos, prendre en mains la dénonciation systématique des manœuvres et trahisons et entreprendre la propagande pour un « SYNDICALISME ROUGE ». Il faut organiser des fractions révolutionnaires dans les syndicats réactionnaires influents, afin de gagner les travailleurs qui s'y trouvent »

A quelques variantes près, cela pourrait aussi bien être signé de beaucoup de groupuscules léninistes ou anarchistes ; cela aurait bien pu être lancé en 1900. Le seul intérêt de ces lignes c'est de montrer que la violence est dans les rapports de production, ce que les travailleurs pratiquent mais n'admettent pas souvent. Mais dans la tactique maoïste pour construire l'organisation, la violence dans les rapports de production, c'est un moyen, l'autonomie ce n'est pas celle du mouvement de lutte, c'est celle « des fractions révolutionnaires ». C'est finalement l'identification du groupe d'avant-garde, de ses méthodes et de ses projets avec les travailleurs et le contenu de leurs luttes.

(1) Souligné par nous.

Les luttes dans les entreprises modernes et le rôle des syndicats

La compétition internationale amène les grandes entreprises, non seulement à se moderniser, et à se développer, mais aussi à se transformer profondément (cession de certaines fabrications, mise en commun de sources d'approvisionnement, fabrications communes). Elles deviennent ainsi des machineries excessivement complexes ; la chasse au profit traque le moindre temps mort, ou le stock, qui immobilisent le capital.

Les conséquences sont multiples. Tout est solidaire dans la production moderne et les travailleurs, même si leur travail devient très partiel, très routinier, ou bien purement de contrôle, ne peuvent que prendre conscience de cette solidarité de deux façons : la fragilité de l'appareil total de production, qui plus que jamais dépend de l'activité normale de tous et de chacun ; le sentiment que la société est une immense machinerie dans laquelle l'acte individuel n'a de sens que par rapport à la totalité (cette constatation appellerait d'autres développements sur des divisions manuels-intellectuels, productifs-improductifs, absurdes d'un point de vue économique).

La moindre difficulté risque de bloquer toute l'usine et pourtant, la dimension même de l'entreprise empêche

les dirigeants de connaître toute l'usine dans ses moindres détails. A l'encadrement traditionnel, il est nécessaire d'ajouter d'autres réseaux d'information et d'action qui sauront déceler les grippages et injecter le lubrifiant voulu au bon moment et au bon endroit. Parallèlement s'est développé tout un réseau de « relations sociales » et s'est transformé le rôle du syndicat. Mais selon leur origine, leurs liens politiques, leurs propres structures, les syndicats sont mal adaptés à ce rôle : tout comme les entreprises capitalistes — et c'est la conséquence même de l'inégalité du développement capitaliste — les syndicats ont des éléments plus avancés dans cette voie « moderniste » et d'autres plus arriérés (1). Cela rejoint un problème fondamental que fait ressortir l'article de l'Usine Nouvelle :

« la C.G.T. pour être un partenaire social, est condamnée à un syndicalisme agressif ».

Pour être totalement dans le vrai, il faudrait ajouter l'envers de cette fonction :

(1) C'est par exemple la raison profonde de la scission C.F.D.T.-C.F.T.C.

« la C.G.T. pour être partenaire social, est condamnée à un syndicalisme gestionnaire ».

Le syndicat, dans le capitalisme moderne, se trouve pris ainsi entre deux limites inférieure et supérieure, entre lesquelles il doit absolument se maintenir s'il veut continuer d'exister. Transgresser l'une ou l'autre de ces limites signifierait sa mort.

Ceci n'est pas particulier à la C.G.T. : les mêmes problèmes se posent à la C.F.D.T. F.O., syndicat de fonctionnaires et d'employés, bien que moins touché par ces problèmes, tolère une « minorité révolutionnaire » alors que Bergeron proclame partout les vertus de la négociation.

Peu à peu, pourtant, le syndicalisme agressif devient une façade, une démagogie, à mesure que le syndicalisme gestionnaire devient une installation réelle dans tous les rouages de l'économie, de l'entreprise à la préparation du plan. A l'intérieur du « pouvoir syndical » la part de l'appui du mouvement ouvrier s'amenuise, alors que son pouvoir légal et économique s'élargit.

Si cette fonction syndicale n'apparaît pas nettement (pour les raisons que nous avons exposées) au niveau des petites entreprises, elle devient évidente dans les grandes, et elle n'est pas contestée au niveau de l'Etat. C'est l'appui des secteurs arriérés qui permet aux syndicats de paraître ce qu'ils ne sont pas dans les secteurs de pointe.

Une crise comme celle de mai 68 révèle l'inadaptation des structures du capitalisme et l'importance de ses contradictions internes. De même les grèves sauvages, au niveau d'une entreprise si elles sont isolées, au niveau de la région, de la branche d'industrie au de l'Etat si elles sont généralisées. Tous les organismes régulateurs cherchent alors à faire disparaître ces conflits par des réformes. Que ces réformes suscitent d'autres contradictions, d'autres crises, c'est évident ; mais ce qui nous intéresse ici, c'est la nécessité du renforcement du syndicat pour régulariser la mise en œuvre par le capitalisme de la force de travail. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse que la crise est plus

Les contradictions du capitalisme et les formes modernes de lutte

La profondeur de la transformation des structures du capitalisme et des crises qui le secouent, est donnée par la dimension même de ces transformations. Ce n'est pas un hasard si Séguy peut s'étaler à latélé avec Ceyrac. C'est à la fois un dialogue et un spectacle. Ils sont ennemis sur l'écran (toujours l'image) et discutent en techniciens sur le même sujet : comment régler la production capitaliste. Il faut que le capitalisme en France ait besoin de cette aide pour laisser un membre éminent du parti et de la C.G.T. accéder à la Télé : cela donne la mesure de l'évolution du capitalisme et de la C.G.T., une mesure de la nécessité économique de hisser le syndicat à ce rang de partenaire social.

La même compétition capitaliste (qui brise les vieilles structures et transforme les syndicats) met toujours plus à nu que seul le profit est l'essentiel. La psychologie, les réformes, sont nécessaires là où il faut cacher, pour adoucir, ce qui apparaît trop brutalement. Il n'est pas nécessaire de remonter loin pour voir que malgré tous ces efforts pour prévoir, adapter, régulariser, tout est constamment remis en question par les nécessités mêmes du capitalisme : Boussac doit diminuer de 10 % sa production textile et licencier dans les Vosges et dans le Nord ; dans le grand commerce c'est la guerre au couteau, donc la surproductivité et les bas salaires ; en Lorraine un aménagement d'horaire

profonde. C'est l'appui des secteurs avancés qui permet aux syndicats de montrer leurs capacités gestionnaires et de cacher le visage « revendicatif malgré eux » qu'ils possèdent dans les secteurs arriérés.

La liste des réformes baptisées « mesures sociales », intervenues depuis un an, est impressionnante : actionnariat Renault, intéressement (250.000 ouvriers, 80% des accords signés par la C.G.T.), section syndicale d'entreprise, renforcement de la protection des délégués syndicaux, transformation du S.M.I.G. en S.M.I.C., mensualisation, formation professionnelle, égalité des subventions entre les syndicats, consultations économiques entre dirigeants politiques et syndicaux, accords d'entreprise, échelle mobile, etc... Toutes visent toujours à aménager : salaires contre productivité, fonds de chômage contre licenciement, etc... Ainsi les capacités gestionnaires des syndicats leurs permettent de « régler » les problèmes et les luttes des secteurs arriérés, à aménager les conséquences trop brutales des mutations du capital : le sens général de cette fonction, c'est de convertir les réactions de l'homme en données économiques, l'aliénation contre du fric (souvent bien peu de fric).

Un autre aspect, moins connu, de l'extension des pouvoirs syndicaux, c'est celui des comités d'entreprise dans les œuvres sociales (logement, prêt d'argent, activités de loisirs, cantines, approvisionnements, etc...) Dans ce dernier domaine, le champ de contrôle sur les travailleurs dépasse le simple cadre des rapports de production pour aborder celui des rapports de consommation (voir la propagande des groupuscules et syndicats sur le transport, les impôts, les femmes, par ex.). Les rapports de consommation abordés sous cet angle retournent d'ailleurs aux rapports de production : comme l'écrit l'Usine Nouvelle : pour l'industrie moderne « un bon climat psychologique est nécessaire ». On méconnaît souvent l'ampleur de cette entreprise syndicale dans les grandes entreprises : un travailleur peut faire régler toute sa vie, s'il se laisse faire, par des organismes contrôlés par les syndicats et dont il peut « profiter d'autant mieux qu'il est « conforme ». Là aussi tout se résoud par tant pour cent aux œuvres sociales, c'est-à-dire une fraction du capital variable (les salaires)

dans les houillères (toujours la productivité) déclenche la grève, etc...

La concentration du capital et des entreprises amène d'énormes mutations vers les villes dans d'énormes cités dortoirs jamais égalées dans le passé : le profit capitaliste préside tant à leur édification qu'à la quasi obligation d'un mode de vie étroitement prédéterminé depuis le moment où l'on quitte l'entreprise jusqu'à celui où on y revient. Cette intrusion brutale dans la vie quotidienne transforme et unifie aussi sûrement le travailleur moderne que le travail lui-même. L'envers du conditionnement et de l'action psychologique est que les différences s'effacent et que la communication s'établit : c'est particulièrement marqué chez les jeunes, qui ont subi totalement l'influence des techniques « modernes » de travail et de vie.

C'est dans ce cadre que se développent sur le plan du travail des attitudes que l'on regroupe sous le terme : « refus du travail ». Cela rejoint ce que nous avons dit plus haut sur la violence s'exprimant dans l'entreprise moderne par une action sur les structures du travail elles-mêmes, sur l'organisation des luttes. Il est difficile d'en donner des détails précis car cela peut prendre des formes diverses et personne ne leur donne une publicité particulière. Cela peut apparaître dans les attitudes individuelles face au travail, aux ordres des cadres ; à la dimension actuelle, cela devient un phé-

nomène collectif, un facteur non négligeable de la lutte de classe. Cela peut prendre la forme d'actions concertées, aux dimensions plus ou moins grandes dans l'organisation de la production ou des luttes.

Des exemples précis de ces actions, on en trouve dans la grève de Lacq lorsque les travailleurs réglaient eux-mêmes le débit de la production, dans des liaisons inter usines pour unifier les revendications établies en juillet dans les Deux-Sèvres dans une série de grèves plus importantes qu'en mai 68, dans le coup de balai à l'accord d'entreprise Berliet dans tout le premier semestre 70, dans les mouvements latents des P.T.T. tout au long de l'année. Il y en a certainement beaucoup d'autres. Les journaux, y compris ceux des groupuscules, n'en parlent guère : il est plus spectaculaire de peindre un cadre, ou de balancer un cocktail Molotov sur une voiture de patron. Mais est-ce plus violent que le refus d'un groupe de travailleurs de pointer ou de se plier à un ordre, ou de prendre systématiquement une pose à une heure de la journée ? Ce qui est évident, c'est que si on peut parler de telles actions, personne ne peut les accaparer, agir à la place des travailleurs : c'est possible pour la violence, ou le sabotage, matériels ou physiques. C'est impossible pour l'action autonome dans la production et dans les luttes telles qu'elles tendent à se dérouler dans l'entreprise moderne. Les manifestations de cette autonomie, notamment les formes qu'elle prend, sont d'autant plus diversifiées et insaisissables que l'emprise des syndicats est plus forte. Ou que le statut des travailleurs les rend plus vulnérables. Ou bien il s'agit de faits très localisés, ou bien d'un mouvement très diffus et insaisissable (exemple de Berliet ou des P.T.T.). Mais les conséquences peuvent être rapidement menaçantes : les mouvements autonomes localisés, dans l'entreprise moderne, bloquent toute la production (on ne compte plus les grèves bouchons ou thrombose) ; les mouvements diffus perturbent tellement le fonctionnement que les « partenaires sociaux » doivent réviser leurs accords pour y mettre un terme.

Les syndicats ne rempliraient pas leurs fonctions, tant à l'égard des travailleurs, qu'à l'égard des capitalistes,

s'ils n'intervenaient pas dans toutes les luttes : sinon, ils seraient rapidement condamnés à disparaître. Les inégalités de développement du capitalisme font qu'ils conservent pour partie la confiance des travailleurs. Seule l'expérience directe du conflit avec le syndicat peut réduire cette confiance ; cela ne peut survenir qu'au cours d'une lutte, mais tout garde souvent une grande ambiguïté, les tendances à l'autonomie s'exprimant par des biais, et non des formes nouvelles d'organisation, les syndicats ayant de grandes possibilités de manœuvres et de manipulation (à cause de leur expérience, de leur pouvoir, du soutien des dirigeants). Tout ceci explique qu'aucune des grèves qui se déroulent en France, ne peut être qualifiée de grève sauvage, c'est-à-dire une grève déclenchée contre le syndicat et en dehors de lui. Il y a déjà des années, bien avant 68 (par exemple la grève des mineurs de 1963), que le conflit entre la base et l'appareil, était évident à la fin de la grève : ce fut le cas de Rhodiaceta (en 1967), c'est encore le cas des Houillères du Bassin de Lorraine à Merlebach. Les syndicats peuvent même lancer, sans trop de risques, leurs semaines d'action (P.T.T., grands Magasins). Mais à l'intérieur de ces luttes, on trouve des îlots qui mènent la grève quasiment seuls, isolés par les manœuvres syndicales, sans que les syndicats osent les condamner ouvertement dès le début de la lutte, ou ordonner la reprise. Le dépassement de cette situation et l'apparition d'organismes autonomes de lutte dépend à la fois de l'évolution du capitalisme, de l'engagement encore plus précis et plus général du syndicat dans le pouvoir économique, de l'isolement des travailleurs forcés d'envisager, de construire seuls leurs luttes parce que personne d'autre qu'eux n'en voudra. Alors, ce qu'on voit au niveau de petits groupes gagnera des entreprises tout entières. On est encore au seuil de cette période et personne ne peut dire les développements sinueux de l'autonomie des luttes.

(à suivre)

(La seconde partie de ce texte examinera l'évolution des rapports entre le mouvement ouvrier et les organisations toujours en référence à l'évolution du capitalisme)

ITALIE

LOTTA CONTINUA

Dans le numéro d'I.C.O. de novembre 70, nous avons parlé du groupe italien Potere Operaio (P.O.) et esquissé quelques unes de ses divergences avec Lotta Continua, autre groupe issu du « mai rampant » italien. Pour permettre de mieux situer ce dernier groupe, nous donnons ci-après des extraits d'un tract diffusé en Italie sous le titre « Union de tous les prolétaires sur un même programme de lutte ».

Voici maintenant plus d'un an que les ouvriers des grandes usines de Turin et de Milan luttent de façon quasi ininterrompue. Nous avons compris que sous le règne des patrons, nous vivrons de plus en plus mal. L'accord bidon de juillet (qui élève l'horaire de travail) est scellé comme un cachet sur tous les ouvriers de la Fiat, qui sont bien décidés à le faire sauter par la lutte. Les impôts et la hausse des prix ont frappé tous les ouvriers d'Italie. Mais à côté des ouvriers, il y a aussi nos femmes, nos enfants, tous les prolétaires, qui commencent à comprendre qu'il n'est pas pour nous d'autres secours que la lutte. C'est pourquoi, après les vacances, elle a subitement éclaté dans les principales usines italiennes : à la Rhodia de Verbania, à la Alfa, à la Pirelli, à l'Innocenti, et à la Siemens de Milan, à la Piaggio de Pontedera, dans les entreprises

de Italsider à Naples, Tarante, Porto-Marghera. Partout, les ouvriers ont pris en mains leur propre lutte, et les syndicats ont été mis à l'écart. Des villes entières comme Trente et Reggio de Calabre, sont en état de mobilisation permanente. Nous allons vers l'explosion d'une lutte générale. Il faut y arriver préparés.

Pour nous défendre nous devons attaquer. Nous devons affaiblir les patrons, renforcer et unir les ouvriers et toute la classe ouvrière. Nous avons tous les mêmes intérêts, et une lutte isolée ne peut pas nous suffire : nous devons préparer une lutte longue et générale et POUR CELA, IL NOUS FAUT UN PROGRAMME. Dans toute l'Italie, dans toutes les grandes luttes, les camarades de Lotta Continua travaillent pour unifier les luttes sur un programme précis.

LES PATRONS NE DOIVENT PLUS GOUVERNER

Nous avons compris désormais que patrons et gouvernement sont une seule et même chose. *Nous voulons abattre Colombo, mais aussi tous ceux qui viendront après lui. Nous voulons empêcher les patrons de gouverner.*

Ceux qui devront commander dans les usines, les quartiers, les écoles, en Italie et dans le monde entier, ce seront les ouvriers et les prolétaires, sans patrons et sans exploiters. Mais pas avec des parlements, des

élections, des partis, où l'on se fait avoir ; avec les assemblées et les comités de tous les prolétaires, comme en Chine, au Vietnam ou en Union Soviétique dans les premiers temps de la révolution.

Bien sûr, ce n'est pas demain que nous prendrons le pouvoir, mais en ébranlant les gouvernements, nous mettons en crise le patronat, nous l'affaiblissons, et nous nous renforçons nous-mêmes, chaque jour davantage...

UNIFIER LES OBJECTIFS DE LA LUTTE D'ENTREPRISE

La lutte peut *démarrer à n'importe quel moment et sur les choses les plus différentes.* L'important, c'est que dès qu'elle reprend, nous soyons prêts à nous unir, à progresser, à lutter pour les mêmes objectifs. Nous les connaissons :

— *les 40 heures tout de suite, le samedi à la maison ;*
— *hausse des salaires, parce que si nous devons travailler moins, nous ne voulons pas que ce soit à nos frais. Parce que nous voulons pouvoir rattraper les prix, et que nous ne voulons plus faire un double travail ou des heures supplémentaires ;*

— *la catégorie unique : tous égaux, hommes et femmes, quel que soit le travail. C'est le seul moyen d'éliminer les salauds et le carriérisme ;*

— *abolition du travail aux pièces, des primes, des indemnités de toutes sortes : inclusion de tout cela dans le salaire. Nous voulons savoir combien nous prenons de l'heure, et le prendre ;*

— *réduction des cadences, suppression des conditions nocives : moins de discipline, les déplacements nous suffisent, les petits chefs ne doivent plus commander.*

Nous ne demandons pas trop :

Nous savons que les patrons ne céderont pas sur tous les points, mais nous les exigerons quand même.

PORTONS LA LUTTE DANS LES QUARTIERS

Il ne suffit pas de lutter dans l'usine. Les patrons récupèrent sur les prix les augmentations que nous leurs arrachons par nos luttes.

Pour lutter, il faut en avoir la force, et cette force, aujourd'hui, c'est surtout dans l'usine que nous la trouverons, parce que nous y sommes plus unis et plus organisés.

Dans les quartiers, on commence comme dans les usines : on peut faire beaucoup de choses, de la propagande, du travail dans les bars, dans les H.L.M., palier par palier, dans les hôtels, des groupes devant les écoles, des manifestations de quartier, des assemblées populaires.

— *Ne plus payer le loyer ou n'en payer qu'une infime partie...*

— *Transports gratuits. Il faut les imposer...*

— *Baisse des produits de première nécessité...*

CONSTRUISONS UNE ORGANISATION GENERALE AUX MAINS DES OUVRIERS ET DES PROLETAIRES

Pour commencer tout cela il faut s'organiser...

— Il faut que dès maintenant les ouvriers les plus conscients prennent en main la tâche d'établir des liaisons...

Toutes les conditions sont réunies pour cela : les ouvriers n'attendent qu'un appui et une aide des ouvriers plus organisés. L'organisation que nous devons créer doit être composée, dirigée et contrôlée par des

Parce que ce sont des choses que nous voulons vraiment. Nous voulons davantage de temps libre, pour faire l'amour et être avec nos enfants. Nous voulons vivre mieux, manger tous les jours, être tous égaux, n'avoir pas à courir après les cadences, à nous ruiner la santé, à subir les humiliations continues. Et tout cela, nous le voulons pour nous, pour nos fils, pour tous les prolétaires. Ce sont des choses réalisables. Le développement technique, a mis l'abondance, l'égalité, la réduction de la journée de travail à la portée de tous. Si tout cela n'existe pas, c'est parce qu'il existe des patrons, des exploiters, des parasites.

Quand nous luttons sur ces objectifs, nous portons atteinte au patron, nous l'affaiblissons, et nous renforçons l'unité des ouvriers, parce qu'au lieu de disperser nos forces en luttes multiples, point par point, l'un après l'autre, nous luttons pour des choses qui sont voulues par tous.

Le problème de savoir qui va négocier n'existe pas. Luttons et nous verrons ce que le patron nous offre. Si cela nous suffit pour le moment, suspendons la lutte, prêts à la reprendre à tout moment, dès que nous aurons progressé. L'important est de ne pas faire le rabatteur des syndicats, ce qui ne conduit à rien et n'amène que la défiance.

— *Occupons les écoles pour y tenir nos assemblées...*

Un quartier prolétaire uni est une base rouge inexpugnable. Nous l'avons vu cet été à Port-Marghera, nous le voyons dans de nombreux quartiers de Naples où la police n'ose pas pénétrer. Nous le voyons surtout à Reggio de Calabre, où les prolétaires tiennent en main la ville depuis déjà deux mois.

Dans tout ces cas, l'erreur vient entièrement du manque d'organisation. Il n'y a pas de groupes d'ouvriers organisés et aux idées claires, qui savent proposer des objectifs justes. Toute cette force, tout ce potentiel de lutte se trouve ainsi éparpillé, se consume sans plus, quand elle n'est pas exploitée par les ennemis des prolétaires, par les patrons, les notables, les fascistes, pour leurs propres objectifs, comme cela se passe à Reggio.

ouvriers et des prolétaires.

— Face à chaque lutte qui s'engage, notre tâche est de la rendre générale. Nous proposons pour cela une journée de lutte nationale, qui rassemble tous les ouvriers des usines qui seront en lutte dans les prochains mois...

— Préparons dès maintenant une grande manifestation...

SUR REGGIO DE CALABRE

Des évènements extrêmement violents se sont déroulés à Reggio. Ce n'est pas la première fois. Reggio a comme une tradition d'émeute. Néanmoins cette fois l'ampleur de la lutte, sa durée, posent des questions.

Rappelons d'abord le déroulement des faits. Cette chronologie sommaire a été faite à partir de journaux français, et de la très maigre moisson de renseignements précis (c'est-à-dire plus intéressants que ceux qu'on trouve dans les journaux bourgeois) recueillie dans « Lotta Continua » et « Potere Operaio ».

Dès le 16 juillet : barricades, occupation de la ville et de l'aéroport. 40 blessés. Le 7 juin, Catanzaro avait été désignée comme capitale régionale de la Calabre. Cette ville a seulement 70.000 habitants contre 160.000 à Reggio, mais son maire, Mancini est le secrétaire du Parti Socialiste qui est absolument indispensable à la coalition gouvernementale. Reggio réagit violemment tout comme Pescara quand Aquila avait été désignée comme capitale de la région des Abruzzes. Jusqu'au 2 août la vague d'émeutes continue. Le 17 juillet un cheminot est tué. 60 blessés dont la moitié de flics. Le « Monde » titre le 18 : « Les émeutes sont dues à des groupuscules extrémistes ». Au départ les notables Socialistes Démocrates Chrétiens et Néo-fascistes (M.S.I.) « applaudissent » l'action menée. Réflexe normal de la part de ces notables menacés dans leurs privilèges par la réorganisation capitaliste du Sud. De même à Pescara, l'évêque était en tête de la manifestation ! On a pu constater aussi que la Maffia qui s'appelle la Camorra en Calabre, a compris que son assise sociale était liée à la persistance de structures archaïques qu'elle a bloqué l'autoroute du Soleil et qu'elle essaie de freiner l'implantation d'industries nouvelles dans ses fiefs.

A partir du 19, il y a 4.000 flics. Le P.C.I. refuse de s'embarquer dans cette dangereuse histoire. Les jeunes ouvriers à ce moment sont derrière la D.C. qui soutient le mouvement sur place. Du 21 au 2 août émeutes, tentatives de dynamitage de pylones, se succèdent. Le 1er août, c'est la grève générale. La presse bourgeoise avoue 4.000 manifestants.

Le 12 septembre, l'émeute reprend. Deux armureries de la police sont pillées. Le 18, le Président du Comité d'Action est arrêté. Manifestation. Deux morts : un cheminot et un flic. Les voitures citernes ainsi qu'un pont sautent. Le 19, « Le Monde » titre : « une insurrection de droite ». « L'Unita » dénonce « les voyous fascistes et la Maffia ». Fait caractéristique de la violence : les manifestants attaquent une ambulance qui

transporte des flics blessés. Arrestation de trois conseillers municipaux D.C. et d'un autre conseiller néofasciste. A partir du 20, la grève générale paralyse la ville. Malgré l'appel au calme lancé par Saragat (social démocrate), puis par la D.C., le 12 octobre la ville est toujours bloquée. Le trafic ferroviaire est interrompu. Un membre du gouvernement est bousculé. Les émeutiers contrôlent la zone industrielle (essentiellement les annexes du port), la gare, et le ferry-boat à destination de Messine, juste en face en Sicile.

Vers la mi-octobre, tandis que le gouvernement annonce qu'il reconsidérera le choix de la capitale régionale, certains quartiers, et notamment Sbarre et Santa Caterina, les deux quartiers ouvriers de la ville, s'érigent en « République Libre ». Le 16 des coups de feu sont tirés contre les forces de l'ordre. Sbarre (5.000 habitants), un des quartiers ouvriers, est particulièrement combatif.

A Catanzaro, l'agitation contrôlée par la C.G.I.L. (C.G.T. française) commence. Le 17, les commerçants de cette ville se mettent en grève. A Reggio, Rome doit envoyer le 18, 2.500 flics de plus ; en tuot ils sont alors 10.000 ; et surtout 3.000 soldats qui reprennent le port et doivent retirer le mur de béton qui a été immergé par les émeutiers pour bloquer tout trafic dans le port. C'est la première fois depuis 25 ans que l'armée intervient.

Colombo annonce la création de 30.000 emplois nouveaux dans le Sud, dont 18.000 en Calabre. Le 20 octobre le travail reprend, tandis qu'on s'achemine vers un compromis entre Catanzaro et Reggio.

Le 21 octobre, Sofri, leader de « Lotta Continua » arrive à Reggio et déclare dans une conférence de presse : « La situation est objectivement révolutionnaire ».

Au début du mois de novembre, des troubles étudiants ont lieu. Mais il s'agit beaucoup plus de tardives retombées que d'autre chose et en tout cas que de la Révolution !

En revanche, l'agitation monte à Palerme en Sicile. Le gouvernement n'a désamorcé la situation à Reggio qu'en promettant d'y implanter le deuxième complexe sidérurgique d'Italie. Or, ce complexe était déjà promis à Palerme.

Quelle a été à cette occasion la position de « LOTTA CONTINUA » et de « POTERE OPERAIO », c'est-à-dire des deux mouvements gauchistes italiens les plus connus ? On ne parlera pas ici bien sûr de l'Unione dei Comunisti Italiani ML et ultra stalinienne.

Au départ, aucun de ces deux groupes n'a parlé de Reggio. Il était trop compromettant de se mêler d'une petite lutte bourgeoise, réactionnaire et contrôlée par les fascistes et la Maffia. Quand il est devenu évident que non seulement le « peuple » était de la partie, mais que les ouvriers aussi manifestaient, alors « Lotta Continua » a dit dans ses colonnes : « Bravo pour la lutte contre l'Etat et contre les patrons. Mais votre lutte prolétarienne a été « manipulée par » la direction fasciste que vous vous êtes donnée. ». Dire aussi que les objectifs de la lutte ont été déviés et placés sur un terrain qui empêchait la lutte de s'étendre, paraît ex-

primer avec rigueur le point de vue de classe sur la situation. Malheureusement la force du raisonnement est à peu près du niveau de l'argument trotskyste sur la trahison de l'appareil dirigeant du syndicat ou du parti.

Que veut dire en effet le manque d'écho rencontré auprès de prolétaires, de luttes qui semblent sur des positions de classe justes, et le caractère « populaire » incontestable de luttes aussi ambiguës que celles de Reggio par exemple ? Peut-être ceci : que l'extrême gauche a refusé d'analyser les luttes en Calabre, c'est-

à-dire de comprendre l'étendue de la situation sociale qui seule explique la violence des luttes, et les mécanismes de contrôle exercés par la Mafia. Cette puissance de canalisation des luttes, ne peut pas être combattue idéologiquement par des accents indignés sur la « manipulation », mais par des propositions d'objectifs collant à cette situation très particulière. Rien qu'au stade de l'information ouvrière, il serait possible d'opérer des différenciations, bref de donner des indications précises. Au lieu de cela, les articles de « *Lotta Continua* » donnent l'impression d'avoir été faits à partir de coupures de presse, le tout ayant été accommodé à une très vague « sauce marxiste ».

La position de « *Potere Operaio* » au départ n'était pas très éloignée de celle de « *Lotta Continua* ». Par la suite, une rectification de tir s'est faite. Notamment dans les articles de E. Vesce et de Piperno. Le titre du dernier article sur Reggio est : « *Reggio de Calabre, sommet de la révolte prolétarienne dans le Sud* ».

Cet article contient une critique assez cinglante de l'attitude adoptée par « *Lotta Continua* ». En même temps il contient des éléments pour une analyse de la stratégie capitaliste dans le Sud. Néanmoins quand on lit, outre les habituelles tirades sur la prise du pouvoir, cette phrase : « *Le « désordre » prolétarien de Reggio est réglé aujourd'hui sur le rythme du « désordre » ouvrier sur les chaînes de montage de toutes les grandes usines du Nord ; le refus des institutions par les prolétaires de Reggio rencontre le refus de l'augmentation de la productivité exigé par Colombo et Berlinguer des ouvriers d'usines* ». On se demande si ce n'est pas là prendre ses désirs pour des réalités.

Cela est sans doute vrai à l'Italsider et à Alpha Sud à Naples. Cela est vrai aussi à Tarente où fonctionne le plus grand convertisseur d'Europe. Bref, cela est vrai pour l'ouvrier qui travaille dans les industries de pointe dans le Sud. Pour Reggio, ce n'est pas vrai. D'abord les ouvriers travaillant dans les grandes usines sont peu nombreux. L'activité économique de Reggio consiste surtout dans le trafic avec Messine (Sicile). Ensuite les différentes classes sociales qui ont manifesté et contrôlé la ville, veulent avant tout des emplois, du travail, ne plus être réduites à l'émigration vers le Nord ou à l'étranger, pour la majorité d'entre elles. C'est la raison pour laquelle on peut considérer qu'avec l'implantation du complexe métallurgique, le Capital a réussi à désamorcer sérieusement la pression sociale qui s'exerce en permanence dans une région qui n'a pour toute richesse qu'un formidable réservoir de main-d'œuvre, 75.000 habitants doivent quitter chaque année le Sud de la Calabre pour trouver du travail.

En effet, malgré une évolution très rapide pour l'ensemble du Sud, la Calabre a peu bénéficié du changement qui se fait dans la distribution de l'espace industriel italien. C'est dans le secteur agricole que s'est faite la restructuration importante : le plan Manshold (Marché commun agricole) prévoit dans les années qui viennent l'exode vers les villes et vers le secteur industriel ou annexe de plus de 5 millions de petits exploitants. L'Italie a elle seule représente plus de 55 % de ce chiffre, et les régions les plus arriérées de l'Italie la plus grande partie de ces 55 %. La modernisation du secteur agricole en Calabre est déjà commencée ; elle a prolétarisé un grand nombre de paysans.

Or, les villes où arrivent de plus en plus des campagnes les hommes en quête de travail, ne sont pas capables d'absorber leur propre population. Le revenu moyen en Italie est de 1120 \$ par an et par habitant. Il est de 725 \$ pour le Sud en moyenne. Il tombe à 620 \$ pour Corenza, la ville la plus moderne et la plus active, à 612 \$ pour Reggio, plus populeuse mais plus excentrique, et enfin à 558 \$ à Catanzaro, rivale de Reggio. Moins que les chiffres eux-mêmes, ce qui compte,

c'est la proportion. Contrairement à la Sicile qui possède des industries extractives, et des complexes pétrochimiques (Syracuse, Gela), contrairement à la région de Tarente où existe un centre métallurgique et où la Douglas fabrique des cellules de DC 8, contrairement à Naples où l'Alfa Roméo Sud produira 250.000 voitures par an, la Calabre, elle, n'a rien ou à peu près.

Dans de telles conditions, les solutions classiques trouvées par le capital (émigration vers le Nord ou à l'étranger) ne sont plus suffisantes. Il faut ajouter que la vague des luttes en 68-69, la persistance d'une insubordination ouvrière (absentéisme massif chez Fiat) dans le Nord créent des difficultés politiques réelles à la classe dirigeante. Quand Berlinguer, leader du P.C.I., fait à la Chambre des discours productivistes et presse le Capital italien de moderniser son appareil productif, c'est tout de même qu'il se passe quelque chose ! Imaginons qu'en France, après Mai, les ouvriers de Flins soient rentrés chez eux à Perpignan, ou à Toulouse, pendant les vacances, et nous aurons un peu ce qui se produit sans cesse en Italie. L'émigration temporaire produit en retour un formidable décroissement des luttes. Et rappelons nous, les incidents de Reggio se sont produits en juillet, en août, en septembre et en octobre. Il y avait certainement des travailleurs en vacances dans leur famille, au mois d'août.

Bref, si l'on veut se faire une idée de la situation de Reggio durant ces jours d'émeutes, il faut penser :

1) à l'énorme pression sociale d'une population qui veut du travail. Ce facteur est le plus déterminant ;

2) au rôle de la classe dirigeante locale qui a des privilèges à défendre (notables D.C., Socialistes, ou néo-fascistes) ou qui représente la fraction dynamique de la bourgeoisie : professions libérales et commerciales, ingénieurs, avocats (socialistes ou même P.C.I.). Ainsi la classe dirigeante qui était sur place a laissé faire, tout au moins au début. La presse du Nord a attaqué aussi bien l'attitude des élus locaux, que celle de ceux qu'elle a appelé les « barons rouges ». Citons les paroles du P.D.G. D. Mauro, self-made man de grand style : « *J'ai paillé mon personnel sur les barricades, il m'en a coûté 4 millions de lires par jour. Mais notre cause était une cause sainte et le courage de Reggio a dépassé celui de Prague* » ;

3) au rôle social réel joué par la Mafia calabraise ; on a dit que si certains affrontements avec la police avaient été si violents, c'est que la Mafia aurait voulu se venger d'un coup de filet réussi par les flics il y a deux ans. Il ne faut pas faire de ce facteur le point fondamental, mais l'état de violence issu de la situation sociale et contrôlé par la Mafia à son profit, rendait possible certains modes d'action difficilement pensables ailleurs ;

4) au rôle joué par les ouvriers. Apparemment les quartiers ouvriers, qui représentent peu sur le total de la population, se sont distingués par une combativité accrue. Il ne semble pas qu'elle se soit exprimée au niveau d'objectifs distincts de ceux de la bourgeoisie locale. Mais nous n'en savons rien, et les numéros de *Potere Operaio* et de *Lotta Continua* ne contenaient aucun renseignement précis sur ce point. En tout cas, l'augmentation sensible de la violence ouvrière (grève et absentéisme dans l'usine) heurts avec la police au dehors), est un phénomène général en Italie et généralisé par l'émigration temporaire du Sud vers le Nord. Le faible taux de rémunération de l'ouvrier italien, si on le compare à celui de ses collègues du Marché Commun, est sans doute pour quelque chose dans le caractère plus dur qu'a pris la lutte de classe.

FIAT-TURIN - LE FEU SOUS LA CENDRE

« ...La production souffre d'une autre maladie, l'absentéisme. Pour la seule Fiat, 18.000 ouvriers manquent à l'appel chaque matin, ce qui représente 1/10 des effectifs... L'an dernier, Fiat a perdu 20 millions d'heures de travail à cause des grèves et 20 millions par absentéisme. Cette année, 30 millions pour absentéisme et 5 millions pour grèves... »

(Le Monde du 30 octobre 1970)

Ce texte a été rédigé par des camarades de Turin en mai 70 et traduit par un groupe suisse. Nous avons jugé intéressant de le reproduire en entier :

— d'une part, parce qu'il donne des informations précises sur les luttes à l'intérieur de l'usine. Bien que moins spectaculaires elles se sont révélées efficaces puisque Fiat ne parvient pas à rétablir les cadences et une production « normales » de voitures.

.. d'autre part parce que la question des rapports entre un groupe et les travailleurs d'une entreprise y trouve une réponse pratique (le texte est lui-même une partie essentielle de cette réponse).

QUELLES REVENDICATIONS ? QUELLES FORMES DE LUTTES ?

Eclaircissons nos idées afin d'être plus unis dans la lutte

A LA FIAT,
LA « SAISON CHAUDE »
EST EN TRAIN DE
REVENIR...

Pendant ces derniers mois à la Fiat, le feu « a couvé sous la cendre ». La lutte n'a jamais cessé (et Agnelli le sait très bien lorsqu'il fait les comptes de sa production), mais on n'en est pas encore arrivé à une lutte générale de tous les ouvriers unis autour d'objectifs clairs, décidés par eux.

Les syndicats ont annoncé avec beaucoup de phraséologie que maintenant il fallait « lutter pour les réformes », mais pour le moment cette lutte a été réduite à quelques grèves qui n'ont rien changé.

Dans beaucoup d'équipes, les ouvriers (parfois appuyés par leurs délégués (1), parfois au contraire gênés tant par les délégués que par les syndicats) ont mené des luttes justes : contre les cadences de travail, contre les licenciements ou déplacements de leurs camarades, pour la catégorie, etc... Mais ces luttes sont restées limitées, elles ne sont ni étendues ni unifiées.

Mais maintenant la situation est en train de changer.

VOICI VENUS LES
MOIS PENDANT
LESQUELS LA FIAT
A LE PLUS BESOIN
DE PRODUCTION

Actuellement, la Fiat a un besoin maximum de production, et ceci signifie deux choses : qu'elle cherchera toujours plus à augmenter les cadences (et à prolonger l'horaire), mais aussi que chacune de nos luttes lui nuira plus que d'habitude. Ainsi le patron est pris entre deux feux, et on le voit ces jours. Il essaye de nous demander de travailler pendant les jours de fête, mais par la suite il retire la proposition par peur de notre réaction. Il essaye d'augmenter les cadences à un endroit, mais non en un autre ; si les ouvriers réagissent, il est obligé de retourner en arrière.

LES DEBRAYAGES
INTERNES SE
SE MULTIPLIENT

Les débrayages organisés par les ouvriers sont en train de devenir plus forts ; le débrayage de l'atelier 53 pour les bleus de travail, le 28 avril, a bloqué la production pendant plusieurs heures, et s'est répercuté sur la production des autres ateliers. D'autres débrayages importants ont eu lieu ces derniers temps à la 31, à la 13, à la 85, etc... Au circuit 42 de la 54 les ouvriers ont lutté pendant deux semaines contre la production, malgré les lettres de menace, et ont obtenu les premières améliorations.

(1) Délégué : désigné par le syndicat et les ouvriers pour représenter son équipe auprès du syndicat.

MEME LES
SYNDICATS SONT
CONTRAINS A
BOUGER

Dans cette situation, même les syndicats sont contraints à bouger : ils ne peuvent plus « garder au frigo » les « requêtes d'entreprise » dont ils parlent depuis des mois sans jamais les présenter. Sous la poussée des ouvriers et des délégués les plus combattifs, *les ateliers 55 et 56 ont débrayé vendredi 8 mai pendant deux heures* : les syndicats ont dû « reconnaître » ce débrayage, et devront maintenant présenter une série de requêtes à la direction.

Le moment devient propice à la lutte.

IL EST NECESSAIRE
D'ETRE UNIS :
AVOIR LES MEMES
IDEES ET LES
AVOIR CLAIRES

Mais la lutte ne naît pas toute seule.

Elle peut naître des syndicats. Mais si ce sont eux qui dirigent tout, sans qu'une volonté ouvrière se fasse sentir, il y a beaucoup de risques qu'on n'obtienne que des grèves qui nous feront perdre beaucoup de sous et par lesquelles le patron perdra peu : le résultat est que, au bout d'un moment, les gens en ont marre, les grèves ratent et les syndicats trouvent alors des excuses pour signer un accord par lequel on n'obtient que quelques miettes. Il y a le risque que les requêtes pour lesquelles les syndicats voudront nous faire faire la grève ne soient pas celles qui sont le plus urgentes pour les ouvriers. Ou bien que même si on part avec de justes requêtes, il y a le risque que celles-ci soient abandonnées à mi-chemin lors des négociations avec la direction.

Pour que les choses aillent différemment, la lutte doit être dirigée par la volonté des ouvriers. C'est un premier pas dans cette direction et qu'on peut faire tout de suite, en commençant par deux choses :

- 1. chercher à se donner tous ensemble, des idées claires. Elles permettront de savoir quelles sont les choses les plus urgentes à conquérir dans l'usine ;
- 2. voir quelles sont les formes de lutte les plus efficaces pour obtenir ces choses, et comment on peut faire pour les organiser.

POURQUOI LES
OUVRIERS VEULENT
LA 2ème CATEGORIE

Discutons sur les requêtes à faire à la direction.

Depuis l'année dernière, beaucoup d'ouvriers ont lutté demandant *la 2ème catégorie pour tous*. Cette année aussi on parle de cette revendication, et il y a eu aussi quelques tentatives de lutte. Les ouvriers veulent la 2ème pour tous, pour deux raisons :

- *pour gagner plus,*
- *pour être plus égaux.* En effet beaucoup voient la 2ème pour tous comme un premier pas vers *l'abolition des catégories* : ce qui est un objectif très important. et juste, parce que nous savons tous très bien que les catégories sont un instrument de division dans les mains du patron.

LES SYNDICATS
DISENT : LA
DEUXIEME POUR
CEUX QUI
« TOURNENT »

Les syndicats, l'année dernière, n'ont pas appuyé les luttes pour la 2ème et ont ainsi accepté que la direction ajoute une autre subdivision : la 3ème super. Même cette année, ils n'ont pas appuyé la requête de la 2ème catégorie tout de suite et pour tous. Comment répondent-ils à cette requête des ouvriers ? Ils disent que la catégorie on ne peut pas la demander automatiquement pour tout le monde ; il faut d'abord obtenir *le droit à la « rotation des travaux »*, c'est-à-dire de faire un certain nombre de travaux différents pendant un certain temps (par ex. deux ans), de façon à avoir la qualification nécessaire pour le passage de catégorie.

MAIS NOUS,
LA ROTATION,
ON S'EN FOUT

Mais les travailleurs ne demandent pas la 2ème pour « être plus qualifiés ». Les travaux que nous faisons à la Fiat sont presque tous dégueulasses. Passer d'un poste à l'autre sur la chaîne, ou d'une machine à une autre plus ou moins semblable, ne change rien. Au contraire, souvent ça ne fait qu'empirer les choses, car chaque fois on doit faire un effort plus grand pour s'adapter au rythme de travail d'un nouveau poste. « Mieux travailler » pour nous ne signifie pas changer de poste de travail (avec l'illusion de faire un travail plus qualifié), mais ça signifie produire moins. C'est seulement dans un cas que changer de travail nous intéresse et au plus vite : *pour les travaux les plus nocifs*. Nous ne devons faire ces travaux que durant le temps déterminé (mettons 6 mois) : mais ceci n'est pas pour nous « qualifier », c'est pour ne pas y laisser la peau.

REVENDEICATIONS
CONCERNANT
LES PRIMES

Mais les syndicats, outre le « droit à la rotation », ont sorti d'autres revendications, qui concernent les *primes d'entreprise*. Selon ce qu'ils en ont dit jusqu'à maintenant, ils brouillent les cartes en parlant un peu de la *prime semestrielle* d'entreprise et une peu de la *prime mensuelle* d'établissement.

Essayons donc de voir ces deux problèmes l'un après l'autre.

LA PRIME
SEMESTRIELLE

A propos de la *prime semestrielle*, il ya une revendication qui a été présentée par tous : c'est de la transformer en *14ème mensualité, égale pour tous et fixe*, c'est-à-dire *indépendante des heures de présence faites pendant l'année*. Elle serait payée avec les vacances. Il faut donc *l'augmenter*, pour qu'elle corresponde réellement à un mois de salaire.

LA PRIME
MENSUELLE
D'ETABLISSEMENT

La *prime mensuelle d'établissement* est actuellement la revendication la plus importante concernant le salaire après la paye de base : elle est d'environ 153 liras (environ 1,05 F.s.) à l'heure pour la 1ère catégorie, 134 (0,95) pour la 2ème, 121 (0,87) pour la 3ème, 111 (0,80) pour la 4ème et la 5ème (en moyenne car elle varie d'une fois à l'autre). De cette façon, même cette partie de la paye sert à établir des différences injustes entre un ouvrier et l'autre. On pourrait donc exiger qu'elle devienne *égale pour tous*, c'est-à-dire de porter tout le monde au niveau de la 1ère catégorie ; et demander qu'elle ne soit plus liée aux hauts et bas de la production. Ainsi la prime, une fois atteint certain niveau, pourrait augmenter et non diminuer. Il semble que même les syndicats bougeraient sur une requête de ce genre.

Nous savons bien que la « prime d'établissement », comme toutes les différentes primes, est une forme de payement que la direction invente pour nous embrouiller et pour nous donner l'illusion que nous avons aussi intérêt à faire augmenter la productivité de la Maison. C'est pour cela que la solution la plus juste, serait, en théorie, de l'englober dans la paye de base.

En pratique, pourtant, la requête de rendre la prime égale pour tous, peut nous être utile. Primo, parce qu'elle nous fait gagner plus (pour la 3ème, par ex. ce serait environ 30 liras (0,21 F.s.) à l'heure d'augmentation). Secondo, parce que ça signifierait rendre égale pour tous une partie du salaire qui est la plus grosse après la paye de base.

Mais il est clair que pour que ces avantages existent vraiment, il ne faut pas « s'arrêter à mi-chemin » : Si, par ex., on se limite à « approcher un peu » la totalité de la prime répartie entre les diverses catégories, mais sans la rendre égale pour tous, ceci signifiera non seulement que les augmentations sont moindres, mais encore que les différences que nous voulons éliminer demeurent.

DECIDONS
QUELLES SONT
LES CHOSES
A DEMANDER

Tous les ouvriers sentent l'exigence de faire un pas en avant, d'utiliser la force qu'ils ont pour obtenir quelque chose de concret, quelque chose qui soit une amélioration réelle par rapport au contrat. Des revendications justes il y en aurait beaucoup : mais il y a aussi l'exigence de *concentrer ses efforts sur celles qui sont les plus importantes, sur un ou deux objectifs communs à tous et qu'il faudra atteindre au plus tôt* (sans pour autant renoncer à lutter aussi pour les autres, par la suite).

LA 14ème MENSUALITE
C'EST BIEN, MAIS
ELLE NE SUFFIT PAS

La transformation de la *prime semestrielle* en *14ème mensualité*, avec la relative augmentation du montant de la prime, c'est un objectif ressenti par tous, comme devant être demandé tout de suite. Mais une amélioration qui ne nous sert qu'une fois par an, n'est pas suffisante ; il est nécessaire, avec ça, de lutter pour une revendication qui nous permette de vivre un peu mieux tous les mois. Quel peut être, en ce moment, cette requête ? Comme nous l'avons dit en parlant des catégories, elle doit correspondre à ces deux exigences :

- gagner plus,
- être plus égaux.

OUTRE LA 14ème,
CHOISSONS
UNE AUTRE REQUETE

Il y a trois types de requêtes qui en ce moment peuvent servir à ce but ; il faut les discuter et choisir celle qui est le plus ressentie (comme nécessaire) par tout le monde et qui permette donc d'avoir plus de force et d'unité dans la lutte. TROIS POSSIBILITES :

Voyons ces trois possibilités.
LA 2ème CATEGORIE
POUR TOUS

1) *Revendications sur les catégories.* La requête de la 2ème pour tous est juste, et signifie pas mal d'argent en plus (presque 50 livres (0,35 F.s.) de l'heure, entre la paye de base, la prime, etc...), mais elle ne comporte pas les mêmes avantages pour tous : par ex., pour celui qui a une certaine ancienneté et qui passe de la 3ème à la 2ème, perd sa prime d'ancienneté. Il serait plus juste de demander l'abolition des catégories, c'est-à-dire *une catégorie unique pour tous*. Mais nous devons voir s'il existe déjà maintenant la force nécessaire pour présenter avec succès une requête si avancée. On pourrait donc commencer par demander la 2ème, mais sans suppression des primes d'ancienneté.

PRIME
D'ETABLISSEMENT
EGALE POUR TOUS

2) *prime d'établissement égale pour tous.* Comme nous l'avons dit, derrière les « primes », il y a toujours une tentative de tromper les ouvriers. La requête de la prime mensuelle d'établissement égale pour tous, et qui ne peut diminuer, a quand même certains avantages : outre l'argent en plus, c'est le fait qu'une partie importante de la paye devient vraiment égale pour tous, en abolissant les différences entre la 2ème et la 1ère catégorie. En outre celle-ci est peut-être une requête qui peut aboutir plus rapidement que les autres.

AUGMENTATIONS
SUR LA PAYE
DE BASE

3) *augmentation sur la paye de base.* Les augmentations sur la paye de base ont toujours été quelque chose de plus clair et de moins trafiqué que les augmentations sur la prime. Pourtant, si nous voulons vraiment diminuer les différences entre les travailleurs, nous ne pouvons plus nous limiter à demander des augmentations égales pour tous (parce qu'alors les différences entre la paye d'une catégorie à l'autre restent comme avant) : nous devons demander des *augmentations plus importantes pour ceux qui gagnent le moins*.

ARRIVER A UNE
IDEE COMMUNE
POUR LUTTER
ENSEMBLE

A propos de ces points, il est nécessaire de discuter, afin d'arriver à une idée commune, et pour concentrer tous les efforts sur *une revendication centrale*. En effet, il vaut mieux ne pas trop se disperser dans trop de requêtes différentes.

Ceci ne signifie pourtant pas qu'il faille laisser tomber d'autres problèmes parce qu'ils sont *d'un autre genre* et qu'ils impliquent *d'autres formes de lutte* : — *le problème des conditions de travail et de la nocivité*, qui impliquent surtout une lutte contre la production dans chaque équipe et en empêchant chaque tentative de prolonger l'horaire,

— *le problème des conditions de vie en dehors de l'usine* : les prix des loyers, la sécurité sociale, c'est-à-dire les problèmes que les syndicats appellent les « réformes ». Ce sont des problèmes importants, et même si les « réformes » ne résolvent pas les problèmes de fond, elles peuvent servir à obtenir tout de suite *certaines améliorations* de notre condition. Ainsi il ne nous arrivera pas de reculer au lieu d'avancer. Mais il s'agit de voir quelles sont les solutions qui peuvent vraiment apporter une amélioration, et quelle est la meilleure méthode de lutte pour les imposer. Faire une grève de temps à autre pour les réformes, une grève de temps à autre pour les revendications dans l'entreprise, ne sert qu'à fatiguer les ouvriers, sans obtenir ni les unes ni les autres.

Nous discuterons plus à fond de tous ces problèmes dans une prochaine brochure. Mais pour le moment il faut discuter des meilleures méthodes de lutte afin d'imposer nos requêtes dans l'usine.

LA LUTTE DANS
LES ATELIERS
55 ET 56 EST
UN BON POINT
DE DEPART

COMMENT ORGANISER LA LUTTE

Les grèves de la 55 et 56 sont un début de lutte, mais pour qu'elles réussissent vraiment, il faut :

- 1) qu'elles arrivent à durer jusqu'au succès des revendications ;
- 2) ensuite qu'elles réussissent à ramener les autres ateliers dans la lutte.

LA GREVE DOIT
CONTINUER SANS
LAISSER DE
REPIT A LA
DIRECTION

1) Il faut que la grève de la 55-56 ne se réduise pas à une grève uniquement faite pour « solliciter les négociations », et qu'elle ne soit pas interrompue à chaque pas par les syndicats pour attendre les propositions de la direction. En effet nous avons vu quel effet font les lettres de revendications envoyées à la direction s'il n'y a pas un « ultimatum » imposé par les ouvriers en lutte.

2) Pour que la grève continue sans laisser de répit à la direction il faut qu'elle s'étende aux autres ateliers. Lutter seulement dans quelques ateliers signifie laisser au patron une grande marge pour isoler les points les plus forts, même en leur concédant quelque chose, et réprimer les plus faibles qui tout seuls n'auraient pas la force de conduire la lutte jusqu'au bout. La grève doit donc être étendue à tous les ateliers ; ceci naturellement n'empêche pas que les ateliers alternent les heures de grève de façon à faire perdre le maximum de production avec la perte minimum de salaire.

En pratique on peut commencer à prendre beaucoup d'initiatives pour faire marcher les choses dans ce sens.

DISCUTER LES
REVENDEICATIONS
ET CHOISIR TOUS
ENSEMBLE LES
POINTS
FONDAMENTAUX

Il faut discuter dans les équipes, dans les groupes, dans les assemblées, les revendications les plus urgentes pour les ouvriers. Jusqu'à maintenant on a discuté d'un peu tout : caisse maladie, catégories, primes de production, primes semestrielles, etc... Il faut maintenant réussir à concentrer ses efforts sur un ou deux points fondamentaux sur lesquels ils sont tous d'accord : c'est seulement ainsi qu'il deviendra possible de continuer efficacement jusqu'à ce qu'on les ait obtenus et repousser toute manœuvre qu'elle vienne de la direction ou des syndicats.

LES OUVRIERS
ET LES DELEGUES
LES PLUS
COMBATIFS
DOIVENT S'UNIR

Il faut que les ouvriers les plus combattifs s'unissent les uns aux autres, même à un niveau individuel, se rencontrant dans l'usine et en dehors, afin de créer dans toute l'usine des noyaux d'ouvriers capables de guider la lutte. Ceci vaut aussi pour les délégués : les délégués qui veulent vraiment appuyer la lutte ouvrière (et il y en a) doivent s'unir *directement* à leurs collègues les plus combattifs, sans croire que les syndicats vont leur donner cette possibilité de liaison hors de leurs « réunions officielles » (conseil de délégués du samedi, etc...). A chaque instant le syndicat pourra tenter de se servir de l'organisation des délégués pour canaliser et arrêter les luttes ouvrières : il faut que les ouvriers et les délégués les plus décidés à la lutte soient assez organisés pour combattre cette tentative.

GRANDE-BRETAGNE

Affrontement direct : Travailleurs contre capitalisme

Des dirigeants capitalistes qui ne savent plus quoi faire

Sous le titre « Révolte au niveau des ateliers », le journal Economist du 22-11-69 examinait les projets du gouvernement travailliste destinés à mettre un terme, non seulement aux grèves sauvages, mais à la situation difficile du capitalisme en Angleterre. Wilson, leader travailliste et alors premier ministre, définissait ses objectifs dans ces termes :

« ...Il nous faudra faire face au problème que pose la revendication du pouvoir dans le cadre de l'atelier, problème qui n'est pas particulier aux britanniques, mais se généralise en Europe comme en Amérique du Nord, où il se manifeste par des grèves dommageables pour l'économie... »

L'Economist, jugeant (à juste titre) les grèves sauvages plus catastrophiques pour l'économie anglaise que tous les mouvements violents de France et d'Italie en 68-69, poursuivait ainsi :

« ...La grande tragédie de l'année 1969, c'est que l'on a agi de telle manière que les grèves illégales ont été plus souvent couronnées de succès et sont devenues plus populaires, et cela à la suite de deux erreurs regrettables commises par le gouvernement de Monsieur Wilson... »

Ces « erreurs » (avoir confié aux syndicats (Trade Unions) le soin de régler les grèves sauvages et ne pas avoir supprimé les indemnités versées à tout gréviste par la Sécurité Sociale), le patronat anglais a cru pouvoir les éviter en changeant d'équipe politique. En juin dernier, les conservateurs arrivent au pouvoir avec pour mission de s'attaquer au « problème » notamment par une législation anti-grève et diverses pressions d'ordre économique.

A vrai dire, on ne voit pas bien quelles mesures peuvent « sauver » le capitalisme en Grande-Bretagne.

Dans un article reproduit par *Problèmes Economiques*, un économiste distingué, B. de Jouvenel, expliquait que la Grande-Bretagne possédait tous les éléments jugés nécessaires par les économistes distingués pour un bon fonctionnement du système (c'est-à-dire garantissant une classe ouvrière docile, un taux de profit maintenu par une expansion « normale »). Parmi ces éléments, il notait :

- un taux de chômage de 3 % de la population active (le plus élevé depuis 30 ans) (celui-là même défini « en théorie » comme devant limiter les augmentations de salaires à 2 %) ;
- une augmentation relativement faible des prix (5 à 6 %).

Ces éléments n'étaient pas voulus par les dirigeants et, de plus, ils n'avaient pas les effets prévus par la « théorie » : les travailleurs anglais revendiquaient dans des grèves innombrables, échappant à toute pression, et des taux inhabituels d'augmentation, sans rapport avec les hausses des prix : 15, 20, 30 %. Le front des patrons céda (il faut bien faire tourner l'entreprise capitaliste) et une concession entraînait d'autres revendications, d'autres grèves.

Un des dirigeants de l'industrie automobile anglaise, Lord Stokes, président de la B.L.M.C. (qui produit 40 % des voitures en Grande-Bretagne) tenait récemment ces propos désabusés :

« ...Je songe à me faire marchand de glaces... C'est l'anarchie de la folie qui ne peut qu'aboutir au suicide de notre industrie. Depuis le début de l'année, l'industrie automobile britannique a connu en moyenne 10 grèves par jour. Les unes ne dureraient que quelques heures ou quelques jours, les autres plusieurs semaines.

Quelques chiffres sur les luttes

Il est difficile, ici en France, d'avoir une idée de ce que sont les grèves sauvages anglaises, à la fois quant à leur dimension et quant à leurs caractères. Il suffit d'ouvrir un journal anglais pour s'apercevoir qu'elles sont aussi diverses que quotidiennes, qu'elles touchent tous les domaines de la vie de l'entreprise, qu'une dizaine d'ouvriers peut bloquer une usine pendant des semaines, etc... Les luttes dont nous parlons plus loin ne doivent pas être détachées de ce contexte. Petites luttes et grandes luttes sont au même niveau et interfèrent constamment les unes sur les autres.

Les chiffres peuvent donner cependant l'idée d'une dimension.

A la fin de septembre 1970, c'est-à-dire en 9 mois, on évalue à 7 millions et demi le nombre de journées de grève ou de mise à pied pour fait de grève ; c'est-à-dire que *chaque jour* 40.000 ouvriers étaient en grève ou mis à pied à cause de grève. Ces chiffres sont en augmentation de 82 % sur ceux de 1969.

D'après des évaluations, il y aura en 1970, 4.000 grèves, une moyenne de 80 par semaine. Le chiffre annuel était de 590 en 1950 et de 1.600 en 1960. A peine 5 % de toutes ces grèves sont « reconnues » par le syndicat, c'est-à-dire que 95 % sont des grèves sauvages.

D'après des statistiques patronales, la rotation du personnel jeune dans les entreprises varie entre 40 et 70 % ; il n'est rien dit sur l'absentéisme.

Le gouvernement conservateur avait fixé à 10 % le plafond admissible des augmentations de salaires (en fonction d'une augmentation des prix de 8 à 9 %). Depuis juillet, il a dû céder dans des secteurs importants des augmentations s'étalant entre 15 et 25 % et il doit faire face à des revendications entre 25 et 33 %

La production reste bien inférieure au niveau de 80-85 % de la capacité à partir duquel elle devient rentable... » (Le Monde, 13-10-70) (de fait les profits des boîtes d'automobiles ont dégringolé en 70).

En novembre 70, le gouvernement conservateur se trouve devant les mêmes problèmes que les travailleurs en 1969 : il doit abandonner, sous la pression de la base, toutes les mesures qui devaient redresser la situation (blocage des salaires, législation anti-grève, etc...), et prendre, pour l'instant, le « fil de l'eau » comme ses prédécesseurs.

Il faudrait, pour donner une idée exacte de la situation en Grande-Bretagne, montrer les données propres à l'impérialisme anglais décadent dans l'économie mondiale actuelle. Il faudrait expliquer comment les structures syndicales de ce vieux capitalisme ont pu, par leur fixité et leur anachronisme même, favoriser l'autonomie des délégués de base (shop-stewards) et ensuite de la base elle-même, alors que le sommet se bureaucratise à l'extrême. Il faudrait montrer comment un niveau d'industrialisation, de concentration et de rationalisation extrêmes rend les grèves — mêmes limitées — très efficaces — et par la suite les développe — et développe leur indépendance. Nous envisageons de le faire dans des textes plus étendus sous forme de brochure.

Ce que nous pouvons retenir d'essentiel, c'est l'affrontement direct travailleur-capitalisme comme résultat de la structure même du capitalisme anglais. Cet affrontement, nous allons essayer de le préciser, par des chiffres d'abord, par l'analyse des luttes les plus importantes (si l'on peut dire) de 1970 (voir également les numéros d'I.C.O. 69-70). Ensuite nous essaieront brièvement de dégager quelques points généraux sur le mouvement ouvrier anglais.

(et même 50 %) (électriciens, hospitaliers...). Il serait nécessaire de développer ces points en réponse à ceux qui jugent « dépassées » et « intégrées » les revendications de salaires. Le point essentiel, dans les luttes est que les travailleurs fixent leurs revendications et leurs moyens de lutte. Il est évident qu'en Grande-Bretagne, tout le système économique ne peut intégrer les revendications de salaire posées dans ces termes.

Des dates maintenant. Le gouvernement conservateur a élaboré une loi sur les « relations industrielles ». Mais à peine connu dans ses grandes lignes, le projet déclenche des mouvements de la base.

- 3 novembre, 150 ouvriers, puis 350 ouvriers de British Legland (automobile) déclenchent une grève d'un ou deux jours ;
- un comité de grève extra-syndical (influencé par le P.C. ?) envisage une grève générale pour le 8 décembre ;
- un autre comité de shop-stewards (des transports) veut lancer une autre grève générale pour le 1er janvier.

Ces luttes et projets ne sont sans doute pas étrangers aux « entretiens amicaux » de Heath (premier ministre conservateur) et des têtes des Trade Unions (syndicat) et aux bruits que le gouvernement renoncera à son projet... pour l'instant.

Des chiffres maintenant pour souligner ce que les sociologues bourgeois appellent la « dépolitisation » : à Manchester, dans un district uniquement ouvrier, 12 % de votants et un député conservateur. Depuis 1951, le parti travailliste a perdu 1.800.000 inscrits. Les

groupuscules sont beaucoup moins florissants qu'en France, y compris le P.C. qui n'est qu'un groupuscule en Grande-Bretagne. En réalité, il y a disparition de la « politique » et des partis au sens étroit et traditionnel du terme, mais une politisation générale des luttes au sens d'un affrontement direct avec le pouvoir social

(économique donc politique) dans toute lutte, et ceci au niveau le plus élevé, alors même que la lutte se déroule à la base sur le terrain économique. Cela découle des structures même du capitalisme moderne, mais nul part ce n'est marqué actuellement aussi nettement qu'en Grande-Bretagne.

Pilkington : une grève sauvage au niveau d'un trust (3 avril - 19 mai 70)

Pilkington, c'est :

— un trust familial - 17 usines - 13.000 ouvriers - verres en tous genres (équivalent de St-Gobain) restant centré sur Liverpool (St-Helens), ayant des ramifications depuis la Banque d'Angleterre au Conseil d'Université de Liverpool en passant par la magistrature de St-Helens.

— une boîte paternaliste qui paie bien (420 F par semaine pour 46 h 30) avec un syndicat maison G.M.W.U. (1) qui vient d'avoir le monopole syndical pour les ouvriers de fabrication (un seul permanent pour 9.000 adhérents). A l'actif du syndicat : pas de grève en 144 ans.

— mais c'est aussi la mutation du capitalisme moderne : les nouvelles techniques, le recrutement élargi, les liaisons avec l'automobile (vitres), etc... Tout cela sape plus sûrement les fiefs familiaux et leurs méthodes de gestion de la force de travail.

A l'automne 69, Pilkington a accordé 13,50 % d'augmentation, mais Fordet Vauxhall viennent d'obtenir 4 livres par semaine (240 F par mois).

Deux mouvements se développent séparément, mais à coup sûr en interférant. Ce sont d'abord les shop-stewards de l'usine Triplex de St-Helens qui veulent négocier directement et séparément sans passer par le Comité mixte patronat-syndicat. Ils prennent des contacts avec l'usine Triplex de Birmingham où domine une autre syndicat et avec les autres usines du groupe. Objectif : obtenir la parité avec l'usine de Birmingham. Les délégués veulent donc se libérer de la tutelle syndicale : nul doute qu'ils n'expriment, ce faisant, le mouvement interne latent de la base. Mais leurs discussions, à leur niveau, même encore prisonnier des appareils, libère le mouvement de base.

La grève éclata et s'étendit spontanément indépendamment des shop-stewards et des syndicats. Nous reproduisons le texte de Big Flame-journal de base de la région de Liverpool (n° 4, avril 70) (1).

« Tout commença le vendredi 3 avril à 12 h 30 dans l'usine à vitre quand les ouvriers (tank n° 9) débrayèrent après s'être aperçus que la boîte n'avait pas établi la paie conformément à l'accord d'entreprise (quelques shillings d'erreur). Les ouvriers voisins (tank n° 6 et 8) les suivirent par solidarité. Immédiatement une assemblée se réunit - sans shop stewards et sans dirigeants syndicaux - et décida la grève pour 2 s. 6 d. d'augmentation horaire du taux de base (2,10 F). Quand une délégation de 15 ouvriers voulut discuter avec la direction, ils furent éconduits, les chefs déclarant qu'ils ne pouvaient rien sans passer par toute la machinerie nationale des négociations. Les délégués décidèrent de recommander à leurs mandants de continuer la grève.

(1) *General Municipal Worker Union - C'est le titre d'une brochure de Solidarity « G.M.W.U. a scab union » qui décrit le degré extrême de bureaucratization et de participation de ce syndicat.*

(1) 78 Clarendon Rd Wallasey Cheshire - G.B.

Un meeting de masse des équipes de jour et de l'après-midi décida à l'unanimité de continuer et d'essayer d'obtenir le soutien des autres usines.

Ce soir là une autre usine se joignit à la grève. Pendant ce temps quelques grévistes étaient allés à l'usine de Cowley Hill pour discuter avec l'équipe de nuit. Le résultat fut que les ouvriers arrêtaient le travail en dépit de l'intervention des dirigeants syndicaux. A un meeting à l'usine Cowley Hill le samedi, les ouvriers ignorèrent les appels des shop-stewards à reprendre le travail et décidèrent d'aller tenir des assemblées dans les autres usines : « Nous avons été divisés pendant trop longtemps et maintenant nous sommes tous ensemble ».

L'assemblée de 3.000 ouvriers se mit d'accord pour revendiquer 25 livres pour 40 heures. A la fin, les ouvriers marchèrent en masse sur l'usine de fibre de verre et l'usine Ravenhead, sous la pluie battante en chantant « Un dehors, tous dehors ». Bientôt, tous les ouvriers de ces usines étaient aussi dehors et marchaient sur l'usine Triplex.

Presque immédiatement, les ouvriers de Triplex descendirent dans la rue et ensemble, ils marchèrent tous vers l'usine de City Road dont les ouvriers avaient déjà décidé de tenir un meeting. L'arrivée des grévistes décida et toute l'usine arrêta. Et dans la semaine qui suivit, les autres usines plus éloignées (Ecosse, Pays de Galle), entrèrent toutes dans la grève.

Si nous avons cité tout ce passage, c'est pour montrer que l'extension d'une grève dépend avant tout de l'auto-organisation de la lutte conçue par les ouvriers eux-mêmes comme une réponse aux nécessités mêmes de leur revendication et de leur action.

La grève avait été le plus loin possible dans son autonomie. Dans la mesure où les revendications devaient être réglées par des discussions et que ces discussions passaient par les tenants du système, toutes les manœuvres traditionnelles réapparaissaient.

Sans doute un comité de grève avait été formé, mais des shop-stewards y participaient, qui n'exprimaient pas exactement les mêmes préoccupations que les ouvriers en grève.

Aux manœuvres patronales et syndicales, ceux-ci répondaient bien par la violence (des shop-stewards se firent casser la gueule dans une assemblée, le siège du syndicat fut mis à sac à deux reprises par plusieurs centaines d'ouvriers, le secrétaire du syndicat échappa au lynchage par l'intervention de la police). On n'en finirait pas d'écrire les basses manœuvres patronales et syndicales et les répliques appropriées des ouvriers. Mais ceux-ci étaient sur la défensive et le comité de grève lui-même, appareil substitué à d'autres appareils commença d'atermoyer et de décider lui-même. La grève s'effilocho alors que se durcissait la réplique des grévistes contre les jaunes et contre la police (1). Le 22 mai, la grève prenait fin sur une « médiation ».

Le comité de grève qui s'était affronté à l'un des syndicats les plus pourris (G.M.W.U.) pensa qu'il était

possible, sur la lancée de la grève, de faire un syndicat « propre ». Le 5 juin était fondé le « Glass and General Worker's Union » (G.G.W.U.) qui espérait entrer dans la grande famille des Trade Unions et avoir le soutien d'autres syndicats. Le 10 août, au moment choisi eut lieu l'épreuve de force : le G.G.W.U. voulut forcer la direction à le reconnaître par une grève de 3 jours. Celle-ci échoua totalement et aboutit au licenciement de 600 ouvriers. 250 sont encore sans travail, alors que certains ont été réembauchés par Pilkington, à condition qu'ils reprennent leur carte au G.M.W.U....

Le 8 octobre, les trois syndicats officiels, dont les deux grands T.G.W.U. et G.M.W.U. signent un accord avec la direction Pilkington, augmentant le salaire de base de 18 %, mais précisant aussi que « les syndicats coopéreront pour améliorer la productivité au niveau des usines, par la fluidité de la main-d'œuvre, la réduction

des effectifs, l'aménagement des horaires, la réduction des heures supplémentaires et de l'absentéisme, l'introduction de nouvelles techniques et de nouveaux stimulants au travail... ».

Ainsi se termine cette lutte qui contient des enseignements précieux sur l'action autonome, sur celle des militants de la base et sur la réplique du système. Nous y reviendrons avec l'analyse globale des autres luttes mais elle est plus proche de ce que nous pouvons connaître en France, plus éloignée de ce qui apparaît dans d'autres grèves sauvages.

(à suivre)

(1) *Un récit détaillé de la grève figure dans « Lutte de classe », octobre 70 - Jean Colin - 75, rue St-Antoine Paris 14ème.*

La grève de Général Motors et la situation de classe aux U. S. A.

Ce texte émane d'un groupe américain Philadelphice Solidarity. Il constitue une base de discussion sur la grève à la General Motors.

1. - Classe ouvrière et crise capitaliste

Au cours des cinq dernières années, le salaire hebdomadaire moyen dans l'industrie américaine a augmenté de \$ 24. Cette augmentation ne correspond cependant à aucune croissance du revenu réel, lequel est demeuré stable pendant toute cette période à cause du processus inflationniste.

C'est donc dans le cadre de cette « conjoncture inflationniste » que s'est déclenché aux U.S.A. un cycle de luttes ouvrières, sans égal depuis les grèves de l'après-guerre. Pour les huit premiers mois de 1970, les augmentations salariales sont sans précédent : 10 % contre 8,2 % pour la même période en 1969, chiffres déjà record. Pour les trois ans à venir, la plupart des contrats signés prévoient des augmentations de l'ordre de 25 % échelonnés sur la période contractuelle. Lorsque les économistes officiels parlent de « retour à l'économie politique », ils expriment bien l'élément qui frappe aujourd'hui le plus dans la situation du capitalisme aux U.S.A., c'est-à-dire, l'importance croissante de l'intervention ouvrière dans l'espace politico-économique. Depuis le déclenchement du présent cycle de luttes, où la grève de la General Electric en octobre 19 apparaît de plus en plus comme point de référence, la GREVE n'a cessé de s'élargir, jusqu'à devenir aujourd'hui le conflit central autour duquel le capital et la classe ouvrière définissent leurs positions.

A partir de l'été 1966, à la suite de l'escalade au Vietnam, les dirigeants de l'économie américaine se sont employés à maîtriser l'inflation par des mesures récessionnistes visant, entre autres, à briser l'attaque ouvrière par le chômage. Ces tentatives se sont vite avérées vaines, dans la mesure où la pression salariale généralisée, demeurant aussi forte sinon plus qu'avant, la récession est venue s'ajouter à l'inflation. Aussi l'année 70 est-elle traversée par des augmentations parallèles des prix, des salaires et du chômage, la production stagnante alors que l'inflation ne cédait pas un pouce. Le capital américain se montre incapable de mettre à profit l'inflation déclenchée par l'économie

de guerre afin d'augmenter l'efficacité économique. Le supplément d'accumulations qui en a résulté ne s'est pas traduit par une expansion, mais au contraire, par une chute des profits considérable depuis 1967. Et de très faibles progrès de la productivité. Aux déclarations fracassantes du gouvernement sur la fin de l'inflation ont donc succédé tout de suite celles sur la fin de la récession. La nécessité de provoquer un taux de chômage de 5,5 %, socialement explosif, surtout si l'on pense que les jeunes travailleurs noirs sont les plus atteints, pour stabiliser l'inflation autour de 4 % au mieux, a amené un changement de cap discret. La baisse récente du prix de l'argent visant à relancer les investissements est une des mesures prises dans le but d'éviter de tomber carrément dans une récession générale et de s'accommoder de ce que les économistes appellent « l'inflation chronique » (autour du taux annuel de 4,5 %).

C'est ici que les contradictions actuelles du capital aux U.S.A. retombent sur l'Etat. Si dans une première phase le capital et les syndicats ont pu faire pression sur les ouvriers en les menaçant du spectre de la récession et du chômage, aujourd'hui les porte-paroles gouvernementaux s'acharnent à convaincre la « population (ne serait-ce qu'en vue des élections législatives) que l'économie est de nouveau relancée. Entretemps, la gauche bien-pensante et les « gauchistes » eux-mêmes faisaient la découverte de la classe ouvrière et commençaient à revenir sur les théories de « l'intégration », tout en comprenant aussi mal qu'avant la lutte sur le salaire.

C'est à ce sujet qu'il vaut la peine de citer un camarade italien, Mario Tronti, lorsqu'il rappelle « qu'il n'est pas dit que ces possibilités (celles de l'intervention ouvrière dans le cadre des « sauts » dans le développement du capitalisme) soient directement liées aux moments de crise catastrophiques du système ; elles peuvent être liées à une phase croissante de développement, celui-ci provoquant un bouleversement

positif de tout le tissu social de la production, sans que celui-ci soit encore possédé et *organisé* par la classe des capitalistes, sans qu'organiquement le capital le mette à fonctionner. Il ne faut pas croire à une conscience de soi absolue, et permanente, de la part du capitalisme et de ses fonctionnaires. L'autoconscience du capital est une conquête tardive de sa maturité » (1). La difficulté a saisi donc le sens véritable de l'attaque actuelle sur le salaire en tant qu'assaut à toute la richesse sociale, l'incapacité de concevoir d'autre lutte ouvrière que celle d'une légion d'affamés acculés à la défensive, amènent la « gauche » américaine, depuis le P.C.A. jusqu'aux plus petits et plus ridicules des groupuscules, à ressortir l'idéologie des fronts de défense devant les désirs inflationnistes du grand capital.

Or, écoutons ce que disent les porte-paroles de ce capital. *Business Week* du 11 avril 1970 : « L'année difficile que le pays connaît actuellement pourrait bien se solder par une augmentation disproportionnée des salaires. On s'aperçoit qu'au moment critique ce sont les employeurs qui cèdent du terrain et non les travailleurs. General Electric elle-même, qui avait préféré subir trois mois de grève plutôt que d'accorder des augmentations importantes pour la seconde et la troisième années de la convention collective, a fini par accepter un accord qui représente une augmentation d'environ 25 % de la masse salariale sur une période de trois ans. »

Aujourd'hui les ouvriers américains se battent en position de force ; les menaces de chômage et de récession n'entament pas la force de son attaque. Seule l'idéologie de l'intérêt général aurait pu être utilisée par la classe dirigeante. Cependant, cette idéologie perd ses bases matérielles minimales alors que le capitalisme américain vient de sortir d'une période presque ininterrompue de croissance sans précédent. L'expression avant-coureuse de la désagrégation de l'idéologie de l'intérêt général a été justement l'interruption massive de mouvements exprimant des intérêts particuliers : ceux des noirs, des femmes, des mexicano-américains dans le Sud-Ouest (Chicanos), porto-ricains à New-York et Chicago (mouvement des Young Lords), des jeunes (Youth Culture), pour ne pas parler des homosexuels, etc... Aujourd'hui l'intervention ouverte de la classe ouvrière, fermement accrochée à ses intérêts « particuliers », assène le coup de grâce à cette idéologie déjà sérieusement ébranlée. Il est intéressant de noter que c'est l'avènement de la classe ouvrière dans l'espace social qui a provoqué, de la part des politiciens, l'utilisation de la nouvelle idéologie ouvrière : voir les allusions du vice-président Spiro Agnew aux ouvriers patriotes. Il n'est plus question de nier l'existence de la classe ouvrière, il s'agit maintenant de la présenter comme la classe pure, patriote, travailleuse...

En effet, pour la première fois depuis 1946, il y a aux U.S.A. un affrontement direct et ouvert entre les intérêts généraux du capitalisme américain et les intérêts particuliers des ouvriers. La crise a évolué, sous la pression de la classe, vers une phase où toute la stratégie capitaliste ne concerne plus que les moyens de briser l'attaque qui se développe et tend à fournir un terrain d'unification concret aux milles et une expressions de la profonde crise sociale et idéologique que les U.S.A. traversent. Les seuls médiateurs de cet affrontement restent, pour le moment, les syndicats, car la force de la classe n'a pas encore réussi à briser l'isolement de l'usine. A cela le capital répond par une sérieuse tentative, à rapprocher de ce qui se passe à l'heure actuelle en Angleterre notamment, pour restruc-

turer le système contractuel et le pouvoir syndical (réforme du National Labor Relations Act de 1935 par lequel les dirigeants du New Deal avaient pu associer les syndicats à la gestion de la dépression). Ce projet demeure cependant encore loin d'une application immédiate, tout simplement à cause des rapports actuels entre l'appareil syndical et les ouvriers.

« Les directions syndicales souffrent d'une crise d'autorité », « la discipline s'est relâchée dans les rangs des syndicats », se lamentent les capitalistes (2). S'il est vrai que les syndicats américains ont pu, tout au long de la période qui va de la création du C.I.O. en 1935 jusqu'à la crise actuelle, obtenir des acquis substantiels pour l'ensemble des ouvriers, il n'en reste pas moins que cela s'est fait en échange du contrôle sévère et planifié sur la classe ouvrière. Les syndicats ont été les garants de la paix sociale qui a permis au capital d'élargir sa base de reproduction d'une façon immense, tout en accordant ponctuellement les augmentations salariales négociées dans les conventions pluri-annuelles.

Aujourd'hui, les rapports entre les syndicats et la classe ouvrière sont tout autres. Sur la totalité de la force de travail employée aux U.S.A., on compte actuellement 21 millions de jeunes entre 15 et 29 ans ; dans les syndicats les jeunes ne représentent que le quart des membres. Dans le seul secteur de l'automobile, 40 % des ouvriers ont moins de 30 ans. A cela s'ajoute la part grandissante des noirs parmi la population industrielle, notamment dans l'auto. Cette nouvelle composition de classe a évidemment des répercussions sur son comportement. Tout d'abord, les parents ont élevé la jeune génération dans la haine de l'usine, dans le refus de la chaîne de montage, et l'ont envoyée à l'école pour qu'elle échappe au sort qui a été le leur. Il se trouve cependant que beaucoup de ces jeunes ont été rattrapés par l'usine, mais « ils haïssent le travail » (3). De même le problème du racisme se pose avec beaucoup moins d'acuité que dans les années 40 lorsque les noirs ont dû, pour gagner « le droit au travail » et pour se faire accepter dans les syndicats, briser les grèves menées en majorité par les blancs. C'est donc à une formidable pression d'usine que le syndicat doit aujourd'hui faire face, devant ce « mélange explosif » de jeunes prolétaires enragés et de vieux ouvriers qui ont vécu 35 et 46.

Prenons le cas du syndicat de l'acier, où bien des choses viennent de se passer. Fort de ses 1,2 millions d'adhérents, l'United Steel Workers (U.S.W.) vient de tenir son congrès. A la grande surprise de « l'opinion publique » et du patronat, Monsieur Abel, dirigeant du syndicat, vient de renier ses aimables promesses de règlement pacifique du prochain contrat collectif, et faisant une complète volte-face, il annonce la grève des ouvriers de l'acier, l'aluminium et le fer blanc, pour février prochain. Les dirigeants de l'économie s'inquiètent, bien entendu, d'un tel « changement d'attitude ». Le *Wall Street Journal*, qui porte bien son nom, confie à ses lecteurs que tout cela est le produit de la pression de la base. « Je n'ai jamais vu autant de pression pour la grève dans l'histoire du syndicat. Jamais il n'y a eu quelque chose de ce genre », déclare un responsable syndicaliste. On apprend aussi que, lors des dernières élections syndicales dans l'acier, dans plusieurs sections, les permanents ont été vidés et remplacés par de jeunes ouvriers. En même temps les dirigeants syndicaux expriment « leur pessimisme » concernant les chances de succès de la grève, mais, ajoutent-ils, « dans les usines, 95 % des ouvriers veulent faire grève ». Les revendications exprimées dans le Con-

(1) Mario Tronti, *Le Plan du Capital*, « *Quaderni Ros-si* », 1963.

(2) *Business Week*, 11 avril 1970.

(3) *Fortune* : *Blue-collar blues on the assembly line*, juillet 70.

grès concernent l'instauration d'une clause du coût de la vie (échelle mobile, comme celle qui est en jeu dans la grève de la G.M.) et l'annulation de la clause anti-grève dont le précédent contrat était assorti. Cette dernière exigence de la base a rencontré une vive opposition auprès de l'appareil syndical. Celui-ci prévient le patronat : « La question de la clause anti-grève est tellement explosive qu'il peut y avoir une vague de fortes grèves sauvages avant la fin du contrat (février). Toute provocation de la part des entreprises peut donner lieu à des mouvements sauvages » (4). Autrement dit, le syndicat est sur le point de perdre le contrôle

sur les mouvements spontanés, et ici, comme cela se passe aujourd'hui un peu partout, il se trouve assis entre deux chaises : non pas que son cœur balance entre les ouvriers et les patrons ; il y a longtemps que ce choix a été fait une fois pour toutes ; simplement, pour bien faire son métier, qui est celui de contrôler la classe pour le compte du développement du capitalisme, le syndicat ne peut plus se contenter d'apporter aux ouvriers ce que les patrons ont décidé qu'ils avaient intérêt à leur accorder !

(4) *Wall Street Journal*, 2 octobre 1970.

2. - Vers l'unification de l'attaque

Il y a quelques mois seulement, il aurait été impossible de voir dans les luttes ouvrières aux U.S.A. une attaque de l'ensemble de la classe. Au cours des luttes qui se sont développées depuis — de la grève des routiers à celle du caoutchouc, et maintenant de G.M. (en attendant celle de l'acier) — les contenus d'une même poussée de classe se sont progressivement affirmés. Le premier élément commun, qui a gagné graduellement tous les secteurs de la force de travail, est l'emploi de la grève comme arme de classe. S'il y a eu depuis toujours beaucoup de grèves aux U.S.A., elles prennent aujourd'hui un caractère différent, celui d'un premier moment organisé face aux intérêts du développement capitaliste, celui de la forme matérielle d'une position de force. Le recours généralisé à la grève exprime le refus de l'intérêt général et constitue une affirmation de l'intérêt de classe. Le recours à la grève comme moyen objectif de liaison entre les différentes fractions de la force de travail sociale se manifeste bien, dans ce pays de « cois-blancs », dans l'élargissement inédit des mouvements dans le secteur public. Après la grande grève des postiers, les mouvements grandissent et gagnent secteur après secteur : des instituteurs au personnel administratif des écoles, jusqu'à celui des hôpitaux, etc... Parallèlement la grève s'unifie par secteurs : en partant de mouvements dans des villes isolées, la grève générale des instituteurs évitée de justesse au début de l'année, reste encore possible, telle est l'agitation dans les écoles et le nombre de grèves sporadiques (que l'on se souvienne, en outre, que l'enseignement est, par son chiffre d'affaire et par le nombre de ses travailleurs, la plus grande industrie des U.S.A.).

Certes, l'ampleur de la présente attaque est encore limitée par les conventions collectives. Cependant, l'autonomie ouvrière se manifeste à travers une pression d'usine chaque jour forte, que les syndicats ne réussissent plus à contrôler qu'en prenant sur eux de lancer des grands mouvements d'ensemble où l'autonomie d'objectifs a évidemment le plus grand mal à s'affermir faute d'organes organisationnels autonomes (cf. les grèves sauvages qui ont précédé le déclenchement de la grève de G.M. par l'U.A.W.). En revanche, ces mouvements nationaux que le syndicat assume tant bien que mal ne sont pas sans déboucher sur des résultats immédiats importants dans la mesure où ils tendent à s'imposer comme objectifs unificateurs à l'ensemble de la classe : les ouvriers du bâtiment ont déjà obtenu cette année, grâce à des grèves d'une grande combativité (Kansas City : 5 mois), une augmentation moyenne des salaires d'environ \$ 1 de l'heure, contre \$ 0,60 pour l'année dernière.

La généralisation des objectifs est donc un processus déjà en cours et menant à l'unification spontanée du mouvement. La première phase de la lutte contre l'inflation est le refus de la payer, c'est-à-dire la revendication de « l'échelle mobile » des salaires. Les luttes actuelles dans l'auto pour éliminer le plafond de l'échelle mobile (qui était de \$ 0,08 par an) donne la mesure de l'acharnement des ouvriers à ne pas faire les frais de l'inflation. Cet objectif passe maintenant de l'auto à l'acier et aux services publics (hôpitaux). Le contrat signé par Caterpillar contient une clause sur le coût de la vie, sans plafond. Evidemment, il y en aura qui ne seront capables de voir dans cet objectif autre chose qu'une « revendication purement matérielle, ne mettant aucunement en cause le pouvoir des patrons ». Il semble pourtant qu'un tel objectif est tout ce qu'il y a de plus politique, dans la mesure où l'incapacité capitaliste à faire payer l'inflation par les travailleurs constitue d'emblée une modification importante dans le rapport des forces en présence. D'autre part, un tel objectif, avec tout ce que cela suppose en termes de combativité et d'organisation autonome, apparaît comme un *jalon*, pas ce qu'on appelle une étape, dans la lutte ouverte pour l'entière appropriation de toute cette énorme richesse sociale dont les travailleurs savent qu'ils sont le producteur collectif. Les capitalistes en sont conscients : « Ce qui préoccupait mon père c'était de me donner à bouffer. Moi, je dois me préoccuper du fait qu'il faut envoyer mon fils à l'école », tels sont les propos d'un délégué au congrès du syndicat de l'acier rapporté par le *Wall Street Journal*, qui ajoute : « Le jeune ouvrier d'aujourd'hui ne va plus attendre 30 ans pour avoir sa maison, comme l'a fait son père. Le système dans lequel il vit est trop riche pour qu'il accepte d'attendre » (c'est nous qui soulignons).

L'attaque sur le salaire se manifeste également par les demandes de réduction du temps de travail, d'augmentation des vacances payées (et davantage payées), d'augmentations des pensions de retraite et surtout par l'exigence du service médical gratuit pour les ouvriers et leurs familles. Toutes ces revendications sont communes aux grandes luttes de cette année, du caoutchouc à l'automobile. Elles ont également gagné, spontanément, par delà même les conventions collectives, d'autres branches industrielles (électrique) et les services publics. L'attaque ouvrière aux U.S.A. est donc en train de s'unifier autour de la conscience matérielle de sa puissance. GREVE PARTOUT ET OBJECTIFS DE CLASSE investissent un tissu social que le capital ne semble pas à même de rendre fonctionnel, tout au moins à bref délai.

3. - Classe ouvrière et syndicat dans les grèves de la G.M.

Lorsque, le 11 septembre, les 16.000 ouvriers des usines G.M. du Canada se sont mis spontanément en grève, le syndicat U.A.W. n'avait pas encore donné l'assurance qu'il y aurait grève. Un jour après, le mouvement gagnait les U.S.A., s'étendant aux usines de New-York, Ohio, Détroit : 35.000 ouvriers. Le même jour le syndicat confirme qu'il lance le mot d'ordre de grève chez Chrysler et chez G.M. et il annonce qu'il demande une augmentation immédiate de \$ 0,61 de l'heure, c'est-à-dire environ 9%. De cette façon l'U.A.W. coupait l'herbe sous les pieds des grévistes qui avançaient déjà des revendications beaucoup plus osées. A la dernière minute le syndicat « décommande » la grève chez Chrysler ; les raisons sont bien connues : la très mauvaise situation dans laquelle cette firme se trouve. Ford est épargné, selon un principe patriotique irréprochable, car il ne fallait pas porter préjudice aux firmes produisant des petites voitures à cause de l'invasion de voitures européennes et japonaises. Le syndicat a donc pu canaliser contre la seule G.M. la pression de la base, épargnant les deux constructeurs plus faibles (G.M. a un chiffre d'affaires supérieur à celui de Ford et Chrysler réunis) et en donnant à G.M. l'occasion d'échouer les énormes stocks accumulés depuis un an de ventes en baisse considérable.

La grève apparaît donc à la fois, comme expression d'une volonté de lutte indiscutable de la part des ouvriers, mais aussi comme une gigantesque manipulation de cette volonté de lutte dans le cadre d'un répit donné, à moindres frais, aux difficultés actuelles du secteur de l'automobile. Pour ce faire, l'U.A.W. a pris bien en main l'organisation de la grève. Dès le 14 septembre, le syndicat annoncera que tous les grévistes doivent se présenter, soit dans les piquets, soit dans les cours données par le syndicat, faute de quoi on ne leur versera pas les allocations de grève. Le fait qu'un contrôle aussi strict soit devenu nécessaire n'est pas sans donner des indications sur les tensions qui traversent les rapports entre l'U.A.W. et les ouvriers de G.M. Ces fameux cours, qui en principe devaient permettre aux syndicats « d'expliquer » les modalités du contrat, sont devenus le lieu où les bonzes syndicaux viennent demander aux ouvriers de leur faire confiance, car « nous, on sait ce qu'on fait, donnez-nous du temps ! ». Il semble en effet évident que l'obtention d'un contrat médiocre mettrait le syndicat en très mauvaise posture dans l'usine, cela, comme on le disait, au moment même où le capital a le plus grand besoin d'un contrôle strict sur les mouvements de classe. A noter aussi que ces cours sont parfois devenus de faciles lieux de contacts entre les grévistes et des personnes extérieures à G.M., d'autant plus qu'ils se déroulent souvent dans le Département des problèmes du Travail des Universités.

Gérant des allocations de grève grâce au système du *check off* (la cotisation syndicale étant retenue à la source par le patron qui la remet directement au syndicat), l'U.A.W. peut sans difficulté exercer son contrôle sur la base ; en outre, il évite par là de demander le paiement des jours de grève, les ouvriers vivant sur une partie de leur salaire passé (chaque ouvrier cotise annuellement pour le fond de grève la somme de \$ 27,50 sur un salaire annuel moyen de \$ 8.000, en plus de la cotisation de base qui est de \$ 60 par an).

Les revendications présentées par l'U.A.W. concernent d'une part les augmentations salariales et d'autre part les pensions de retraite, les vacances, les primes et les conditions de travail. Pour ce qui est du salaire, le syndicat a commencé par cacher aux ouvriers la somme demandée lors des négociations : elle serait « substantielle »... Face au mécontentement des ouvriers, qui se souvenaient que « substantiel » voulait dire \$ 0,20 dans le contrat de 1967, face en outre aux

mouvements sauvages des 11 et 12 septembre, l'U.A.W. annonce le chiffre de 0,60 de l'heure tout de suite, sur un salaire horaire de base actuel de \$ 4,03, alors que dans la plupart des usines les ouvriers demandent une augmentation de 1 dollar. En même temps l'U.A.W. soulève la question d'une clause du coût de la vie sans plafond (*cost-of-living without gap*) ; la suppression de l'antérieur plafond à l'échelle mobile est fortement appuyée par la base. G.M., qui offre par ailleurs \$ 0,37 de l'heure contre les \$ 0,61 du syndicat, s'oppose fermement à la revendication concernant le *cost-of-living*. Le patron veut bien relever le plafond, mais pas le supprimer. En fait, ce qu'il ne veut pas accepter c'est le refus formel de la classe ouvrière à faire les frais de l'inflation et à voir son salaire réel réduit.

En ce qui concerne les conditions de travail, le syndicat demande « des conditions de travail aménagées et plus humaines », ce qui fait rigoler doucement les ouvriers ! Pour les heures supplémentaires, l'U.A.W. demande qu'elles soient « volontaires » ! Pour comprendre l'importance de la lutte sur les conditions de travail dans les ateliers qui est en train de s'affirmer comme une lutte contre la destruction physique du travail vivant, il est nécessaire de se rendre compte de combien les capitalistes ont été obligés, dans le contexte de crise actuel, d'aggraver les conditions physiques et les risques auxquels les ouvriers sont soumis. La croissance du produit par heure par ouvrier productif s'est faite au prix d'une énorme augmentation des « accidents de travail ». Ce n'est là qu'un autre indice du blocage technico-organisationnel sous lequel le capital se trouve aux U.S.A.

Ce point est donc un des plus importants de l'actuel convention collective : il est bien possible que G.M. lâche de « substantiels » avantages matériels contre l'assurance d'un véritable contrôle syndical sur la discipline dans l'usine. L'impasse des négociations actuelles réside dans le fait que le syndicat ne veut pas, parce qu'il ne peut pas, s'engager dans cette voie, bien qu'il ait un besoin pressant d'obtenir quelque chose de palpable à jeter au tigre de l'autonomie ouvrière. L'absentéisme, le renouvellement constant des ouvriers (*turn-over*), le sabotage, sont devenus des expressions de plus en plus conscientes et organisées de cette autonomie. G.M. demande très concrètement qu'une partie des allocations de maladie soit prise en charge par la caisse du syndicat, ce qui revient à une tentative d'intéresser financièrement aussi, le syndicat à la police d'usine, contrôlant les absences, les maladies, etc.

L'U.A.W. a fait d'autre part un grand tapage sur le mot d'ordre 30 AND OUT : c'est-à-dire, la retraite après 30 ans dans la boîte, avec \$ 500 par mois, soit 25 % de plus que les ouvriers ne reçoivent actuellement lorsqu'ils partent à 60 ans. Cette revendication n'est pas sans recevoir un appui certain de la part des vieux ouvriers. G.M., de son côté, propose la retraite à 58 ans, sans la lier cependant au temps passé dans la boîte. A tout ceci, la majorité des ouvriers qui sont loin d'avoir 58 ans, répondent : « Mais qui peut rester ici 30 ans ? ». En tout cas, une chose est sûre. Même si la revendication des 30 AND OUT peut effectivement être ressentie par les ouvriers qui seraient immédiatement concernés par une telle mesure, lors des manifs organisés par l'U.A.W. où les permanents s'épuisaient à gueuler ce mot d'ordre, la grande masse des manifestants — 3.000 à New-York la semaine dernière — répondaient en criant : AUGMENTATIONS DE SALAIRES ! En fait, on peut voir dans cette mesure quelque chose de similaire à un des buts poursuivis en France avec la mensualisation : la fixation de certaines catégories professionnelles à la boîte, un moyen

de lutte contre un *turn-over* qui n'est pas toujours et partout fonctionnel. On peut d'autre part penser que l'abaissement pur et simple de l'âge de la retraite, même s'il ne concernait dans un premier temps que l'automobile (car de toute façon le contrat de G.M. sera la base des contrats avec Ford et Chrysler), représenterait un objectif susceptible d'être généralisé à l'ensemble des ouvriers américains, indépendamment des branches d'activité, des qualifications, et, bien entendu, du temps passé dans une même boîte.

En effet, le seul intérêt de cette grève de G.M. réside justement dans la capacité, ou l'incapacité, des ouvriers à imposer à la fois au syndicat et au patronat des revendications qui passeront ensuite dans tout le cycle des luttes actuelles. Déjà les ouvriers de l'acier regardent du côté de G.M. pour se lancer à leur tour dans la bagarre, et c'est bien évident que tout ce que ceux de l'auto auront réussi à arracher deviendra leur « plate-forme minimale ».

Les capitalistes font ce qu'ils peuvent pour diviser les travailleurs, en essayant de mettre sur le dos de la grève de G.M. les mises-à-pied qui se multiplient dans toute une série de secteurs. G.M. est en effet le plus grand payeur d'impôts aux U.S.A. ; avec 50 % du chiffre d'affaire de l'automobile, elle occupe une place fondamentale dans tout le cycle productif. Elle consomme 10 % de l'acier américain et 27 % de l'acier en plaques. Aussi l'industrie de l'acier, déjà en difficulté du fait de la baisse des exportations et du ralentissement général d'activités comme la construction, se trouve-t-elle dans l'obligation de licencier de la force de travail (ses profits, que *Fortune* dit sur-évalués, sont tombés de 5,8 % en 1966 à 4,6 % actuellement). De même, dans les secteurs de l'industrie électrique, dans les transports par route et par chemin de fer (Penn Central, la plus importante entreprise de chemins de fer d'Amérique, risque de voir ses difficultés aggravées par la grève car G.M. représente 12 % de ses recettes). Aussi la grève de G.M., tout en restant dans l'ensemble sous le contrôle du syndicat, constitue-t-elle le nœud central de l'actuel rapport de force entre le Capital et la Classe ouvrière aux U.S.A. En

prévision d'une grève de longue durée, le patron a essayé de jouer sur le rôle de la femme : l'entreprise a fait appel au « bon sens » des femmes des ouvriers. C'est ici qu'il y a lieu de rappeler que ce n'est certainement pas en brûlant spectaculairement les soutiens-gorge que le *Women's liberation movement* rejoindra le front de classe !

Le syndicat a lui aussi ses projets pour briser la grève. L'U.A.W. a déjà annoncé que, pendant que le contrat national se trouve dans l'impasse, il essaierait de résoudre, *un par un*, les contrats locaux (en effet, outre le contrat national, le syndicat doit signer des contrats locaux concernant les conditions particulières de chacune des 155 usines G.M.). Il est bien connu que ces derniers contrats, dans la plupart des cas, doivent tenir compte de la poussée d'usine en traitant des questions concrètes de chaque « plant ». Le syndicat a toujours rencontré des difficultés pour les faire accepter, face à la radicalité des objectifs élaborés dans l'usine. Souvent des vagues de grèves sauvages se sont succédées à la signature du contrat national prenant comme prétexte la discussion au niveau local. Et bien, pour la première fois dans l'histoire de l'U.A.W., cette année le contrat national ne sera pas signé tant que les contrats locaux n'auront pas été tous acceptés, *un par un*, en brisant l'unité des 350.000 ouvriers luttant, aux U.S.A. comme au Canada, à Détroit ou en Californie, contre les conditions d'exploitation, les mêmes partout. Dès que le syndicat aura donc réussi à casser, *un par un*, la force des usines, alors il pourra signer n'importe quel compromis au niveau national, et tout sera fini. Or, après 4 semaines de grève, vers la mi-octobre, le syndicat n'avait encore réussi à signer que 55 contrats sur les 155 qu'il a devant lui ; les difficultés rencontrées ont été tellement grandes qu'il a renoncé à son projet initial et s'est retourné vers le patron en demandant la reprise des négociations au niveau national, quitte à réprimer les mouvements sauvages qui pourront surgir lorsqu'il s'agira de faire accepter le contrat national usine par usine, mouvements qui de toute façon auront déjà été considérablement affaiblis par une très longue grève bien tenue en mains.

4. - Lutte contre le travail - autonomie de classe

Le mois dernier, James Johnson, un ouvrier de chaîne expulsé d'une usine Chrysler de Detroit va chez lui chercher son fusil, retourne à l'usine et tue deux contremaîtres, ainsi qu'un délégué syndical qui essayait de le « calmer »... L'allégorie ne s'arrête pas là, car le lendemain tous les ouvriers des chaînes de montage de Detroit ont collé sur les chaises des contremaîtres des coupures de journaux racontant l'événement. C'était le 3ème cas récent d'assassinat d'un contremaître. C'est sans doute à des « incidents » de ce genre, et à d'autres, mineurs mais infiniment nombreux, que les sociologues de service appellent la « crise d'autorité » dans l'usine. La révolte prolétarienne dans les locaux de production eux-mêmes prend actuellement aux U.S.A. les formes et l'organisation les plus diverses, du sabotage à la violence physique contre les agents directs de la répression patronale en passant par ce nouveau phénomène de masse qu'est l'absentéisme. Ces actions sont d'autant plus gravement ressenties par le capital qu'elles n'admettent aucune canalisation vers des formes institutionnelles (syndicats ou autres). « Les coûts de l'absentéisme et du renouvellement de la main-d'œuvre sont en train d'augmenter extraordinairement et il est de plus en plus difficile de maintenir la discipline » (5).

La revue *Fortune*, un des porte-paroles du grand capital U.S., a consacré dernièrement une étude à la condition de l'ouvrier d'usine. Il s'agissait de savoir ce qui se passe avec ces gens-là afin de savoir quoi faire. Chez Ford et chez G.M. l'absentéisme a *doublé* dans les dernières années, alors que chez Chrysler il atteint déjà 18,6 %. Chez G.M. 5 % de la totalité des ouvriers manquent chaque jour « sans aucune explication » ; les lundi et vendredi ce chiffre atteint 10 % (6). Tout récemment la direction de G.M. publiait le communiqué suivant : « Beaucoup d'ouvriers qui tombent malades pendant la semaine ne retournent au travail que le lundi suivant. Or, il n'est pas normal que tout le monde se rétablisse le même jour ! » (7). Plus loin, c'est une autre entreprise qui rend publique une de ses dernières études : « Pour chaque 7 employés de bureau, dans un bureau normal, il faut un employé de plus afin de maintenir constant le travail produit. La raison en est le taux d'absentéisme » (8).

Ce refus massif du travail, en dehors et contre les promesses démagogiques des syndicats qui « luttent »

(5) *Fortune*, juillet 70.

(6) *Wall Street Journal*, 29 septembre 1970.

(7) *Wall Street Journal*, 6 octobre 1970.

(5) *Business and environment*, Henry Ford.

pour le volontariat des heures supplémentaires, est aujourd'hui l'expression la plus radicale de l'autonomie ouvrière.

En ce qui concerne le sabotage, les constructeurs de voitures viennent de faire savoir que les protestations croissantes contre la mauvaise qualité des bagnoles ont eu pour premier effet l'augmentation du nombre des inspections, donc des coûts de production (9). Les sabotages les plus fréquents sont : défauts dans le système de freinage, dégradation des étoffes à coups de couteau, mauvaises peintures et soudures. Ajoutons à tout cela un énorme taux de renouvellement des ouvriers, environ 25 % par an chez Ford, et un retard grandissant dans les heures d'arrivée des équipes entraînant le retard de la mise en marche des chaînes, etc...

C'est donc bel et bien à un refus massif et en quelque sorte organisé — car si l'absentéisme commence par être un geste individuel, il est devenu, parmi les bandes de jeunes ouvriers de Detroit ou de Chicago, une pratique collective de masse — de l'ensemble de l'organisation du travail, aussi bien à l'intérieur de l'usine que dans tout l'espace social déterminé par l'usine, que le capital se trouve confronté. Des tentatives ont été faites pour diviser les ouvriers : chez Chrysler, à Baltimore, un jour de grand absentéisme, la direction a mis à pied tous ceux qui étaient venus travailler, en leur disant que c'était la faute des absents, mais qu'on ne pouvait pas travailler dans ces conditions. La réaction a été tellement vive que la méthode a tout de suite été considérée comme « démodée ». D'ailleurs les spécialistes de la chose sociale sont unanimes à critiquer les recours à la force. « Surtout pas de provocations », disaient les bureaucrates du syndicat de l'acier. L'étude *Fortune* donne des exemples de quelques petites entreprises qui ont rétabli le cycle complet de la production pour chaque ouvrier afin de combattre le caractère totalement abstrait du travail. Mais si d'une part ce changement n'est possible que dans des petites unités de production (radios, vitres, etc...), d'autre part les spécialistes sont vite arrivés à la conclusion que si la productivité (fruit si rare et tant recherché) augmentait effectivement, les salaires augmentaient encore plus vite, les ouvriers devenant encore plus exigeants à la vue du produit de leur travail. Finalement, la grande idée-force qui en ressort est celle de la « démocratisation de l'usine ». *Fortune* va aussi loin que la gauche syndicale en Europe et sa nouvelle idéologie où l'auto-gestion se marie au contrôle ouvrier pour mieux relancer auprès des ouvriers la nécessité de rester ouvriers : « Donner aux ouvriers plus de responsabilité oblige nécessairement la direction à déléguer son autorité et à accepter les décisions prises par les ouvriers. Autorité diffuse ne veut pas dire abdication de la gestion, mais tout simplement que les décisions peuvent être prises par les personnes directement engagées dans la production, et donc les plus qualifiées pour le faire » (10).

Autrement dit, devant la force autonome de l'intéret ouvrier, devant la capacité de la classe ouvrière à rassembler autour de sa pratique et de ses objectifs l'ensemble des fractions de la force de travail sociale, le capital resort sa dernière idéologie, celle du contrôle

de l'exploitation par les exploités eux-mêmes (*). Plus faibles que leur partenaire américain, les capitalistes de France et d'Italie ne peuvent pas se payer le luxe d'assumer eux-mêmes cette nouvelle idéologie ; ils en chargent la C.F.D.T., les *Cahiers de Mai*, le *Manifesto*, etc... Le problème c'est que dans l'actuel rapport de classes aux U.S.A., le syndicat est la seule institution qui pourrait assumer cette tâche à l'intérieur de l'usine. Or, le syndicat entretient aujourd'hui des rapports avec la classe beaucoup trop instables pour assumer, sans problèmes, la police de la lutte autonome contre le travail. Cela voudrait dire contrôler l'absentéisme, empêcher le sabotage ; à l'heure actuelle cela équivaudrait à l'instauration de la lutte ouverte entre syndicat et classe à l'intérieur de l'usine. C'est là que la perspective de perdre tout contrôle sur les mouvements de classe ne sourit à personne, et surtout pas aux patrons. Justement s'il y a quelque chose qui préoccupe profondément le capitalisme dans les luttes actuelles, c'est bien cette « crise d'autorité ». Autant ne pas l'aggraver.

On ne prétend pas que la grève de G.M. soit un mouvement radical, de même qu'il ne s'agit pas de vaticiner sur la crise catastrophique du système américain.

Cette grève est notamment très liée à la crise spécifique de l'automobile ; par contre, la crise de l'automobile dans le capitalisme avancé se répercute d'abord sur tout l'appareil productif, ensuite sur les rapports entre les U.S.A. et ses concurrents, et renvoie en dernière instance à l'ensemble de l'organisation sociale.

Poussés au cul par l'attaque ouvrière, les capitalistes américains essayent de trouver une issue à la crise, issue débouchant sur l'entière restructuration de l'appareil productif et des bases d'accumulation, au niveau américain d'abord et au niveau mondial ensuite, avec son cortège de réadaptations dans chaque pays et la redéfinition de la division internationale du travail, qui englobe, ne l'oublions surtout pas, l'U.R.S.S. et les pays de l'Est (voir notamment l'actuelle ruée vers l'Est dont le pacte germano-soviétique reste l'opération la plus spectaculaire). Dans l'immédiat, bien plus que les protestations de la gauche bien-pensante, c'est la situation de la lutte de classes qui est à l'origine des tentatives faites pour stabiliser la guerre au Viêt-Nam (diminution des opérations militaires, renforcement des démêlés diplomatiques via pays de l'Est, etc...). Au centre de ce projet de restructuration se trouve la société de l'auto, c'est-à-dire tout l'espace de la vie sociale produit autour de la voiture : l'urbanisme, les transports, la pollution. Pour le moment, ils essayent de répondre à la pression ouvrière par un renforcement de la composition organique du capital, c'est-à-dire par un « saut technologique » destiné à accroître la violence du capital mort (machines, organisation) sur le travail vivant. Bien entendu, un tel « saut » pose tout de suite le problème déjà visible de la baisse des taux de profit, et d'autre part tous les problèmes, non moins évidents, de la concurrence inter-capitaliste (les U.S.A. sont aujourd'hui directement et durement concurrencés par le Japon et l'Allemagne, notamment en Amérique Latine même !). L'usine que G.M. vient d'ouvrir à Lorrstown, Ohio, est une tentative pour répondre à la

(*) Le pouvoir de « récupération » du capitalisme est grand : la tentative d'intégrer le contrôle ouvrier lui-même au processus d'exploitation est claire dans la déclaration du chef du personnel de G.M. à *Fortune* : « Nous sommes devant des changements vitaux, critiques, dans notre société. Et la question est maintenant de savoir comment nous pouvons capitaliser tout cela, comment nous pouvons exploiter les forces de changement et d'en retirer du profit » (sic) !

(9) *Fortune*, juillet 70.

(10) *Fortune*, *It pays to weak up the blue collar workers*, septembre 1970.

hausse des coûts de production. Pour amortir les énormes investissements requis par cette usine super-automatisée, G.M. voit le taux de profit tomber de la moitié et même des deux-tiers (11). Il n'est pas inutile de remarquer que le syndicat est en négociations avec G.M. pour établir le nombre d'ouvriers par chaîne et les cadences de la nouvelle usine.

Face à ce mouvement de l'attaque de classe, le mouvement étudiant, de son côté, se décompose à la suite du mouvement spontané qui avait débouché sur la grève générale de l'année dernière. Les groupuscules s'avèrent aussi incapables de comprendre la situation du capital (et notamment la fonction productive de l'école en tant que formation de force de travail plus ou moins

qualifiée) que l'activité propre de la classe ouvrière. Les étudiants américains ont certes découvert, eux-aussi le mouvement ouvrier, mais seulement dans la perspective de « l'éduquer ». La lutte actuelle dans l'automobile et celles qui s'en suivront, la capacité de la classe ouvrière à imposer ses objectifs et à développer son mouvement autonome contre le travail d'usine, ne manqueront pas de jouer un rôle essentiel dans l'avènement d'un clair discours de classe, à niveau de masse, dans les mois à venir.

Octobre 1970.

(11) *Business Week*, 6 octobre 1970.

Luttes internationales

LA GREVE DES GRANDS MAGASINS

Berliet au début de 70, P.T.T., Grands magasins tout au long de l'année, ce sont les mêmes formes de luttes latentes et insaisissables, que les syndicats paraissent ignorer mais qu'ils s'efforcent de couper par des mouvements traditionnels, débouchant ou non sur des négociations avec le patronat.

Ce qui est nouveau dans ces luttes (et c'est ce qui les apparente à une situation anglaise déjà ancienne, ou la situation italienne récente), c'est cette poussée confuse de la base, dont on connaît seulement les manifestations les plus classiques (grèves et mouvements d'action syndicaux), c'est-à-dire les moins intéressantes.

Les luttes dans les grands magasins traduisent les transformations profondes de tout le secteur de la distribution. On fait beaucoup de bruit sur la disparition du petit et moyen commerce, et ce faisant on ne voit pas que l'essentiel des transformations se déroule dans le secteur déjà concentré où la compétition, les concentrations, les nouvelles techniques, bouleversent les conditions traditionnelles de travail. Ce n'est pas un hasard si les luttes les plus dures se sont produites dans le secteur le plus automatisé (ventes par correspondance, Manufrance et La Redoute) ou dans les formules les plus modernes de supermarchés (BHV Garges).

La suprématie des grands magasins est battue en brèche par le capital à la recherche du profit maximum dans un secteur relativement vierge : ceux-ci sont handicapés comme toute industrie établie par le poids des structures établies (des vieux immeubles au statut du personnel). Toute entreprise nouvelle peut ainsi obtenir une meilleure productivité et un large profit : trois fois supérieurs dans l'hyper marché (5 à 6 % de frais, contre 14 % dans le Prisunic et 18 % dans les grands magasins). C'est ce qui explique la prolifération de ces « points de vente ». Et ce n'est pas la seule brèche dans le monopole des gros : les « discounters » (comme la F.N.A.C.), les chaînes de prêt à porter, les ventes par le canal des comités d'entreprise contribuent encore à la baisse des ventes ; obligent à réduire les marges bénéficiaires alors que pour tenir le coup les grands magasins traditionnels doivent investir dans des aménagements intérieur, dans des constructions nouvelles pour aller chercher le client là où il est et là où on peut faire du neuf : dans les cités nouvelles où les ont précédés les supers et hypers de toutes sortes. La recherche du profit oblige à une rotation plus rapide du capital immobilisé dans les stocks, d'où une transformation radicale des méthodes de vente, c'est-à-dire des conditions de travail : déqualification au niveau d'un OS (généralisation du conditionnement), polyvalence des

emplois, travail du lundi, nocturnes, salaires uniformisés, rotation accrue des employés en grande partie temporaires et d'appoint pour certains jours ou certaines périodes de l'année.

Parallèlement — c'est à la fois la cause et la conséquence de la concentration et de l'offensive patronale salaires-productivité, de la multiplication des points de vente — l'expansion est moindre depuis 1963 ; une crise latente s'accroît actuellement (taux de progression de l'économie moindre que celui de l'accroissement de la population). Cela s'ajoute pour ralentir encore les ventes et diminuer les rémunérations traditionnelles basées en partie sur les primes et la guelte. Ainsi, les salaires réels diminuent ou stagnent au moment où les conditions de travail deviennent beaucoup plus dures et où les valeurs traditionnelles du « bon vendeur » sont complètement sapées.

Des innombrables mouvements localisés depuis un an, nous n'en retiendrons que trois, parce qu'ils montrent bien les caractères particuliers de ces luttes.

La grève de La Redoute (du 21 au 29 septembre) est à rapprocher de celle de Manufrance (voir I.C.O. n°). Ce sont les mêmes boîtes de vente par correspondance avec le même mélange de paternalisme et de surproductivité automatisée appliqué à une main-d'œuvre essentiellement féminine d'origine industrielle. La même grève dure — 8 jours à La Redoute — Les mêmes manœuvres syndicales pour y mettre un terme. A La Redoute, près de 1.000 ouvriers sur 4.000 retarderont la rentrée à laquelle les pousse notamment la C.F.D.T.

Les Nouvelles Galeries, 50.000 salariés, c'est la plus grosse boîte du commerce à l'échelon national. Un ancien qui se modernise : un peu partout ce sont les escarmouches de révolte contre l'arbitraire patronal. Mais c'est aussi une lutte qui s'épuise dans les débrayages inopérants et dans les tentatives minoritaires de la C.F.D.T. pour sortir de l'enlisement. Grève de la faim à Cap 3.000 à St-Laurent-du-Var ; occupation du secrétariat de direction par 8 délégués à St-Etienne, jusqu'au jugement d'expulsion. Et les débrayages recommencent comme avant. Avec la bénédiction de la C.G.T. qui « désapprouve toute action minoritaire et aventuriste ». St-Etienne (encore) c'est le centre actif de cette lutte dont on ne voit pas la fin (pour des revendications égales pour tous).

La région parisienne, c'est la rupture entre les grands magasins du centre et les supers de banlieue. Dans ces

derniers, les employés sont directement confrontés aux nouvelles formes de l'exploitation ; dans les autres, les vieilles structures créent une situation plus confuse. Un exemple : B.H.V. — Hôtel de Ville — 4 % d'augmentation, 2 jours de grève facilement brisée par la C.G.T. — B.H.V. Garges : 2 % d'augmentation, 17 jours de grève à laquelle la C.G.T. met fin par ce manifeste : « ...sans abandonner quoi que ce soit de vos revendications, en vous organisant pour reprendre la lutte sous d'autres formes, la C.G.T. vous appelle à vous prononcer pour la reprise du travail » (1). Cet exemple on le retrouve avec des variantes dans nombre de boîtes.

C'est précisément cette disparité dans les conditions d'exploitation qui entraîne des niveaux de combativité très différents, qui permet aux syndicats de jouer sur les méthodes d'action différentes et d'utiliser leur emprise sur une fraction des employés. Il leur suffit d'accentuer les différences pour isoler les secteurs les plus combattifs, au moment où la confiance que certains

lui conservent s'exprime dans l'attente que les organisations unifient les luttes. La semaine d'action que les

syndicats déclenchent du 5 au 10 octobre sur le plan national vise à la fois à récupérer toutes les luttes latentes et à briser les grèves sauvages isolées (du genre B.H.V. Garges). Comme la poussée de la base est forte, une manifestation est organisée devant le siège du syndicat patronal. Elle se termine par une mise en scène classique pour diviser le rassemblement. Et tout repart comme avant — découragement en plus — mais aussi expérience accrue du rôle des syndicats dans la société capitaliste moderne.

C'est une conscience qui existe déjà, témoin ce tract diffusé par des travailleurs de base aux Galeries Lafayette (Paris) :

(1) Cette grève a été « soutenue » par la Ligue Communiste (trotskyste) qui, malgré des moyens de taille ne réussit pas à entraîner B.H.V. Hôtel de Ville dans la grève. Rouge du 12-10-70 tirait cette conclusion : « Notre section locale sortira affermie de cette intervention riche d'une nouvelle et importante expérience des luttes ouvrières ».

VIVE LA GREVE, A BAS LES SYNDICATS

Examinons clairement les buts et les moyens d'action employés par les bonzes syndicaux pour cette semaine d'action à l'échelon national dans les grands magasins, orchestrée par Seguy, dirigeant du P.C.

Pour les buts : principalement 10 % d'augmentation ; ce qui fait qu'un cadre touchera de 150 à 500 F de plus, alors qu'il nous faut bosser pour le patron. Un employé lui aura de 80 à 110 F de plus.

On ne dira pas après cela que les syndicats sont contre les augmentations hiérarchisées.

Ce que nous exigeons : 150 F en plus par mois pour tous les salaires de moins de 1.500 F, 50 F au-dessus, — travail le lundi sur 6 jours non obligatoire en novembre et décembre,

— fermeture du magasin les samedi 26 décembre, lendemain de Noël et 2 Janvier, celui du 1er de l'an, bien que ces avantages soient vite récupérés et qu'il faut voir plus loin.

Etudions les formes d'action des syndicats : manèges autour des magasins, où les grévistes sont encadrés comme un troupeau de moutons, encadrés par les flics syndicaux et municipaux. Kermesse faite à l'Escalier d'Honneur où les grévistes sont manipulés par les bonzes, criant jusqu'à l'hystérie : « Il se passe toujours quelque chose aux G.L. ».

Face à de pareils carnavaux, nous n'avons pas fait grève, non que nous soyons contre la grève. Il suffisait pour s'en rendre compte de passer dans les rayons et services, et voir que nous faisons surtout acte de présence. Nous ne sommes donc pas contre la grève, mais contre les syndicats qui nous trahissent perpétuellement. Car faire croire comme le font les syndicats que l'on peut obtenir 10 % entre autres revendications, en faisant des caravanes, des kermesses, faire croire cela est une saloperie qui montre une fois de plus la trahison des bureaucrates.

Un autre exemple : en 1945, Thorez, dirigeant du parti soi disant communiste dont la C.G.T. n'est que le représentant officieux, disait donc : « la grève c'est l'arme des trusts, travaillez d'abord, revendiquez ensuite ». Il faut dire que le P.C.F. était au pouvoir. Suivre les syndicats dans une grève, c'est confier la tête du mouvement à des bureaucrates qui ont des intérêts contradictoires avec ceux des travailleurs.

Espérer que les syndicats vous sortiront de la misère actuelle, c'est penser qu'on peut attendre quelque chose des chefs et des élus.

Il est temps de vivre en hommes et de prendre votre sort en main.

Ce qui se passe aux G.L., à savoir la trahison des syndicats. Cela se passe ailleurs aussi, et pas seulement en France. Aux U.S.A. ainsi qu'en U.R.S.S. où ils sont chargés de superviser le rendement. Pour l'instant nous ne sommes pas nombreux à comprendre cela, mais il fallait voir le nombre de grévistes lors des derniers mouvements, pour voir que beaucoup ne font plus confiance aux syndicats pour obtenir satisfaction. Ils n'ont donc pas fait grève.

Face à ces faits, il ne reste plus qu'à faire la grève, non seulement contre le patron, mais aussi contre les syndicats.

VIVE LA GREVE SAUVAGE AVEC OCCUPATION DES LOCAUX !

Nous ne sommes ni anarchistes, ni trotskystes, ni maoïstes, simplement nous en AVONS MARRE D'AVOIR LES MIETTES DU GATEAU, et voulons le gâteau tout entier. MARRE AUSSI D'ETRE TRAHIS PAR LES BUREAUCRATES SYNDICAUX.

A BAS LES SYNDICATS - VIVE LA GREVE !

DE MEMES LUTTES

21 SEPTEMBRE 1970 :

Castres - Usine Cornac - Filiale de Renault

L'agitation dans l'usine commence le 7 septembre à la suite d'une mutation avec déclassement. Elle se poursuit jusqu'à la grève totale pour une augmentation uni-

forme de 0,40, le 21 septembre. Et spontanée. Mais la C.G.T. veille. La C.G.T. donne le mot d'ordre de reprise le 12-10-70 avec... 3 % hiérarchisés...

A Billancourt, c'est le 15 octobre que groupuscules et syndicats commencent à en parler.

24 SEPTEMBRE 1970 :

St-Brieuc - Sambre et Meuse - Métallurgie

Spontanément 450 horaires se mettent en grève pour :
— 0,50 de l'heure *uniforme* pour tous
— nouvelle grille de salaires, mensualisation, prime de déplacement
— retraite à 60 ans.

Ce sont les jeunes qui sont les plus actifs. La grève dure jusqu'au 18-10 ; à plusieurs reprises des proposi-

tions patronales sont rejetées.

La reprise du travail se fait sur la base de :

— 0,30 *uniforme* au 1-9-70 et 0,10 de plus dans 3 mois

— prime mensuelle de transport de 12 F et prime de poste de 0,04 par heure.

(l'augmentation totale est de 14,50 % en 1970)

30 SEPTEMBRE 1970 :

Centre National d'Etudes Spatial (C.N.E.S.)

Plus de 4 semaines de grève au tour du transfert de Brétigny à Toulouse et pour les salaires. Un comité de grève a mené la lutte et discuté avec la direction ;

toutes les décisions ont été prises par l'Assemblée générale des grévistes (ingénieurs et techniciens). Les syndicats semblent avoir été écartés de leur rôle habituel

1er OCTOBRE 1970 :

Pont-de-Buis à Quimper (constructions téléphoniques de Bretagne - C.T.B.)

A partir du 1er octobre, grève de 250 employées (moyenne d'âge 22 ans). Elles sont payées au S.M.I.G. (3,50 F), alors que les usines du même groupe DUPAEPE de la région paient 4,60 F pour le même travail.

Déclaration du P.D.G. dans « Le Télégramme » (Brest 13-10-70) :

« Si nous sommes venus nous installer ici, c'est que nous savions que nous aurions trouvé de la main d'œuvre en quantité suffisante et que, de ce fait, nous pourrions pratiquer une politique de bas salaire ».

Reprise du travail le 28-10-70 avec 0,15 au 1-10-70 et 0,10 le 1-1-71.

15 OCTOBRE 1970 :

Montbrison

Occupation de l'usine de matériel de sidérurgie et de mécanique générale par les 300 ouvriers — pour les salaires.

22 OCTOBRE 1970 :

Tunis

800 cheminots des ateliers SIDI-FATHALLAH le plus grand centre tunisien de réparations, se sont mis en grève pour une nouvelle grille de salaires et un statut.

Dès le début de la grève, « l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens » (U.G.T.T.), syndicat unique, a désavoué « l'action subversive des éléments perturbateurs »... « hostiles au mouvement syndical » et qui

« nuisent à l'intérêt des travailleurs et à l'économie nationale ».

Les grévistes ont occupé les ateliers et tenté de bloquer une voie ferrée. La police a brisé la grève et « un certain nombre de meneurs » sont en prison. Après cela, les ateliers ont été progressivement ouverts, le 27-10-70.

22 OCTOBRE 1970 :

S.N.I.A.S. (Aérospatiale)

La signature d'un accord d'entreprise national, le 21 octobre par F.O., C.F.T.C., C.G.C., alors que des grèves se déroulaient à Toulouse, a entraîné des bagarres dans une des usines de cette ville. La C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont pas signé l'accord et soutenaient les

débrayages. Mais ils semblent avoir été débordés par les ouvriers qui ont cassé la gueule à des délégués F.O. et ont saccagé les bureaux de la direction et ceux du syndicat.

28 OCTOBRE 1970 :

Hollande

Les dockers de ROTTERDAM avaient été les premiers en août à déclencher des grèves sauvages qui s'étaient étendues à toute la HOLLANDE (voir I.C.O. n° 97-98 et 99). Syndicats et patronat viennent de renouveler

le contrat collectif pour tous les dockers de ROTTERDAM (14.000) et d'AMSTERDAM (4.000).

Augmentation de 1.100 florins (165.000 A.F.) par an.

2 NOVEMBRE 1970 :

Hurel-Dubois - usine aéronautique - Meudon

750 ouvriers occupent l'usine pour revendiquer l'augmentation accordée aux seuls temporaires.

Ils ont repris le travail le 5, en partie satisfaits.

13 NOVEMBRE 1970 :

Grève sauvage à Citroën-Bruxelles

(tract de La Base, Comité d'Action Citroën)

Dans la banlieue de BRUXELLES, à FOREST, une usine regroupe 1.200 à 1.300 travailleurs, dont une grosse majorité d'immigrés.

Il y a 650 à 700 ouvriers productifs.

Avertis par un camarade de Bruxelles que ces travailleurs étaient en grève sauvage depuis le vendredi 6 novembre, des camarades du comité d'action sont allés discuter avec des grévistes.

D'après ces derniers, et en résumé :

Fin 69, une grève sauvage avait déjà eu lieu. Nous en avons parlé à l'époque.

Depuis les ouvriers ont mené une lutte constante contre les cadences.

La Direction a amené de Paris des chefs et des chronos

Récemment, les travailleurs ont présenté aux syndicats leurs revendications ; en gros : diminution des cadences ; 13ème mois ; pas de classifications salariales qui divisent les ouvriers et font le jeu des patrons.

Réponse des syndicats après entrevue avec la direction : une classification et une prime de fin d'année.

Les travailleurs arrêtent immédiatement le travail, le vendredi 6 novembre et la lutte se renforce le lundi. La totalité des ouvriers restent devant leur machine sans travailler.

Le mardi 10 novembre, la maîtrise empêche une trentaine d'ouvriers, considérés par elle comme meneurs, de rentrer. Au cours de la journée, une vingtaine d'autres sont vidés. Quelques uns qui sont sortis sont suspectés d'avoir établi des liaisons avec les licenciés ;

on les empêche de gagner leur vestiaire et ils doivent se rhabiller dans la rue.

Les travailleurs ont déjoué plusieurs tentatives de la Direction :

— des flics en salopette ont été reconnus dès qu'on leur a demandé le nombre de voitures produites sur leur chaîne ;

— les travailleurs algériens, marocains, tunisiens, turcs se sont vus proposer par la direction qu'il n'y aurait pas de types de leur nationalité licenciés s'ils reprenaient le travail : refus unanime et catégorique.

Le mercredi était férié en Belgique comme en France.

Le jeudi à 7 heures, les flics sont devant la porte, faisant entrer une personne à la fois. Un certain nombre de travailleurs se regroupent devant la porte. Les flics annoncent que les français, venus de France pour travailler, peuvent entrer.

Les cris de « SOLIDARITE » éclatent ; les flics cignent ; une vingtaine d'arrestations dont au moins 7 ouvriers.

Un nouveau tri s'effectue ; une soixantaine de travailleurs sont vidés. Les licenciés vont se réunir au syndicat socialiste avec le secrétaire général du syndicat chrétien de la région. Le syndicat refuse de reconnaître la grève et recommande aux licenciés de s'inscrire au service de l'emploi.

Au cours de la discussion, les camarades nous ont raconté que :

— le délégué principal C.S.C. (syndicat chrétien) est contremaître ;

— un délégué F.G.T.B. (syndicat socialiste gouvernemental) est aussi contremaître ;

— tous les autres délégués sont au moins surveillants ;

— lors d'une récente grève des travailleurs de MICHELIN, les ouvriers de CITROEN ont refusé de décharger les camions venant de France et de Hollande et livrant des pneus à l'usine.

L'usine de Bruxelles-Forest monte des camionnettes

2 CV vieux modèles, 3 CV et méharis. La production journalière est de 225 2 CV, 3 CV et 52 méharis. Les tôles brutes de presse viennent de la région parisienne par camions Paris-Aquitaine. La mécanique sort probablement des usines de Rennes.

Les camarades de Bruxelles pensent qu'une solidarité des usines produisant des pièces détachées pour l'usine de BRUXELLES accroîtrait les chances de réussite de leur mouvement.

La vie quotidienne dans les boîtes et ailleurs

d'un camarade du midi :

La situation économique de la France n'est pas brillante, c'est bel et bien une récession. On comprend mieux pourquoi Pompidou a accepté les offres des Russes, surtout lorsque les U.S.A. parlent de mesures protectionnistes. On est loin de l'expansion à la japonaise dont parlaient certains pontes de la C.N.P.F. Pas marquant tout ça si le chômage s'aggrave. C'est un sacré frein aux luttes ouvrières, une fois passées les escar-

mouches contre les licenciements... Quand la production industrielle ne suit pas au moins l'accroissement de la population (environ 2 %) auquel devrait s'ajouter le gain de productivité annuellement supérieur à ce chiffre, c'est que, malgré et à cause des investissements, l'appareil productif est loin de tourner à plein rendement.

Une vallée des Vosges - L'usine Boussac ferme : 876 ouvriers licenciés

Deux villages : Fraize et Plainfaing. Deux villages pour Boussac. 500 F par mois environ. Le 13 septembre, tous apprennent leur licenciement dans le journal.

C'est l'explosion libératrice : ils cassent la gueule au député-maire U.D.R., ils veulent marcher sur St-Dié, barrer les routes.

Toute la répression se mobilise : le secrétaire général de l'U.D.-C.G.T., la gendarmerie, le spécialiste patronal des licenciements. Quelques « gauchistes de la Ligue Communistes embarqués ».

« On ne leur a rien demandé à ceux-là. Pas de poli-

tique ici. On n'a pas besoin d'eux pour savoir lutter ». (de vieux ouvriers)

Tout est canalisé sur la résignation :

« Je travaille depuis 18 ans à Noiregoutte. Je gagne 450 F parmois et mon mari 100 F de plus à la filature de Fraize. ...Après, il faudra partir ailleurs. Où ? Je n'en sais rien. »

(une ouvrière de 32 ans)

Une « victoire » des pourparlers C.G.T. : les licenciements reportés du 15 janvier au 15 mars.

d'un camarade des Ardennes :

L'usine PIED-SELLE de FUMAY employant actuellement plus de 500 ouvriers, doit se reconvertir prochainement et abandonner la fabrication des appareils électro-ménagers, pour le travail du cuivre (fil, etc...). Le nombre d'ouvriers devant passer de 150-200 environ, l'entreprise emploie divers procédés afin d'éviter un licenciement massif :

- augmentation des cadences (ce qui provoque un fort déchet sur les pièces)
- transformation des horaires sans nécessité (ex. une équipe de 16 à 24 h.)

- changement de poste des ouvriers
- suppression des heures supplémentaires et diminution de l'horaire normal d'où diminution de salaire importante
- réflexions désagréables des cadres, contremaîtres chefs d'équipe, sur les capacités de tel ou tel.

Aucune réaction d'ensemble à de telles mesures, certains cherchent du travail ailleurs et s'en vont, d'autres se résignent espérant rester dans la boîte reconvertie.

A Lille

Le 17 octobre, 2.500 ouvriers de la Cotonnière de Fives (3 usines du groupe Boussac) sont en grève à l'annonce de licenciements massifs (plus de 1.000).

Du Livre Parisien (journal de la Fédération Syndicale du Livre CGT) (octobre 1970)

« Commission rotativiste du 4 septembre 1970...

Laurancy : A l'entreprise Seguin, une altercation assez violente a eu lieu entre un conducteur, un délégué le camarade Noël, au cours de laquelle ce dernier a tenu des propos menaçants à l'adresse du responsable syndical. De plus, le camarade Noël a pris certaines libertés dans le domaine de l'assiduité au travail et a refusé d'exécuter les ordres que lui intimait son conducteur pour accomplir une fonction qui relevait du poste qu'il occupait dans l'équipe.

Le Secrétariat juge que ce cas doit être examiné par la C.R.

La sanction infligée par la C.R. du syndicat C.G.T. (dans la presse, c'est le bureau du personnel) a été de placer le « camarade Noël » (démisionnaire du parti après la Tchécoslovaquie) en « permanence ». C'est-à-dire qu'il n'a pas de boulot fixe et que chaque jour il doit se pointer à 14 h à un bistrot où le « placeur » du syndicat C.G.T. l'envoie là où un patron demande un ouvrier...

DIEU RECONNAITRA LES SIENS

« Ayant appris la mort du général de Gaulle, je tiens... à rendre mes hommages sincères au défunt, combattant inflexible contre l'agression fasciste et pour la sauvegarde de l'indépendance nationale de la France »

MAO.

(Le Monde du 13-11-70)

Le président Mao s'est rendu mercredi à l'ambassade de France à Pékin pour y fleurir le portrait du général... Le gouvernement chinois a ordonné la mise en berne des drapeaux... pendant deux jours.

« Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids qu'une montagne, mais se dépenser au service

des fascistes et mourir pour les exploiter et les oppresseurs a moins de poids qu'une plume »

MAO.

(cité dans un tract par les Maos de Renault)

Du même tract diffusé à Billancourt :

« On ne nous fera pas pleurer la mort d'un assassin... De Gaulle n'était pas un résistant, c'était l'homme de la bourgeoisie dans le camp de la Résistance populaire... Alors, si en plus, on essaie de nous faire faire 5 minutes de silence pour cet assassin, ça va faire du bruit »

Les MAOS de chez Renault.

LA MORT D'UN CHEF

Ce mardi matin, on n'a rien foutu dans le bureau : on avait mis une photo de journal au mur et on a joué aux fléchettes. Tout le monde se téléphonait : le central a été bloqué pendant des heures.

Dans l'atelier, ça a été la rigolade pendant demi-heure ; des dessins circulaient.

Vous avez du pot : là où je bosse, c'est farci d'anciens de la résistance ; une fille a éclaté en sanglots ; une autre a fait le signe de la croix. Il y a eu des engueulades : Ben quoi, il avait sauvé la France. Les gaullistes plus nombreux ont imposé leur truc.

Si c'est l'inverse, les gaullistes écrasent.

« On ne rigole pas avec les morts ». « Alors, et Hitler, et Staline, une minute de silence... » « C'est pas pareil... et je discute pas ».

Au bistrot, on s'y met à plusieurs pour chamberer, parce qu'on en a marre. C'est le silence autour. Ça fait ça partout ; on n'est pas en force contre la connerie.

Dans le centre E.D.F., c'est le délégué C.G.T. qui est venu nous dire que ça vaudrait le coup de prendre la demi-journée « pour aller à... ». Un éclat de rire général, il a remballé tout de suite.

A l'usine, les gars en profiteraient bien de la demi-journée. Toujours ça de pris. Mais c'est le délégué C.F.D.T. qui ramène sa morale « On a lutté contre ce gars là ». « Toi, ton orgueil te perdra ».

Il faut lire — ordre de Guichard — une page des Mémoires aux élèves. Le directeur communiste (municipalité aussi) donne la feuille aux profs, d'un air goguenard, sans rien dire. La plupart des profs n'exécutent pas. Fallait voir d'ailleurs, à la télé, les momes qui bayaient au plafond devant la prose indigeste. Complètement décontractés, pas dans l'émotion du moment, à vous dégoûter d'avoir une position de principe : le refus.

Au lycée, je me suis fait vider de la classe parce que j'avais lancé une rime malsonnante dans une chute de phrase bien tombée. « Tu ne respectes rien... ».

Dans le village, les paysans rigolent.

A Colombey, devant la télé, les anciens combattants regrettent : « le 11 novembre, il ne sera pas avec nous... Il ne viendra pas boire le coup avec nous... Il ne nous glissera pas la pièce comme tous les ans ».

Pour être vacataire et contractuels

Dans certaines administrations, maintenant, les flics mènent l'enquête ; ça dure au moins trois semaines. Depuis juillet dernier. Si on a été fiché au cours d'une manif, adieu le boulot.

Ça existait déjà dans certains boulots rattachés plus ou moins à la défense nationale, mais, ça tend à se généraliser.

On vient de loin

...de Nantes pour tout dire. Un paquet de 20 postiers C.F.D.T. qui, descendus au bistrot en face la poste centrale, demandent qu'on appelle le chef syndical. Lequel apparaît bien décontracté... Alors, cette réunion

confédérale annoncée depuis 2 mois, ça vient ? Et quand ? « J'avais oublié... ». Vous en faites pas les gars, ça va s'arranger... Allez, c'est moi qui paie le pot...

R.A.T.P. - Métro ligne 12

Un responsable C.G.T. est passé à F.O. Avec une « lettre à la section syndicale C.G.T. ligne 12 ».

Cela vaut une mise au point de la C.G.T., avec cette phrase :

« ...quelles que soient leurs opinions sur tel ou tel problème, considèrent qu'avant tout l'essentiel est de maintenir la puissance et la cohésion de la C.G.T.... ».

RENAULT-BILLANCOURT

DREYFUS a envoyé à chacun une « information au personnel » pour nous expliquer que la Division du Matériel Agricole au Mans (D.M.A.) devait réduire son activité (25 % de vente en moins par rapport à 1969) et que l'avenir était très noir.

Quel but la direction poursuit-elle avec une telle lettre individuelle ?

Les premières mesures qui ont été prises ont été de muter 200 ouvriers de la Division Agricole à la Division Automobiles.

Pour les autres, ce sera une réduction d'horaires sous

la forme d'une journée chômée par semaine, indemnisée à 50 %.

Et ce brave homme de nous expliquer que c'est à la dernière extrémité qu'il en est arrivé là. Et de citer trois autres boîtes de matériel agricole du Mans qui ont licencié et ont appliqué ensuite un horaire de 36 ou 40 heures.

Le but poursuivi, personne ne s'y trompe. C'est la mise en condition des ouvriers : pas de revendications, pas d'indiscipline. Et la maîtrise est là pour foutre des sanctions ; c'est la meilleure façon pour réduire le personnel.

AUBENCHEUL-au-BOIS (Aisne)

- petite commune rurale de l'arrondissement de ST-QUENTIN
- une institutrice remplaçante nommée le 10-9-1970
- la commune engage des dépenses pour le logement
- l'institutrice également
- le 16 octobre, celle-ci est avisée de sa mutation pour une commune située à plus de 50 km
- elle sera remplacée, non par un titulaire, mais par un normalien en stage
- le même jour, réunion de la municipalité et des parents d'élèves
- décision à l'unanimité de grève illimitée, en l'occurrence refus d'envoyer les enfants à l'école jusqu'au retour de la jeune fille

- l'Académie avisée, revient sur sa décision dès le lendemain
- les enfants restent chez eux jusqu'au retour de l'enseignante
- huit jours plus tard, elle réintègre sa classe, les enfants également.

QUELQUES REMARQUES :

- il s'agit d'une suppléante, mais qui ne remplaçait personne, le poste étant libre
- l'administration a été mise en échec ; un musicien jouant faux, la valse des remplaçants s'est muée en entr'acte
- il n'existe pas d'association de parents d'élèves dans ce village, ce qui expliquerait peut-être le résultat !

Extraits du Rapport Montjoie préparatoire au VIème Plan

« ...le groupe de travail souhaite insister davantage sur un troisième facteur, qui lui paraît de loin le plus important... il s'agit de l'influence du système d'éducation sur les mentalités. Il faut d'abord remarquer que la mission industrielle de l'appareil éducatif (sic) bien loin de se réduire à la formation et, éventuellement, au recyclage des cadres, concerne en fait, l'ensemble de la nation, car c'est la société tout entière qu'il s'agit de rendre apte aux exigences du développement industriel moderne. »

« Le groupe souligne également que les méthodes d'enseignement sont encore trop souvent coupées de la vie fondées sur la passivité et la mémoire de l'élève et sur l'autorité du professeur, et sanctionnées presque exclusivement par des notes et des classements individuels ; c'est ainsi que de nombreux futurs cadres dirigeants du pays, peuvent sortir d'une grande école ou de l'université vers l'âge de 25 ans, sans jamais avoir eu à faire de choix personnel, ni à prendre de contacts avec la vie

industrielle, ni à s'habituer au travail en équipe.

Le groupe préconise que soient développées, dès l'école les attitudes et les mentalités exigées par l'activité industrielle : le goût de l'initiative, la curiosité intellectuelle, l'habitude d'un travail réalisé en équipe en un objectif précis, l'aptitude à remplir une fonction déterminée dans une organisation d'ensemble, le sens des responsabilités ».

QUELQUES REMARQUES :

- j'ai piqué cette citation dans l'Ecole Emancipée n° 4 (p. 27) où elle était reproduite.
- les pédagogues qui cherchent et qui expérimentent, ne rejettent pas du tout pour autant les techniques qui permettent un enseignement libertaire ; simplement cette citation montre qu'un même outil peut servir deux conceptions... et deux classes !

KIRUNA :

Ce ci complète les articles déjà publiés à ce sujet (voir I.C.O. n° 91-92 et 97-98).

« Je suis parti en été en LAPONIE et suis passé par KIRUNA. Ce qui est frappant, c'est l'impressionangoissante que ces villes laissent (MALMBERGET, JUK-

KAS-JAVI, KIRUNA, etc...) des cités modernes, propres, aseptisées, etc... avec des maisons bourgeoises (la bourgeoisie vivant sur les mines) et autour, à des kilomètres à la ronde, des espèces de hameaux miséreux et clairsemés, de faubourgs paumés dans la toundra, avec des bicoques comme des cubes, aucune vie, aucun espace social, des bicoques posées les unes à côté des autres, à côté des campements lapons, et les prolos allant à vélo ou en bagnole au boulot. J'ai vu KIRUNA un dimanche matin : on n'y a vu juste qu'une femme sortant d'un taxi, et entrant, gants blancs et tout le truc, dans le temple pour assister au culte. On a la sensation que tout appartient à la L.K.A.B., rues, magasins, temple, etc... D'ailleurs, la L.K.A.B. veille à la pureté des âmes de ses « mineurs » et de ses lapons (généralement « intégrés » plus ou moins de force par le gouvernement suédois, et quittant le nomadisme pour aller bosser, ce qui procure une main-d'œuvre peu exigeante et docile en général, du moins à la première génération) puisqu'elle fait des dons aux églises, exemple ce tryptique offert à un temple de JUKKASJAVI, à quelques kilomètres de KIRUNA, et qui lui a coûté une fortune, représentant des scènes religieuses du prosélytisme le plus abêtissant et répugnant. La L.K.A.B. c'est

la police, le représentant de Dieu, le donneur de travail et d'ennui, le Pouvoir. Quant aux ouvriers, ils sont vraiment isolés du reste de la SUEDE, et entre eux : aucune place publique, aucune rue (sauf bien sûr dans la cité bourgeoise), aucun endroit où se rencontrer, si ce n'est la mine ! Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Quant à leur vie, elle est la plus triste de toutes les vies de prolos scandinaves (rien que l'hiver, ça doit pas être marrant à KIRUNA, déjà que l'été ça ne l'est pas !) et en même temps, c'est là que tout est le plus cher (les produits augmentent d'autant plus qu'on monte dans le Nord). A part ça, j'ai eu l'impression que rien ne se passait, mais je n'ai pas eu le temps d'approfondir ».

Dans le n° 97-98 d'I.C.O., page 17, nous avons rassemblé sous ce même titre, plusieurs articles faisant ressortir les différentes méthodes d'intervention de groupes politiques ou de groupes d'entreprises.

Des camarades d'I.C.O. ont également abordé ce même problème sous des angles différents.

UN CAMARADE DE PARIS écrit :

« L'anti-gauchisme en soi ne me dit rien qui vaille et je peux lire dans I.C.O. plus d'une formule à ce sujet qui me semblait manifester un esprit de chamaillerie lié à un sectarisme très satisfait de soi. La critique du gauchisme — légal ou casseur — est déjà contenue dans celle des formes traditionnelles d'organisations ;

qu'elle se fasse dans le bulletin, rien de plus souhaitable. Cependant, un document implicitement critique, mais aussi mesuré et nuancé dans cette critique que celui de NOREV (voir I.C.O. n° 97-98, page 18) est, je crois, préférable aux déclarations hargneuses ».

UN CAMARADE DE LYON aborde le problème de l'intervention des groupes de cette façon :

« Vous dites que « l'action d'un groupe doit principalement consister à faire tout, dans la mesure de ses moyens pour que l'autonomie puisse prendre toute sa dimension dans le conflit incessant avec le capitalisme, etc... » (voir éditorial du n° 97-98, page 3).

« Mais oui, et c'est bien joli. Mais comment ? sur quelles bases ? de quelle façon ? Cela vous ne le précisez jamais, cela reste un vœu pieux ; par exemple,

les marxistes-léninistes aussi peuvent le dire. Vous évitez encore une fois le problème. C'est un point qu'il me semblerait intéressant de commencer à discuter réellement. C'est-à-dire comment faites-vous ? Que faites-vous dans les boîtes ? Quelles luttes y menez-vous ? Quelles actions de groupe y menez-vous ? Comment éviter d'être dirigiste ou manipulateur tout en « faisant tout » pour que la classe ouvrière... »

Nous pensons que la seule réponse à ce camarade est précisément dans les exemples que nous avons déjà cités ou que nous citons maintenant, relatant comment se produit concrètement l'intervention des groupes ou des camarades dans les entreprises. Ce n'est pas tant une discussion qui peut amener à déterminer ce qu'un groupe peut faire dans cette perspective, mais au contraire c'est la pratique dans tel ou tel groupe et la critique de cette pratique qui peut amener à montrer ce qui est fait, et à essayer de formuler ce qui pourrait être fait.

Les articles qui suivent peuvent être reliés à ceux déjà publiés dans le bulletin précédent. L'un relate l'intervention d'un groupe marxiste-léniniste dans une usine de la banlieue de ROUEN et peut être rapproché à ce titre du texte déjà cité sur une boîte de LYON : NOREV.

L'autre constitue le développement de ce qui a été antérieurement exposé sous le titre « Assurances Générales de France ».

Le troisième est extrait d'un bulletin « Information Ouvrière Grenobloise » dont le premier numéro définit les objectifs de sa publication :

— d'abord combler le vide des directions syndicales en matière d'information sur les luttes existantes ;

— faire apparaître aux yeux de tous les travailleurs, la position et les réflexions des travailleurs eux-mêmes à l'égard de leur luttes souvent en opposition avec celle des dirigeants syndicaux ;

— la lecture du déroulement des luttes passées doit inciter les travailleurs (tous les travailleurs) à réfléchir sur la manière dont les patrons et les responsables syndicaux conduisent la lutte (leurs attitudes lors des différentes phases de la grève par exemple). Il est important de comprendre le caractère général et répétitif de leurs comportements.

— la compréhension par tous des rapports sociaux dans nos luttes devra nous inciter plus nombreux à devenir tous des responsables, à diriger nous-mêmes nos luttes en connaissant les tenants et les aboutissants de nos actions.

— enfin, ce bulletin cherche à provoquer, et exprime, une volonté de *liaison et de solidarité* entre les travailleurs des différentes usines qui désirent avec nous chercher les moyens de progresser pour dépasser la situation sociale actuelle.

(Les camarades qui désirent entrer en contact avec l'un des groupes cités, écrivent à I.C.O.)

Il serait souhaitable que les camarades apportent dans cette discussion, à la fois leur expérience des boîtes et la critique de ce qui peut être publié ici. Avec comme perspective d'essayer de cerner qu'elle peut être la pratique actuelle d'un groupe sur le plan des boîtes.

L'INTERVENTION d'un GROUPE de MAOISTES dans une LUTTE

BAROCLEM (usine de Grand Quevilly - Banlieue de Rouen - environ 500 ouvriers)

En septembre 70, une grève, déclenchée par les syndicats (C.G.T. et C.F.D.T.), touche la totalité de la boîte pendant deux ou trois jours : elle cesse sur une augmentation de salaires.

Immédiatement, une réorganisation des horaires est mise en place par la direction. A l'atelier de la fonderie de plomb, cela se traduit par une perte de salaire qui peut atteindre 10 à 15.000 Francs par mois. Il faut dire que cet atelier comporte 20 ouvriers : 18 noirs africains, un italien et un portugais. Ils sont mieux payés que les autres ouvriers du reste de l'usine, mais n'ont aucune protection contre les manipulations de plomb (pas de contrôle médical depuis un an, pas de lait, etc...). Cependant, la plupart travaillent dans cet atelier depuis plus de 4 ans.

Dès l'annonce de la réorganisation qui réduit leurs salaires, les 20 ouvriers de la fonderie se mettent en grève. Le délégué C.G.T. se pointe tout de suite dans l'atelier et explique qu'il faut discuter, qu'il est inutile de se mettre en grève, etc... Les ouvriers continuent, mais sont immédiatement licenciés par la direction. Ils refusent de prendre leur compte et de quitter l'usine. Le patron appelle alors les flics pour les faire évacuer ; ils quittent l'usine au moment où ceux-ci arrivent, de sorte qu'il ne se passe rien.

Des maoïstes de la Gauche Proletarienne essaient de s'implanter à Rouen depuis le début de l'année ; venus de Paris, ils sont entrés en contact avec des groupes autonomes existant antérieurement dans la région de Rouen ; ils ont fait leur entrée dans les foyers de travailleurs étrangers et c'est par ce canal qu'ils prennent connaissance de ce qui se passe à Barroclem. Ils prennent aussitôt contact avec les 20 ouvriers licenciés et leur expliquent qu'ils doivent se battre et essayer d'entraîner les autres ouvriers de l'usine dans leur lutte. A ce moment, ils ne sont plus que 18, les noirs seuls, l'italien et le portugais ayant pris leur compte définitivement. Pour gonfler les gars, ils leur font miroiter le soutien du Secours Rouge (auquel ils participent avec la Ligue Communiste, le P.S.U. et divers groupes isolés).

Dans la nuit du mardi au mercredi, des noirs et des maos de la G.P. entrent dans l'usine et mettent partout des inscriptions du style « patron assassin », mais

aussi « lisez la Cause du Peuple ». Le mercredi matin, 5 seulement des noirs sont dans le piquet de grève accompagnés de maoïstes. Ils appellent les ouvriers qui rentrent à se mettre en grève par solidarité. Ceux-ci sont à la fois d'accord et méfiants : les slogans sur la Cause du Peuple les indisposent ; vis à vis des maoïstes qui accompagnent les noirs, ils demandent : « qui sont ces mecs ? ». Avant de faire quoi que ce soit, ils veulent voir Coulon, qui est délégué C.F.D.T., très populaire parmi les ouvriers de l'usine. Celui-ci arrive et demande à tous d'attendre midi car il doit y avoir une entrevue entre le patron et l'Inspecteur du travail. Cette entrevue n'a pas lieu et Coulon ressort pour dire qu'il faut au moins une journée pour parcourir l'usine et expliquer l'affaire à tous ; cela amènerait à débrayer le vendredi, ce qui tactiquement serait mauvais ; dans ces conditions, il vaut mieux attendre le lundi.

Entre temps, et avant que Coulon ne vienne, deux ouvrières étaient sorties en courant pour expliquer que les délégués de la C.G.T. venaient pour provoquer des bagarres et amener la police à intervenir. Effectivement quelques moments plus tard, des délégués C.G.T. sortent et commencent à injurier ceux qui attendent dehors ; la venue de Coulon seule les amène à se retirer.

Dans l'après-midi, pendant quatre heures, les discussions se poursuivent entre les noirs et les maoïstes dans un bistrot. Cette fois leur bluff est encore plus grand : le Secours Rouge va entrer en action, tout Rouen va être informé et les soutenir. On entend des phrases du genre (les maoïstes se substituant aux noirs) « on va gagner parce qu'on est tous unis », au moment où ils ne sont même plus 18 sur 500, parce que certains des 18 commencent à avoir des réticences. Des tracts continuent à être distribués appelant à la solidarité.

Le vendredi, il y a de nouveau un piquet avec 6 ou 7 noirs et les maoïstes. Mais le lundi matin, les maos y sont seuls : cela fait le plus mauvais effet sur les ouvriers de l'usine. En même temps le groupe des 18 commence à se disloquer : 7 ou 8 d'entre eux ont pris leur compte et sont partis. Un autre s'avère un mouchard qui téléphone chaque jour au patron pour lui faire part des projets et des discussions (il sera sans doute réembauché). Les ouvriers expriment toujours

leur sympathie mais rentrent dans l'usine. Toute la matinée Coulon parcourt l'usine, atelier par atelier, pour tenter d'expliquer et de mobiliser ; les délégués de la C.G.T. passent derrière lui pour tout démolir ; un bonze de l'Union Locale C.G.T. s'est même déplacé pour la circonstance. Ils viennent s'adresser aux noirs qui sont à la porte avec les arguments les plus réactionnaires. « Si t'es pas heureux ici, tu n'as qu'à aller travailler ailleurs ». « Ils n'ont qu'à suivre les propositions du patron et reprendre sans augmentation ». « Ce sont des bons noirs, mais entraînés par les méchants maos »... Tout cela finit par une engueulade sérieuse à la porte entre bonzes C.G.T. et maos. Le délégué C.F.D.T., Coulon, est débordé, démoralisé ; lui-même subit la pression du patron : celui-ci lui propose un chantage : faire rentrer les noirs sans augmentation et il aurait une promotion, soit continuer à soutenir la grève et être licencié. Finalement les délégués rentrent dans

l'usine et il ne reste plus à la porte que les maos et les noirs. Ceux-ci comprennent que c'est foutu et commencent à se retirer. Les maos courent après, en rattachent 2 ou 3 pour un jour ou deux.

Le patron a déjà commencé à réembaucher des fondeurs, par des annonces locales : à un tarif supérieur à celui des noirs. Manifestement, il ne veut pas réembaucher les noirs contaminés par les maos.

Ceux-ci sont persuadés qu'ils ont fait un excellent travail. Pourtant, leur échec est d'autant plus grand que la C.G.T., si elle dispose d'un certain pouvoir, rencontre une grande méfiance chez les ouvriers et que ceux-ci étaient disposés à lutter pour soutenir les licenciés. Leur repli peut seulement s'expliquer par l'hostilité que l'intervention tapageuse des maos — soucieux avant tout de leur propagande — a déclenchée.

ASSURANCES GENERALES DE FRANCE

Dans le n° 97-98, page 22, nous avons publié le texte d'un tract des A.G.F., second trust nationalisé des assurances en FRANCE. Un groupe d'employés, sous l'étiquette de Comité de Liaison A.G.F., en avait discuté, l'avait fait imprimer à ses frais et l'avait diffusé dans les principales boîtes d'assurances, en septembre. Une telle diffusion est relativement facile en raison de la concentration des compagnies d'assurances dans un quartier bien défini de Paris.

Le Comité de Liaison A.G.F. c'était déjà à ce moment, plus que des employés A.G.F. : essentiellement des jeunes travaillant dans l'assurance, la banque, etc. certains en contact avec le comité d'action Citroën, discutant « boîte », mais aussi de tous les problèmes, même les plus généraux, sans aucune exclusive.

Après la diffusion de ce tract, les contacts s'élargissent :

— à d'autres employés du groupe A.G.F., parmi eux des syndiqués (notamment à F.O.) ou appartenant à Lutte Ouvrière (trotskiste) qui avaient après mai 68 délaissé le comité de liaison pour suivre la route de leurs organisations.

— des employés d'autres boîtes d'assurances, mais là aussi certains employés plus ou moins politisés (influence marxiste-léniniste ou anarcho-syndicaliste).

Les réactions immédiates à la diffusion du tract furent celles des syndicats. La plus violente vint de la C.F.D.T. On eut droit à une colonne entière de FLASH A.G.F. (organe d'information C.F.D.T. des A.G.F.). Il faut dire que deux responsables nationaux C.F.D.T. Assurances sont permanents syndicaux aux A.G.F. :

« La campagne de mensonge et de diffamation s'amplifie : ...les organisations syndicales ne sont pas tombées dans le piège tendu par X... et ses gauchos » et elles ont bien fait de mettre toute leur autorité dans la balance pour que le calme revienne.

« ...Les vacances aidant, nous aurions pu espérer que l'agressivité malade de ces activistes se serait calmée

« Eh bien, non ! Depuis quelques jours la campagne de diffamation et de mensonge prend une tournure sans précédent et avec des moyens dont l'importance nous amène à nous poser quelques questions l...

« En effet, le pseudo « groupe de liaison des A.G.F. » dirigé par X... en personne, aidé en cela pour les tâches secondaires par quelques adulateurs, a édité à grands frais une plaquette... en cours de distribution dans la profession.

« ...Les organisations syndicales n'ont pas encore pris position sur cette grave affaire de discrédit et d'at-

« teinte à la moralité et à la dignité de leurs responsables ».

« Néanmoins, nous pouvons dire que notre patience peut connaître des limites. La mansuétude que nous avons manifestée envers ces individus et que certains considèrent comme de la faiblesse, ne durera peut-être pas toujours.

« Nous ne laisserons pas éternellement salir et démolir nos militants. L'on verra bien à ce moment là si les complaisances, voire les protections, pour ne pas dire l'immunité dont bénéficie en haut lieu le trublion X..., lui seront toujours acquises.

« C'est un simple avertissement, dont il serait bon qu'ils tiennent compte. »

La réaction de F.O. fut du même genre, sur le thème « vendus au patron » ; mais ses dirigeants nous firent discrètement savoir qu'à l'occasion, ils nous casseraient la gueule (ce qui prenait tout son poids quand on sait qu'un des responsables F.O. l'est aussi de la section karaté des œuvres sociales du comité d'entreprise). Quant à la C.G.T., rien, si ce n'est le bruit que faute d'adhérents et de fric, le syndicat C.G.T. assurances ne pouvait répondre par tract. Aussi une campagne menée dans toutes les sections syndicales C.G.T. sur les thèmes réservés aux hérésies gauchistes.

Tout cela ne représente pas d'autre intérêt que de montrer que les réactions des syndicats, et notamment de la C.F.D.T. gauchiste (un de ses leaders aux A.G.F. est militant au P.S.U.) étaient exactement identiques.

Une autre réaction fut celle d'un groupe de jeunes de la C.N.T. qui diffusa dans différentes boîtes un tract reprenant les thèmes du tract du comité de liaison et les approuvant, mais dans le style propre aux groupes d'avant-garde (une demi page notamment présentait des revendications « révolutionnaires » précédée de « nous exigeons que »).

Un tract du comité de liaison critiqua cette forme d'intervention dans les termes suivants :

« Il n'y a pas que les syndicats qui récoltent des adhérents en se servant des luttes.

« De temps en temps, on a droit à un tract du Parti Communiste, notamment quand les élections approchent.

« Il y a aussi régulièrement Lutte Ouvrière (trotskiste) qui veut faire le parti révolutionnaire et qui tente sa chance de temps en temps avec des comités de jeunes, qui endorment la méfiance de ceux qui ne connaissent pas les sergents-recruteurs.

« Un tract distribué aux A.G.F. fait des emprunts au comité de liaison pour déclarer « nous exigeons... » et vendre l'étiquette Confédération Nationale du Travail (anarcho-syndicaliste).

« Nous, on n'a rien à vendre, seulement à dire à chacun et à tous « luttons pour nous-mêmes, dans notre seul intérêt ». On s'en fout que tu sois syndiqué, adhèrent à une boutique ou à une autre, à un parti ou à un autre.

« Mais si tu te sers des luttes pour placer ta propagande, si tu fais passer les mots d'ordre, l'intérêt de ton groupe ou de ton organisation avant notre intérêt d'employés, alors, nous le dirons à tous. »

L'intérêt majeur de la diffusion du tract imprimé fut de révéler l'existence, dans d'autres boîtes, de noyaux identiques à ceux regroupés dans le comité de liaison A.G.F., noyaux informels ou formels, aussi fluctuants que celui-ci et soumis aux mêmes débats d'influence entre groupes ou syndicats, aux mêmes contradictions, aux mêmes confrontations.

Ceci est la confirmation qu'il n'y a jamais de situation particulière dans la lutte de classe, mais que ce qui se passe dans une boîte se retrouve au même moment, avec des formes diverses, dans les autres boîtes. Cependant, la diversité des situations particulières due aux différences dans la dimension des boîtes et dans les techniques utilisées, fait que ces noyaux peuvent exprimer la lutte à des niveaux différents. D'autre part, les orientations politiques peuvent être dues autant à ces niveaux distincts, qu'au hasard des circonstances, à la présence de tel ou tel militant d'une organisation. Les étiquettes et les positions exprimées peuvent alors recouvrir des situations semblables.

On s'est ainsi retrouvé avec des camarades du GAMF qui, influencés par le marxisme-léninisme se sont trouvés en juin dernier, à la tête de la section C.G.T. de la

boîte dans une grève générale, qui aboutit rapidement à des concessions substantielles avec la direction ; mais trois mois plus tard, ils se retrouvaient pratiquement exclus de la C.G.T. et, plus ou moins déçus par le marxisme-léninisme, amorçaient un regroupement sous l'étiquette C.N.T., lui-même éphémère...

Plus tard, d'autres jeunes de la Préservatrice abordèrent l'expérience d'une tentative de constituer un « comité de défense des employés », appuyé sur des groupes de base de bureau. L'écho rencontré par les tracts diffusés par eux dans cette boîte paraît être dû à des conditions de travail assez dures, à l'inexistence de syndicats et à un rapport de force très bas. Cette expérience se déroule actuellement. Il semble que leur action amènera une normalisation des conditions d'exploitation, vraisemblablement une reprise en main par les syndicats, et qu'alors se posera le problème de la permanence du « comité de défense ».

Dans tout cela, on ne sait pas trop où on en est. Les réunions hebdomadaires qu'on faisait dans un bistrot deviennent bordéliques par ce que nous sommes trop nombreux et qu'il y a trop de choses à discuter depuis les problèmes particuliers jusqu'aux problèmes généraux. On a bien projeté de séparer les réunions par boîtes et de faire de temps à autre des réunions plus élargies. Mais est-ce que cela répondrait aux besoins d'échange des uns et des autres, et aux conseils et aux critiques que chacun peut attendre. D'autre part, la réapparition dans ces liaisons de syndiqués et de membres de groupes comme Lutte Ouvrière (qui viennent d'ailleurs plus en observateurs qu'en participants réels) ou de syndiqués, ne contribue pas à faciliter les débats. Cela s'est particulièrement marqué dans les discussions précédant des journées d'action des syndicats pour les salaires. Que fallait-il faire ? Nous parlerons ultérieurement de ces affrontements, car cette action n'est pas encore terminée, fin novembre.

CATERPILLAR - FRANCE

Matériel de travaux publics - Grenoble et banlieue (Echirolles) (septembre 1970)

Voici le texte du tract diffusé à l'occasion d'une grève déclenchée à la mi-septembre à la suite d'une réduction d'horaire, du licenciement de 2 délégués. Grève de 5 jours terminée sur intervention massive de la C.G.T. Ce tract est extrait du bulletin « Information Ouvrière Grenobloise », qui contient aussi des informations sur les Tôleries de Grenoble (voir I.C.O. sur Coquillard à Froges, SEDIS St-Siméon et Neyrpic).

LES MECANISMES POUR SE FAIRE AVOIR OU CATER SEPTEMBRE 1970

Finies les relations humaines, fini le « Maillon » journal distribué gratuitement aux travailleurs par la direction, finis les baratins du patron !

Il s'est révélé pour ce qu'il était : un exploiteur utilisant tous les moyens pour augmenter les profits et les travailleurs combattifs.

La cohésion tranquille entre travailleurs et patrons n'est pas possible, le contrat et les baratins patronaux n'ont abouti à rien. La meilleure preuve c'est que l'exploitation continue de plus belle :

- le système du travail au boni divise et fatigue ;
- les cadences augmentent ;
- les baisses d'horaires de 1/2 heure en ne compensant que 10 mn ;
- les déqualifications par mutation ;
- modification unilatérale des horaires.

SACHONS TIRER LES LEÇONS DE LA LUTTE :

Face à cette exploitation, les travailleurs ne se sont pas laissés prendre à l'argumentation économique du patron. Les réductions d'horaires entraînant des pertes de salaire allant vers 5 % pour les ouvriers, les déplacements entraînant pour 50 ouvriers au boni des pertes de 200 à 300 francs par mois sont dues, d'après la direction, à la mévente des tracteurs.

ALORS, POURQUOI est-ce aux travailleurs de serrer la ceinture quand la situation est mauvaise pour l'entreprise, alors que lorsque tout va bien c'est les patrons et autres actionnaires qui s'engraissent. Les ouvriers, eux, pendant ce temps se crèvent toujours au boni pour répondre aux besoins de sa famille !!!

Le 14 septembre la grève est décidée, mais 24 heures cela ne suffit pas pour être efficace. La direction veut freiner la production et un arrêt la satisfait. Une autre solution apparaît : toucher le patron à un des points essentiels pour leurs frics et cela en empêchant la livraison de 800 bulls livrables en octobre. C'est ainsi

que l'occupation et le blocage de l'expédition s'effectuent à Echirolles.

Le patron prend peur. Il sait que l'occupation est une arme redoutable entre les mains des travailleurs et de plus sa « propriété » est menacée, son autorité bafouée. Alors il se ressaisit : « Je commencerai les négociations quand l'occupation cessera ». En clair : j'accepte de parler avec vous à condition que vous soyez désarmés, moi par contre je reprends mes armes, je les augmente même avec l'appui de la presse et les troupes de C.R.S. dont le rôle au service des gros est clair. La manœuvre du patron réussit, aidé par les propos défaitistes d'un dirigeant de la bourse. Ce dernier après un discours de 2 heures arrivait à convaincre la majorité qui restait (les autres en avaient marre de ses propos et étaient partis) de cesser l'occupation et de poursuivre la grève dans l'usine. L'absence d'une réelle organisation de la lutte par les travailleurs eux-mêmes a permis à l'U.D.C.G.T. de prendre en main le mouvement. Le comité de grève n'était pas le résultat de la volonté des ouvriers en lutte, puisque le plébiscite qui l'élit était assez spécial : les membres choisis par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. étaient présentés sur deux listes. L'unité ouvrière c'était : moi j'ai 70 % des voix au C.E., toi tu en as 30 %, j'en présente plus que toi. La différence entre une élection au C.E. et une grève est assez importante. Les non syndiqués c'est des cons, ils n'ont qu'à prendre une carte !!! Comme si ils ne faisaient pas grève ceux-là !!! Un membre de ce comité n'était même pas au courant que ses responsables syndicaux l'avaient présenté !!!

Il aurait été préférable que le comité de grève, pour qu'il puisse réellement représenter les travailleurs en grève, soit élu par les grévistes dans l'assemblée générale sans présentation d'étiquettes syndicales ou non-syndicales. Elus choisis en fonction de leur combativité, leurs initiatives et surtout leur responsabilité vis à vis des engagements pris en assemblée par les travailleurs.

En effet, dans le cas contraire, le comité de grève engendre la division à plus ou moins long terme et ceci est du aux positions tactiques des différents syndicats. On se rend compte que l'unité ne se fait pas

entre dirigeants, mais à la base, dans la pratique, dans l'action.

Les syndicats ont la responsabilité de l'échec. En particulier l'U.D.-C.G.T. qui a pratiquement décidé de désarmer les travailleurs en arrêtant l'occupation. Cette attitude est-elle une faute, une erreur ? Non, ayant choisi la voix tranquille et électorale de passage au socialisme, il ne s'agit plus pour eux de créer un rapport de force favorable aux travailleurs, mais de rester légal, de compter des voix, et surtout, de négocier en position de faiblesse. L'occupation était « illégale » : il fallait l'arrêter, et si la lutte échoue, il y a toujours les fameux « gauchistes » pour porter la responsabilité de l'échec ! Pour le faire croire, tous les moyens sont bons : dénonciation de travailleurs dans le tract du 17 septembre, faire prendre un déménagement pour une barricade construite, bien sûr par les gauchistes aventuristes, bandits. On se demande où est l'adversaire principal de la C.G.T. : le patron ou les gauchistes ?

La réaction du patron après la cessation de l'occupation ne s'est pas fait attendre : pour passer sous silence les revendications, pour se débarrasser des militants combatifs il annonce 23 licenciements qui seront ramenés à 4. Cette diminution du nombre de licenciés n'est pas une victoire. Aucune revendication n'a été satisfaite et les travailleurs licenciés ont subi la répression à cause de leur travail militant. La direction voulait s'en débarrasser, elle a réussi. Les cadres eux aussi rentrent dans la danse à côté du patron : 145 cadres ont écrit à l'inspection du travail, au préfet, au ministère de la justice pour protester contre la reprise des licenciés. Leur autorité est bafouée, qu'est-ce que c'est que cette justice... Il faut dire que c'est un cadre, penché amoureux sur l'épaule d'un huissier qui dictait les noms des occupants. On se doute que les noms qu'il connaissait étaient déjà inscrits sur une liste rouge !!!

Cette lutte n'est certainement pas la dernière à Cater. Mais nous savons mieux la nature du patron, ses amis, nous savons qui peut nous aider sans nous récupérer, nous savons qu'en prenant nos luttes et notre vie en mains, en nous organisant et en discutant par ligne pour mettre en brèche le pouvoir du patron partout où il s'exerce.

A la suite de ces textes, ces camarades tirent quelques enseignements :

« DU COTE DES TRAVAILLEURS »

Il y a quelque chose de nouveau face à la triste réalité des usines et de ses produits. La combativité des jeunes travailleurs (et souvent moins jeunes) apparaît dans la manière où démarrent les grèves et les occupations. Elle a pour complément la réaction brutale patronale et l'obstruction syndicale. Mais il est clair que ce n'est qu'un début. Les travailleurs restent inorganisés, même s'il apparaît dans un temps qu'ils peuvent imposer leur point de vue aux directions syndicales. Il y a aussi l'habitude de suivre les consignes syndicales où ils perdent toutes réflexions et initiatives qui fait qu'ils ne peuvent prendre en main leurs affaires. Les organisations syndicales sont un obstacle parce qu'elles s'opposent à l'existence d'une REELLE ORGA-

NISATION OUVRIERE UNITAIRE dirigée par nous-mêmes (travailleurs) et à notre seul service, non pas aux magouilles électorales et aux directives de bureaucrates.

- CHOISSONS LES PROPOSITIONS EN FONCTION DE LEURS CONTENUS ET REFUSONS LE SECTARISME.
- EXIGEONS LE DROIT A LA PAROLE POUR TOUS DANS LES ASSEMBLEES GENERALES.
- EXIGEONS DES MAINTENANT LA DEMOCRATIE DANS LA LUTTE.
- COMITE DE GREVE REPRESENTATIF DE L'ENSEMBLE DES OUVRIERS ET PROPOSE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE. »

D'après certaines informations (notamment un article du Nouvel Observateur n° 310, 19-25 octobre 70) à la suite de cette grève et d'une réunion tenue à la Bourse du Travail de Grenoble, des éléments en liaison avec le P.S.U. ont créé un Syndicat Ouvrier Révolutionnaire (S.O.R.) ; ce qui a entraîné des réactions violentes de l'U.D.-C.G.T. Cette tentative de créer un « syndicat révolutionnaire » n'est pas nouvelle, elle est à rapprocher des expériences marxistes-léninistes de C.G.T. prolétarienne et de toute l'action des trotskystes ou anarchistes pour redresser les syndicats. Au cours de l'été, à Pilkington près de Liverpool, à la suite d'une grève sauvage dans un trust du verre, le comité de grève a ainsi essayé de s'imposer comme syndicat « ouvrier ». On en parle un peu dans l'article sur l'Angleterre. Et on en reparlera.

LE QUÉBEC

Les derniers événements du Québec posent une fois de plus la question de la signification des mouvements de libération nationale existants dans le monde.

La situation particulière du Québec, en tant que province francophone de la confédération canadienne, fait que les revendications nationalistes de certaines classes de la communauté québécoise sont généralement vues en France d'un œil sympathisant.

La bourgeoisie capitaliste au pouvoir en France espère tirer parti de la lutte actuelle entre classes possédantes au Québec, pour affaiblir la suprématie économique des Etats-Unis. Le « Vive le Québec libre » de De Gaulle était une réponse aux multiples pressions de Washington sur le gouvernement d'Ottawa, pour empêcher par exemple le Canada de vendre de l'uranium à la France, ou encore pour l'empêcher de voter l'admission de la Chine communiste à l'O.N.U. Bien entendu l'exaltation du nationalisme de la classe bourgeoise francophone est faite au nom d'une idéologie culturaliste : le droit à l'autodétermination d'une minorité culturelle opprimée. La bourgeoisie capitaliste

française sait bien qu'elle ne peut pas substituer ses propres investissements à ceux des U.S.A. dans les

Soutien des groupuscules et du technocrate P.S.U. envers l'autonomisme et le nationalisme québécois.

Il ressemble au regret d'une présence française perdue. C'est un peu comme si ces groupes et partis se demandaient si ces arpentés de neige que la monarchie de Louis XV avait dû céder à l'Angleterre en échange des Antilles, ne représenteraient pas après tout un morceau de la civilisation française. L'Angleterre partie du Canada, l'enclave française du Québec resterait un potentiel original de contestation de l'empire américain. Va-t-on crier aussi après De Gaulle, Vive le Québec libre ? Est-ce qu'on va identifier un mouvement bourgeois sécessionniste avec un mouvement révolutionnaire ?

Pour le P.S.U., le Québec est dans une situation d'étouffement culturel depuis la défaite des français en 1763. Cet étouffement aurait provoqué vers les années 1960 chez les intellectuels québécois francophones une volonté indépendantiste, une volonté d'autodétermination. Le P.S.U. admet que le Parti Québécois, qui regroupe une bonne fraction de ces intellectuels et mobilise la classe ouvrière pour les élections provinciales, vise à une indépendance politique capable de donner à la bourgeoisie technocrate francophone les moyens de développer le Québec sur la base du néocapitalisme. Mais le P.S.U. affirme néanmoins que

La lutte qui se mène entre les classes possédantes du Québec et de l'Ontario est bel et bien une lutte pour la sécession politique.

Dans cette guerre entre classes, la bourgeoisie capitaliste avancée qui détient le gouvernement fédéral d'Ottawa a réussi à placer ses hommes à la tête de la province du Québec. Cette politique qui place bien entendu le Québec dans une dépendance économique étroite est destinée à encourager les investissements américains dans les mines et les ressources hydroélectriques du Québec. Entre 1960 et 1965 les investissements américains ont augmenté de 40 %. En face, et derrière le Parti Québécois, la bourgeoisie technocrate francophone déploie sa propagande culturaliste pour arracher, avec l'aide des syndicats ouvriers, le pouvoir politique de la province, lui donner un statut autonomiste en association avec le gouvernement fédéral et développer un capitalisme à la suédoise.

La bourgeoisie américaine, elle, a besoin de se procurer les matières premières du Québec à des prix avantageux. Elle contrôle 60 % des investissements et

mines, l'industrie et l'agriculture du Québec ; mais elle sait qu'un pouvoir politique québécois indépendant de la confédération canadienne lui serait favorable en lui ouvrant de nouveaux débouchés et des perspectives d'investissements à long terme.

De Gaulle parti, Pompidou se garde bien de relancer la maxime de l'autodétermination du Québec. Il se contente de condamner le terrorisme. Il gagne du temps en sachant bien qu'un changement rapide et radical du régime politique au Québec provoquerait une intervention américaine. Et la poussée électorale de la bourgeoisie francophone à travers le Parti Québécois sert mieux ses intérêts qu'un affrontement direct avec la bourgeoisie anglophone. Mais même en se tenant sur la réserve, le gouvernement français est obligé de condamner le terrorisme, qui plus est dans un pays de race blanche, ce qui le met en contradiction avec sa propagande : le rapt et l'assassinat politiques ne sont pratiqués que dans les pays arabes, d'Afrique et d'Amérique Latine.

le Québec constitue un cas typique où la révolution prolétarienne passe par l'indépendance nationale. C'est ce qu'auraient compris des groupes extrémistes comme le F.L.Q. ou Parti Pris. Pourquoi ? Parce que la classe ouvrière francophone peut jouer un rôle dirigeant dans un futur front pour l'indépendance. Comment ? En se structurant dans un parti révolutionnaire socialiste. Et le P.S.U., en complétant le mot de De Gaulle : Vive le Québec libre et socialiste, conclut : Pour nous, socialistes français, le Vive le Québec libre de De Gaulle doit être compris comme une part du soutien aux luttes anti-impérialistes et anti-capitalistes du monde dont le Québec fait partie (Tribune Socialiste du 23 octobre 1969).

Pour l'O.R.A., dont le nouveau programme est de construire l'organisation révolutionnaire anarchiste, il importe avant toute analyse plus fouillée de la situation au Québec, « d'apporter un soutien total aux mouvements autonomistes parce qu'ils représentent une possibilité du régime capitaliste et une libération de l'homme face à une oppression morale et ethnique ». (Front Libertaire, novembre 1970).

du commerce extérieur de l'ensemble du Canada, qui est son premier client. Elle dispose d'un appareil militaire et bureaucratique qui sont des moyens permanents de pression et de répression. Johnson intervient directement en 1967 auprès du gouvernement d'Ottawa pour le forcer à renoncer à une nouvelle loi sur le contrôle des banques américaines. Il menace d'interrompre les livraisons de pétrole lorsque le gouvernement d'Ottawa désavoue les bombardements sur le Vietnam du Nord. Le nickel des mines de Sudbury est vital pour l'économie américaine qui en consomme 40 % de la production mondiale alors qu'elle n'en produit que 3 % et qu'elle est désormais privée des énormes réserves cubaines.

La bourgeoisie québécoise francophone a, elle, besoin de capitaux américains pour réaliser son programme de développement et de rationalisation de son industrie.

Maintenant quel est le rapport des forces entre les exploités et les exploiters dans la société québécoise ?

Le prolétariat des villes de Montréal, Trois-Rivières et Québec mène des grèves très fortes en permanence. Ces grèves sont le plus souvent dirigées et récupérées par les syndicats au profit du Parti Québécois.

Entre la base prolétarienne et le Parti Québécois, il y a tout un réseau de comités d'action qui poussent le Parti Québécois dans une voie plus radicalement séparatiste :

- les comités de quartiers dans les grandes villes (action logement, etc...).
- des comités d'action à l'intérieur des syndicats, particulièrement actifs dans les postes et l'industrie chimique.
- les comités d'action étudiants.

A la périphérie de ces comités d'action, il y a un grand nombre de groupes gauchistes, interventionnistes ou pas :

- IV Internationale, F.L.P., F.L.Q., Anars, activistes et séparatistes.
- Les maoïstes, le C.P.L., qui ne sont pas interventionnistes.

Le F.L.Q. est le plus activiste des groupes interventionnistes. Il n'y a pas en fait un F.L.Q. homogène, mais il y a eu plusieurs organisations, au moins quatre depuis 1963, successivement nationalistes puis socialistes, c'est-à-dire de plus en plus radicales. Comme tous ces groupes gauchistes, le F.L.Q. est en majorité composé d'intellectuels. L'organisation actuelle, la quatrième du nom, a une idéologie marxiste léniniste traditionnelle : libération nationale, puis édification du socialisme sous l'autorité du nouvel état. Ses membres s'identifient aux travailleurs québécois et identifient la lutte de ces travailleurs à une lutte à la fois nationaliste, anti-impérialiste et anti-capitaliste.

Pour Vallières, considéré comme une des leaders du F.L.Q. (Nègres blancs d'Amérique, Maspéro), la lutte des travailleurs québécois est assimilable à celle des pays du tiers monde. « Le renversement du capitalisme est inséparablement lié à la lutte pour l'indépendance nationale... L'indépendance véritable est inséparable de la révolution globale et sa conquête exigera toujours et partout une guerre à finir contre l'impérialisme... » Pour y parvenir, Vallières définit trois étapes :

1) Radicalisation de l'agitation sociale spontanée, sa politisation et son organisation. Les attentats pratiqués dans cette phase, qui est la phase actuelle, ont une signification politique et sont destinés à provoquer une crise économique, politique et sociale générale.

2) Organisation des exploités sur une vaste échelle, rendre possible par la phase 1 : « Si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, nous devons organiser les masses en comités locaux ou professionnels de libération... Dans les usines et dans les facs, cette organisation peut se faire à travers les syndicats à condition qu'ils deviennent vraiment révolutionnaires ». Dans cette phase, le F.L.P. et le F.L.Q. seront des auxiliaires des syndicats et des comités de citoyens, mais ils en feront la critique pour amener les syndiqués à la lutte globale révolutionnaire.

3) Affrontement armé entre le peuple et ses ennemis, militaire et politique comme au Vietnam. Occupation armée des moyens de production, des services publics et du territoire national.

Pour la réalisation de ces trois étapes, Vallières et le F.L.Q. concluent à la nécessité d'une avant-garde : « la libération des masses ne peut se faire ni durer par la seule force de la spontanéité. On a vu, lors du mouvement révolutionnaire de mai et juin 1968 en France, que spontanément les masses revendiquent l'autogestion. Le phénomène s'était manifesté en France en 1848 et 1871, en Russie en 1905 et 1917, en Italie en 1919, en Espagne en 1936. Car l'autogestion est l'aspi-

ration naturelle de tout homme qui refuse d'être l'esclave d'un autre homme ou d'un ordinateur électronique. Mais si, d'un mouvement spontané, les masses peuvent, à la faveur d'une crise majeure, occuper les usines et les services publics, elles ne peuvent les défendre bien longtemps militairement ni les administrer efficacement si leurs revendications viscérales et fondamentales ne sont hissées au niveau de la conscience et de l'organisation... L'important est d'organiser le pouvoir populaire et l'action révolutionnaire de bas en haut de manière autoritaire, il faut qu'elle émane d'initiatives de la base, coordonnées certes au sommet, mais non pas imposées sans discussion. »

Pour remplir efficacement son rôle, le dirigeant révolutionnaire doit s'instruire et trouver dans la lecture des grands théoriciens révolutionnaires, Marx, Lénine, Mao, Castro, des méthodes qui lui permettent d'inventer de nouveaux modèles adaptés à sa réalité nationale : Il faut donc que les militants se mettent à l'étude et fassent de cette étude un élément essentiel de leur combat... ». Dans la phase actuelle, qui est la phase d'agitation sociale, le militant doit poursuivre et amplifier son action à tous les niveaux. « Cette action doit s'exercer à la fois contre le capitalisme, le colonialisme canadien et l'impérialisme américain... » (Passages de Vallières extraits d'une de ses lettres au F.L.P., reproduite par « Vivre », n° 1, novembre 1970, journal de l'U.G.A.L.).

Il semble en fait que le F.L.Q. exploite une situation particulière du prolétariat québécois, qui est facilement mobilisable, à travers les syndicats, sur des revendications nationalistes. Le F.L.Q. tient un langage qui se rapproche du nationalisme de gauche de ces syndicats ; mais comme il n'y a pas d'implantation dans les usines, il a cherché à devancer le Parti Québécois par des actions terroristes de plus en plus spectaculaires, jusqu'à l'enlèvement et l'assassinat en octobre 1970 de Pierre Laporte, ministre du travail du Québec. Aujourd'hui, pour cette raison, il semble qu'il soit complètement coupé de la classe ouvrière. De plus, ces actions ont permis aux syndicats d'engager une vaste campagne de dénonciation de la répression policière et d'accroître leur audience dans le prolétariat.

Dans la partie industrialisée du Québec, et donc dans les villes de Montréal, Trois-Rivières et Québec, il y a en fait des grèves très fortes en permanence, tout autant que dans les villes de Port-Arthur, Fort-William, Sudbury, Sault-Sainte-Marie de l'Ontario. Le prolétariat de chacune de ces deux provinces est mobilisé par ses propres syndicats, qui ne se combattent pas mais n'opèrent aucun rapprochement. Chacun défend des revendications différentes. Les syndicats de l'Ontario suivent la politique fédéraliste du gouvernement d'Ottawa et de son Parti Libéral, les syndicats du Québec suivent la politique de la bourgeoisie technocrate francophone et de son Parti Québécois. Les syndicats québécois travaillent aujourd'hui à apporter au Parti Québécois une base électorale qui lui permette d'arracher le pouvoir politique de la province. Des mobilisations de ce type avaient déjà permis la victoire électorale des candidats de l'Union Nationale et même des candidats de Trudeau en 1968.

Cependant l'ampleur des grèves, à la fois dans l'Ontario et le Québec, et des grandes grèves qui ont démarré en dehors des syndicats comme à la General Electric, permettent de penser que ce terrain devrait être dépassé assez rapidement et que les luttes des travailleurs canadiens et québécois seront menées sur des revendications de classe communes, et cela d'une manière autonome qui n'aura rien à voir avec le fédéralisme de la bourgeoisie anglophone ou avec les séparatistes de la bourgeoisie francophone et de la petite bourgeoisie intellectuelle radicale comme le F.L.Q.

Analyses et débats théoriques

Nous pensons, sous ce titre, donner régulièrement, mais brièvement, un aperçu des discussions théoriques qui se déroulent à I.C.O. ou en dehors d'I.C.O.

Notre intention est d'amener les camarades intéressés à donner leur avis, non seulement par lettre (publiée éventuellement dans I.C.O.-Liaison), mais (et c'est préférable) dans des textes élaborés (mis en circulation selon la formule retenue par I.C.O.-Discussion).

Nous espérons aussi que chacun pourra alimenter cette rubrique en donnant un bref résumé critique des articles ou livres qu'il pourra avoir lus.

Comme pour l'ensemble d'I.C.O., la réalisation de ce projet dépend de la participation de tous.

Sur le problème de l'organisation

REVOLUTION INTERNATIONALE publie dans son numéro 4 (B.P. 183-31 Toulouse 01 - C.C.P. 2722.39 - 2 F) un texte intitulé « Théorie et lutte de classe » ou plus précisément « Du besoin de la théorie dans la lutte révolutionnaire ». La présentation en est faite par la manchette suivante :

« La théorie est une des armes du prolétariat, car elle est la condition d'une révolution consciente. Pourquoi les « gauchistes » la méprisent-elle ? »

Ces quelques mots impliquent déjà des divergences avec la position exprimée dans I.C.O., divergences déjà relevées dans les textes de R.I. publiés notamment à l'occasion des rencontres nationale et internationale d'I.C.O. (69 et 70 - voir les numéros spéciaux consacrés à ces rencontres ainsi que les premiers numéros de R.I.)

Le dernier numéro de LUTTE DE CLASSE pour le pouvoir des travailleurs (bulletin mensuel publié par le groupe de liaison pour l'Action des Travailleurs - G.L.A.T. - novembre 69 - Jean Colin - 75, rue St-Antoine 75 Paris 4ème) publie les premiers éléments d'une discussion avec R.I., sur la base d'articles antérieurs :

— Pour un regroupement révolutionnaire (Lutte de Classe - septembre 69)

— Du regroupement à l'organisation révolutionnaire (Lutte de Classe - octobre 69)

— Les syndicats trahissent-ils ? (Lutte de classe - décembre 69).

Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion de donner notre avis sur les positions tant théoriques que pratiques du G.L.A.T. :

— Qu'est l'organisation ? (supplément au numéro 55 d'I.C.O. décembre 66) (épuisé) reproduisant des textes échangés entre le G.L.A.T. et I.C.O.

— Rencontre internationale de juillet 67 : compte rendu et texte du G.L.A.T. (Luttes ouvrières et activité de groupe)

Autogestion et Socialisme

(voir texte traduit de Solidarity dans I.C.O. 97-98)

Les débats soulevés par cet article montrent qu'il s'inscrit dans les préoccupations de nombre de camarades. Mais tout reste au stade d'échange de point de vue sur :

— Les Comités de Mai 68 : Interentreprise Paris (I.C.O. numéro 82 - mai 69)

— A propos d'un comité de mai (n° 83 - juillet 69).

Avant Mai 68, le G.L.A.T. envoyait un « observateur » à chaque réunion d'I.C.O. ; de même R.I. a participé l'an passé aux discussions et à la diffusion d'I.C.O. ; on peut lire dans I.C.O.-liaisons n° 1, les critiques sur le fonctionnement et les positions d'I.C.O. (à l'occasion de la rencontre du Bessat).

D'autre part, le n° 91 de PROLETAIRE (2-15 novembre 70) (organe du Parti Communiste International - programme communiste - bordiguiste) publie sous le titre « L'inconscience collective des « conseillistes », une « critique impitoyable des différentes conceptions étrangères au communisme qui essaient de se couvrir des couleurs prolétariennes » qui attaque la « théorie de R.I. » (article cité ci-dessus). En réalité, cette critique, comme celle de tous les léninistes part de l'axiome posé une fois pour toute (et nullement soumis à une critique historique par la méthode marxiste), que le Parti (avec un P majuscule) est le pieux dépositaire de la conscience et de la théorie révolutionnaires.

Mais cette critique historique par la méthode marxiste des formes d'organisation du prolétariat au cours des 100 dernières années (des formes pratiques et non l'idéalisation de ces formes, que ce soit dans le parti ou le conseillisme), la discussion entre R.I. et le G.L.A.T. l'aborde à peine.

Précisément, l'intérêt de tels débats, c'est de faire préciser à chacun ses positions, de faire cerner les problèmes qui restent habituellement dans la coulisse (par exemple l'analyse de la révolution russe).

Il ne faut pourtant pas restreindre cette discussion sur l'organisation à ces seuls problèmes soulevés par les débats entre groupes léninistes ou « paléo-marxistes ». C'est sous un angle beaucoup plus général qu'il faut l'aborder en réponse à tous les groupes en « isme » qui rêchent un nouvel évangile.

1) Les capacités actuelles de l'appareil mondial de production d'assurer rapidement, sans accroissement du travail social, les besoins (quels besoins ?) de la population du globe. Un tel débat devrait être appuyé par des données économiques et techniques.

2) Le rôle de l'automatisation et des circuits d'ordinateurs dans la rencontre des besoins et de la production.

3) La prise en considération des inégalités de développement économiques et partant des structures politiques différentes dans la notion même de révolution mondiale. Quel serait le poids de la Russie, de tout le bloc sud-asiatique (un milliard et demi d'habitants) en regard d'un processus révolutionnaire dans le capitalisme occidental. Quel serait le poids des besoins économiques de ces pays dans les nécessités et les structures politiques des pays industrialisés ?

4) La révolution est-elle le « grand jour » mythique

présent à l'esprit de beaucoup, transformant brutalement les « consciences » ou bien un long processus faits d'affrontements réels sur les problèmes évoqués ci-dessus.

5) Les discussions sur ces problèmes ne sont-elles des « recettes pour l'avenir » ? Ne vont-elles pas de pair avec l'évolution des consciences liée aux transformations du capitalisme et aux transformations corrélatives de la lutte de classe. Ou bien faut-il laisser tout au rang des spéculations en disant que les choses se régleront d'elles-mêmes ?

La lutte de classe et la vie quotidienne

Plusieurs lettres sur ce thème en réaction aux divisions (sommaires pour certains, idiotes pour d'autres) posées dans l'éditorial du numéro 97-98. Ces lettres

sont publiées dans I.C.O.-liaisons, numéro 2 (envoi à ceux qui en font la demande). Là aussi des textes devraient amener un débat théorique.

Notes de lecture

LENINE PHILOSOPHE - ANTON PANNEKOEK (J. HARPER) - Ed. SPARTACUS

(disponible à I.C.O. à tarif réduit)

Après le livre de Serge Bricianer (Pannekoek et les Conseils ouvriers - Ed. E.D.I.) qui nous a donné une idée de l'ensemble de l'œuvre de Pannekoek, voici enfin traduit et publié un de ses principaux ouvrages : la critique du livre de Lénine « Matérialisme et Empirio-criticisme » (Moscou 1909 - Editions françaises de 1928 et 1962). En préface, une étude de Paul Mattick (de 1960) précède le texte de Pannekoek, et des remarques de Karl Korsch (de 1938) le suivent. Les traducteurs ont utilisé la version allemande (1938) et tenu compte de la première traduction française revue par l'auteur (1947) ainsi que de l'édition anglaise de 1948 qui, elle, comportait quelques modifications et adjonctions.

Avant de s'en prendre à Lénine comme philosophe, Pannekoek a pris soin de définir ce qu'est le matérialisme historique, de résumer ce qu'était le « matérialisme bourgeois », de nous faire part de la contribution importante de Dietzgen concernant la relation entre la pensée et la réalité, et enfin de nous présenter ce Mach et cet Avenarius dont Lénine attaque les conceptions. Bonne précaution comme on le verra, car Lénine en prend à son aise pour les besoins de sa cause. Bonne précaution au surplus car la plupart d'entre nous ignorent tout de Dietzgen, Mach et Avenarius, et n'ont guère l'envie ni le temps de s'en infliger la lecture, pas plus du reste que celle de « Matérialisme et empirio-criticisme ». J'avoue n'avoir lu ce livre de Lénine, dans l'édition de 1928, que par acquis de conscience, et cette lecture pénible ne laissa rien dans ma mémoire.

C'est en critiquant et en se délimitant qu'on précise le mieux sa pensée. Nos camarades s'en rendront compte en comparant « Le matérialisme historique » (1919 - traduction française dans Cahiers du Communisme de Conseils, 1968), qui est pourtant un texte remarquable, et ce « Lénine philosophe » qui illustre l'intérêt de la discussion, de toute discussion, pour éclairer tous les aspects de la pensée. N'est-ce pas la discussion, la confrontation, auxquelles nous ne pouvons échapper, qui suscitent en nous le besoin d'approfondir, d'étayer solidement nos conceptions ?

La « philosophie » est un bien grand mot qui fait peur et sourire à la fois. « Misère de la philosophie » ! « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le transfor-

mer ». Pannekoek nous rappelle ces paroles de Marx, qui pourraient nous inciter à laisser les philosophes à leurs spéculations.

Mais pour transformer ce monde par notre participation à la lutte des classes, il nous faut le connaître, le comprendre, analyser les forces qui s'opposent à sa transformation comme celles qui y poussent. Il faut essayer d'acquérir une vue globale de ce monde en continue gestation, afin de mieux y insérer notre propre lutte. C'est cela notre « philosophie ».

Bien avant nous, et généralement avec une instruction de base bien inférieure à la nôtre, des générations de révolutionnaires ont fait l'effort d'étudier tout en luttant dans des conditions plus difficiles que maintenant. Grâce à eux, nous sommes mieux armés, mais comme eux nous devons sans cesse persévérer dans cet effort de compréhension, car si le marxisme est un bon point de départ, il ne saurait être, comme le souligne Anton Pannekoek, « une doctrine immuable ou un dogme stérile qui impose ses vérités. La société se développe, le prolétariat se développe, la science se développe. De nouvelles formes, de nouveaux phénomènes surgissent dans le capitalisme, dans la politique, dans la science, que Marx et Engels n'ont pu pressentir » (p. 29)

Pannekoek revient sans cesse, comme dans tous ses écrits, sur la nécessité d'un renouvellement constant de nos formes de pensée et de lutte pour les adapter aux conditions toujours nouvelles d'un monde en évolution rapide. Le marxisme ne peut rester une théorie vivante qu'en tant que méthode de recherche, d'outil d'analyse. Encore faut-il appliquer cette méthode à l'œuvre de Marx elle-même, dont certaines thèses et analyses, issues de conditions déterminées, ont perdu leur validité parce que les conditions ont changé, comme le rappelle Paul Mattick.

Pour étudier l'œuvre de Pannekoek, et cela vaut pour Marx, Engels et les grands maîtres à penser du marxisme, je crois nécessaire de distinguer deux aspects fondamentaux du matérialisme historique, à savoir : expliquer le monde (natre et sociétés humaines) et le transformer (engagement conscient dans la lutte révolutionnaire des travailleurs). Pourquoi ? Parce que ces deux aspects peuvent être, et même sont, à la base d'inter-

prétations divergentes qui se font jour parmi les marxistes, y compris parmi les Communistes de Conseils.

Expliquer le monde. En ce qui concerne l'univers, la nature, les hommes se sont toujours efforcés d'élaborer des lois régissant tout ce qu'ils pouvaient observer. Ces lois ont toujours été et sont toujours des approximations, nous dit Pannekoek, qu'il s'agisse de la matière dite inerte (qui ne l'est d'ailleurs que dans certaines conditions de pression, chaleur, etc...), de la matière vivante dont les structures commencent à peine à être mieux connues, ou des hommes et des sociétés humaines dont l'évolution ne peut être comprise que grâce à l'apport du marxisme (la division en classes), lequel ne résout pas tous les problèmes et ne constitue pas un système de lois et règles immuables.

Transformer le monde. Au départ, il y a eu l'outil, utilisé puis amélioré par l'homme, et dont le maniement et la conception transforment l'homme et l'aident à transformer la nature. Nous en sommes maintenant au stade d'énormes et prodigieux appareils de production dont le progrès ont imposé aux hommes, aux classes, des rapports sociaux et des structures sans cesse en évolution. Grâce à l'outil, à son utilisation vite devenue un travail, les hommes ont pu modifier leur environnement et extraire ou utiliser les richesses de la nature. C'est l'appropriation des outils, des produits fabriqués, de territoires et de fonctions qui sont à l'origine de la division des hommes en classes, antagonistes puisque concrétisant l'exploitation de l'homme par l'homme. Constaté, comme l'a fait Marx, que cette lutte entre classes est le facteur primordial de l'histoire de l'humanité depuis des millénaires ne constitue pas l'énoncé d'une loi, ne serait-ce que parce que l'issue d'une lutte de cette ampleur échappe aux prévisions. Et les lois et règles que l'on s'efforce d'élaborer pour comprendre les relations humaines sont, encore beaucoup plus que les « lois de la nature », des approximations, de simples outils d'analyse qui, comme les outils primitifs, exigent d'être améliorés. C'est ce que nous dit Pannekoek.

Bien qu'il y ait un lien entre les deux aspects du marxisme que je viens de résumer, ce lien étant la lutte des classes (« la compréhension pleine et entière du marxisme n'est possible qu'en liaison avec une pratique révolutionnaire », p. 35), il faut bien constater que chacun de ces aspects peut conduire à des conceptions erronées. Voyons lesquelles :

La tendance à tout expliquer à coup de « lois » (même si elles peuvent être considérées comme « absolues » pour les fins de la pratique humaine - P. Mattick, p. 6) peut conduire à des conceptions « mécaniques », pour ne pas dire « fatalistes » et notamment mener à un « économisme » étroit. De telles conceptions nourrissent aussi « l'attentisme » pour ce qui est de la participation à la lutte de classe, ou encore conduisent à une position d'observateurs scientifiques de cette lutte, position que Pannekoek condamne en affirmant que :

« La position de l'homme au sein de la société n'est pas celle d'un observateur pur et simple, il constitue une force dynamique réagissant sur le milieu et le transformant », p. 36.

Transformer le monde, cette conception dynamique qui est exposée plus longuement dans cette même page 36, peut, elle, conduire à une activité principalement politique et au volontarisme de minorités agissantes et de prétendues élites dirigeantes.

Or, à notre époque, les tendances au totalitarisme des sociétés modernes démontrent, s'il en était nécessaire, qu'économie et politique sont une seule et même chose.

Pannekoek, comme nous tous sans aucun doute au cours de nos discussions, porte l'accent tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre de ces aspects du marxisme. Et Paul Mattick dans sa préface fait de même. Parlant de « l'Anthropogénèse » et de « Marxisme et Darwinisme », de Pannekoek, il écrit : « De même qu'il y a des mécanismes qui expliquent le développement social et l'évo-

lution naturelle... » p. 6. Ce qui ne l'empêche pas à la page suivante de parler (en... « volontariste ») de « l'homme et du but qu'il veut atteindre », ou de déclarer : « Ce qui a déterminé le développement social, ce n'était pas la lutte naturelle pour l'existence, mais le combat social pour telle ou telle forme de l'organisation sociale ».

En fait, Pannekoek est fondamentalement opposé à une interprétation « mécaniste » du marxisme. Tout au long du livre, il ne cesse de répéter que les « lois » de la nature sont des créations humaines pour faciliter l'étude des phénomènes et les prévoir, des « formulations humaines imparfaites » (p. 50), et que « les relations sociales, (étant) infiniment plus complexes que celles existant dans la nature... il est encore plus difficile de dégager les « lois » de la société et de les exprimer en formules exactes ». « C'est déjà un grand pas que l'on ait pu esquisser les grandes lignes du développement social. L'importance du marxisme ne réside pas tant dans les règles qu'il énonce et les prévisions qu'il formule, que dans ce qu'on nomme sa méthode, dans cette affirmation fondamentale qu'il existe une relation entre chaque événement social et l'ensemble de l'univers, dans le principe que dans tout phénomène social, il faut rechercher les facteurs matériels réels auxquels il est relié ». (p.51).

Toutefois, après avoir rejeté le « déterminisme » qui « sous-entend que l'avenir est fixé à l'avance de quelque part, par quelqu'un », Pannekoek dit (p. 95) « que c'est le matérialisme historique qui a ouvert la voie au déterminisme dans le domaine social ». Mais il s'agit du fait « que les idées sont déterminées par la classe sociale » (même page), ce qui est juste et n'a rien à voir avec le déterminisme absolu dans son sens bourgeois.

Où une certaine tendance au « mécanisme » apparaît chez Pannekoek, c'est dans les pages 103 et 104. L'auteur dit par exemple « qui si l'on avait connu en Europe occidentale l'Empiricisme, ouvrage conforme au matérialisme bourgeois, ...on aurait été en mesure de prévoir que la révolution russe devait aboutir de façon ou d'autre à un genre de capitalisme fondé sur une lutte ouvrière ». Toujours concernant l'ouvrage philosophique de Lénine, Pannekoek dit encore « ...que le marxisme... explique du même coup pourquoi il ne pouvait en être autrement ».

Que le marxisme permette de comprendre les idées de Lénine sur le développement de la révolution russe (commencée en février, ne l'oublions pas), c'est une chose. Ç'en est une autre de déclarer, après coup, qu'il ne pouvait pas en être autrement. C'est trop facile, et même « irréfutable », puisqu'on ne peut opposer à de telles affirmations que des si..., c'est-à-dire rien, lorsqu'il s'agit d'événements historiques passés. Il n'y a rien d'inéluçable dans les entreprises humaines. N'est-ce pas d'ailleurs au marxisme que nous devons la formulation de l'alternative « Socialisme ou Barbarie », dont les événements survenus au cours de ce siècle ont prouvé qu'elle était une vision profonde du devenir de l'humanité ?

L'intérêt de la critique des idées philosophiques de Lénine réside surtout dans l'analyse des conséquences de ces idées sur l'évolution de la révolution russe vers le capitalisme d'état et point n'était besoin d'ajouter qu'il ne pouvait en être autrement. Certains penseront que c'est là reconnaître le rôle volontariste du parti bolchevik. Il n'en est rien cependant puisque Pannekoek s'acharne à montrer que les idées de Lénine tiraient leur source dans les conditions économiques, sociales et politiques de la Russie, différentes de celles d'Europe occidentale. C'est un problème qui m'est familier, car au début des années 30, nous aussi avons été obligés de rechercher dans l'idéologie du parti bolchevik l'explication du rôle de ce parti qui nous apparut alors comme celui de l'intelligentzia radicale de Russie. Comme l'écrit Pannekoek « selon le marxisme, les idées so-

ciales et les grandes tendances spirituelles expriment les aspirations des classes... » (p. 99).

Ces considérations sur l'origine et le rôle des idées des hommes m'amènent à souligner combien sont importantes les pages que Pannekoek consacre à ce sujet et que je résumerai par ces citations :

« Dans tout ce qu'il est ou dans tout ce qu'il fait, dans son corps, dans son esprit, dans sa vie, dans ses pensées, dans ses sentiments, dans ses expériences les plus simples, il (l'individu) est un produit de la société ; c'est la société humaine qui a forgé toutes les manifestations de sa vie » (p. 71).

Etre social, « l'homme est avant tout un être actif, un travailleur... L'action qu'il exerce ainsi sur le monde détermine sa pensée et ses sentiments et constitue la partie la plus importante de ses expériences. Dès le début, ce fut une activité collective, un processus social de travail » (p. 72).

Avant de terminer cette présentation critique de « Lénine philosophe », il est une question que je tiens à éclairer. C'est celle de la religion. Pannekoek en parle plusieurs fois dans son livre, notamment à propos de la philosophie de Lénine, mais pour l'enterrer un peu trop vite à mon avis. Il considère la religion comme la moins importante de ces idéologies héritées du passé et qui étouffent la pensée des travailleurs.

« Comme elle représente l'écorce desséchée d'un système d'idées reflétant les conditions d'un passé lointain elle n'a plus qu'un semblant de pouvoir à l'abri duquel se réfugient tous ceux qui sont effrayés par le développement capitaliste. Sa base a été continuellement minée par le capitalisme lui-même » (p. 111).

Certes, Pannekoek a raison d'écrire que l'Etat et la nation sont des idoles plus dangereuses, ainsi que « les puissances spirituelles comme la démocratie, l'organisation, le syndicat, le parti, parce que ces dernières conceptions prennent leurs racines dans la classe ouvrière elle-même et sont nées de sa vie pratique et de sa propre lutte » (même page).

Mais il a tort de sous estimer le rôle toujours grand de la religion et la puissance des Eglises. Celles-ci se sont adaptées au monde moderne et savent diversifier leurs moyens d'emprise sur toutes les classes sociales. En ce qui concerne l'Eglise catholique, que nous connaissons mieux en France, n'a-t-elle pas son Teilhard de Chardin pour les scientifiques, ses prêtres ouvriers, (et même guerilleros comme en Amérique du Sud), ses chrétiens de gauche, ses aumôniers, ses écoles, ses œuvres de charité, ses syndicats, ses partis démochrétiens, etc...

Page 40, Pannekoek dit d'ailleurs que la bourgeoisie, après l'adoption temporaire du matérialisme, fait une rechute dans les tendances religieuses et mystiques. Il faudrait ajouter le regain de la religion en Russie, la place accordée à l'islamisme dans les nations arabes, l'appui du bouddhisme aux nationalistes indo-chinois, l'influence énorme des Eglises protestantes et catholiques aux U.S.A. et en Grande-Bretagne où se dire athé est aussi épouvantable que de s'affirmer communiste, etc... La religion conserve donc son rôle et ces puissantes organisations que sont les Eglises pareillement. « La religion disparaîtra avec le début de la révolution prolétarienne » dit Pannekoek. Certes, mais en attendant, les croyances religieuses et les Eglises sont des forces contre-révolutionnaires. Et je pense que la propagande anti-religieuse et anti-cléricale fait partie de la lutte de classe, dont les aspects sont multiformes, même si les luttes principales se livrent là où les travailleurs sont exploités, là où les capitalistes sont les plus vulnérables, c'est-à-dire les lieux de production.

Dans une note de la page 27 de son livre, Serge Briçianer signalait que sans renoncer à une propagande matérialiste éclairant les origines de la religion, il (Pan-

nekoek) soulignait cependant « comme les social-démocrates classiques, que dans notre parti, la religion demeure une affaire privée » (Religion und Socialismus - 1906). Je ne crois pas me tromper en disant que nous sommes plus exigeants. Laissons ce libéralisme au PSU.

J'en arrive aux Remarques de Karl Korsch qui terminent le livre. Je rappelle que ce texte date de 1938. Il a gardé toute sa valeur. Et sa conclusion renforce celle de Pannekoek.

« Cette idéologie léniniste, que professent aujourd'hui les partis communistes et qui, en principe, est conforme à l'idéologie traditionnelle du vieux parti social-démocrate, n'exprime plus aucun des buts du prolétariat. Selon Harper (pseudonyme de Pannekoek), elle est plutôt une expression naturelle des buts d'une nouvelle classe : l'intelligentzia ». « ...le nouveau matérialisme de Lénine est devenu l'arme principale des partis communistes dans leur tentative de détacher une fraction de la bourgeoisie de la religion traditionnelle et des philosophies idéalistes... ». « Ce faisant, les partis communistes espèrent gagner cette fraction de la bourgeoisie au système de planification industrielle, à ce Capitalisme d'Etat qui, pour les ouvriers, n'est qu'une autre forme d'esclavage et d'exploitation » (p.122).

Depuis 1938, les partis communistes ont effectivement attiré dans leur orbite nombre d'intellectuels et techniciens. Mais pas seulement les partis communistes, car presque toutes les organisations qui se disent d'extrême-gauche ont aussi adopté, à quelques variantes près, l'idéologie léniniste. Celle-ci, dont surtout la notion de parti dirigeant, répond aux aspirations de prétendues élites ou avant-gardes, et constitue le bréviaire de toutes les formations de nature techno-bureaucratique espérant canaliser les luttes du prolétariat en vue de l'instauration du capitalisme d'Etat.

Pour finir, une petite remarque s'adressant à nos traducteurs que nous devons tout d'abord remercier pour ce travail sur des textes en trois langues. Mais j'ai buté sur quelques mots plutôt difficiles. Et je ne serai certainement pas le seul. Il s'agit de : épistémologie, fidéisme, solipsisme, apodictique, apophtegme, points nodaux, gnoseologie. De tels mots auraient demandé aussi à être traduits en langage courant. Le premier l'a été par Pannekoek (p. 25), le second par Lénine (p. 94). Il n'en reste plus que cinq. Ça vaut la peine d'un post-scriptum à ce papier. Et sachons reconnaître que c'est bien peu pour un livre traitant de philosophie.

Epistémologie : (du grec : étude des sciences) - Etude critique de sciences destinées à déterminer leur origine logique, leur valeur et leur portée.

Fidéisme : (du latin : foi) - Mot utilisé par Lénine pour désigner la doctrine de la foi religieuse.

Solipsisme : (du latin : seulement soi-même) - Théorie philosophique selon laquelle il n'y aurait, pour le sujet pensant, d'autre réalité que lui-même.

Apodictique : (du grec : élargir) - Caractérise un raisonnement démonstratif et a donc une évidence de droit et pas seulement de fait.

Apophtegme : (du grec : prononcer) - Parole mémorable ayant une valeur de maxime.

Points-nodaux : Mot utilisé par Mach pour désigner la réunion de plusieurs éléments, leur fusion (voir la citation de Mach page 58).

Gnoseologie : (du grec : étude du savoir) - Utilisé par Lénine au sens d'épistémologie.

PUBLICATIONS

NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1966 : 50 - 1968 : 75, 76 - 1969 : 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88, - 1970 : 89, 90, 93, 94, 95-96 (ce dernier numéro ronéoté de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98.

BROCHURES D'I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- LES PROVOS ET LA LUTTE DE CLASSES (1 F).
- LE MOUVEMENT POUR LES CONSEILS OUVRIERS

Textes de base disponibles

- LENINE PHILOSOPHE (collection des Cahiers Spartacus) (A. Pannekoek).
- PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS (S. Bricianer) (Editions E.D.I.).
- REPOSE A LENINE (A. Gorter).
- THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL (en anglais - brochure de Solidarity) (ces quatre ouvrages sont disponibles à prix réduit - demander à I.C.O.).
- L'AUTOGESTION, L'ETAT, ET LA REVOLUTION (brochure de Noir et Rouge - 2,50 F).
- THESES SUR LA CHINE (Cajo Brendel) (Cahiers du Communisme de Conseils - n° 4 - 2 F).

NUMEROS D'I.C.O. DEMANDES

Tous exemplaires avant 1969 et plusieurs numéros de 49, 65, 70, 71, 72, les brochures : Russie et Nantes-Saint-Nazaire - Une collection de l'I.S. n° 1 à 10 inclus. Au lieu de jeter les vieux bulletins ou celui-ci, renvoi-les, 7 centimes pour 100 grammes.

RUBRIQUE DES PUBLICATIONS

A partir de ce numéro d'I.C.O., la rubrique « publications » telle qu'elle existait antérieurement sera répartie, selon le sujet et son intérêt :

- dans I.C.O.-Luttes (mensuel imprimé)
- dans LIAISONS INTERNATIONALES pour tous les articles ou textes concernant les luttes ouvrières dans le monde (avec un bref commentaire)

Pour alimenter cette rubrique « PUBLICATIONS », il est demandé aux camarades qui jugent un article ou un livre intéressant de rédiger un bref résumé soulignant les aspects essentiels et de l'adresser (si possible bien écrit ou tapé) pour parution dans l'une des publications ci-dessus.

EN ALLEMAGNE (1 F).

- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- TEXTES DIVERS 1970 (1 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- DICTATURE DES INTELLECTUELS (1 F).
- LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES DE LA CYBERNETISATION (1 F).
- L'ORGANISATION DE LA LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (1 F).
- LIAISONS INTERNATIONALES n° 2 et 3.
- I.C.O.-LIAISONS n° 1 (compte rendu de la rencontre du Bessat 1969 et opinions sur cette rencontre).

AUTRES PUBLICATIONS EN DEPOT

Dorénavant, nous n'accepterons plus en dépôt des publications, même de groupes pouvant participer au travail d'I.C.O., sauf si l'ouvrage en question est considéré par les camarades de Paris comme un ouvrage de base sur les grandes lignes duquel ils seraient d'accord.

Les publications qui suivent sont ce qui nous reste de dépôts antérieurs (quelques exemplaires seulement sauf pour Archinoir n° 3) ; après diffusion, ce dépôt ne sera pas renouvelé :

- L'IDIOT INTERNATIONAL - édition spéciale Nanterre partout - mars 70 (1 F).
- LE SABOTAGE (Pouget) (enveloppe timbrée à 0,45).
- ARCHINOIR n° 2 (2 F), n° 3 (2,50 F).
- PARIS MAY 68 (en anglais, brochure de Solidarity) (1 F).
- LA VIEILLE TAUPE A L'HOPITAL (contre un timbre à 0,45 F).
- CAHIERS DE MAI - n° 1, 15 mai 68 (1 F).
- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS - n° 4, 5.
- 500 exemplaires d'un tract d'inspiration situationniste (Banlieue Dortoir et Block Consommation Porte de Paris, etc...) (envoi contre frais postaux).

- dans I.C.O.-Liaisons pour tous les autres articles ou textes pouvant présenter un intérêt pour les camarades en liaison avec I.C.O.

La parution de ces deux dernier bulletins sera annoncée dans I.C.O.-Luttes (mensuel imprimé) avec un sommaire détaillé.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : P. BLACHIER, 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros : 24 F (France) - 30 F (étranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.